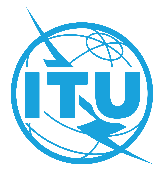
|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2019 Genève, 10-20 juin 2019** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 13** | **Document C19/42-F** |
| **28 mai 2019** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général | |
| RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE ANNUEL 2018 | |

|  |
| --- |
| Résumé  Aux termes du numéro 101 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, le Secrétaire général est prié de soumettre, chaque année au Conseil, un rapport de gestion financière.  Le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2018 présente:  • Les comptes vérifiés de l'exercice annuel 2018 du Budget de l'Union.  • Les comptes vérifiés de 2018 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.  • Les comptes vérifiés relatifs à la manifestation ITU Telecom World 2018.  Suite à donner  Le rapport de gestion financière sur les comptes vérifiés ainsi que le projet de Résolution figurant à l'Annexe A sont soumis au Conseil pour **examen** et **approbation**.  Une fois examiné et approuvé par le Conseil, le rapport sera communiqué aux États Membres et aux Membres de Secteur.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  *Numéro* [*101*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-f.pdf) *de la Convention* [*Article 30*](https://www.itu.int/en/council/Documents/Financial-Regulations/S-GEN-REG_RGTFIN-2018-PDF-F.pdf)*du Règlement financier de l'Union* |

**Annexes**: 12



Rapport de gestion financière

Le présent Rapport de gestion financière sur les comptes vérifiés donne les résultats financiers au 31 décembre 2018 des comptes tenus par l'Union internationale des télécommunications (UIT), conformément aux dispositions de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (édition de 2010).

Les états financiers de 2018 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Ils constituent les dixièmes états financiers qui ont été élaborés selon les normes IPSAS et couvrent les points suivants:

– L'exercice financier 2018 de l'Union.

– La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT pour l'exercice 2018.

– La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice 2018.

– Les projets de coopération technique financés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice 2018.

– Les fonds d'affectation spéciale pour l'exercice 2018.

– Les contributions volontaires pour l'exercice 2018.

– Le Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication pour l'exercice 2018.

– La manifestation ITU TELECOM World 2018.

– Le projet de nouveau bâtiment.

TABLE DES MATIÈRES

Page

[Avant-propos du Secrétaire général 4](#_Toc10450682)

[Rapport de gestion 2018 14](#_Toc10450696)

[Déclaration sur le contrôle interne pour 2018 17](#_Toc10450698)

[Certification des états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2018 21](#_Toc10450705)

[ÉTATS FINANCIERS 22](#_Toc10450706)

[I BUDGET ORDINAIRE (ANNEXE B1) 75](#_Toc10450789)

[II NOUVEAUX LOCAUX DU SIÈGE (ANNEXE B2) 79](#_Toc10450803)

[III CAISSE D'ASSURANCE (ANNEXE B3) 79](#_Toc10450804)

[IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (ANNEXE B4) 80](#_Toc10450805)

[V FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (ANNEXE B5) 80](#_Toc10450806)

[VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE B6) 80](#_Toc10450808)

[VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TIC (FDTIC) (ANNEXE B7) 81](#_Toc10450809)

[VIII ITU TELECOM WORLD 2018 (ANNEXE B8) 81](#_Toc10450810)

[IX VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION 82](#_Toc10450811)

[ANNEXE A](#_Toc10450812) – [Projet de résolution 83](#_Toc10450813)

[ANNEXE B1 84](#_Toc10450814)

[ANNEXE B2 85](#_Toc10450815)

[ANNEXE B3 86](#_Toc10450816)

[ANNEXE B4 87](#_Toc10450817)

[ANNEXE B5 88](#_Toc10450818)

[ANNEXE B6 93](#_Toc10450819)

[ANNEXE B7 97](#_Toc10450820)

[ANNEXE B8 98](#_Toc10450821)

[ANNEXE C 99](#_Toc10450823)

[ANNEXE D 113](#_Toc10450824)

[ANNEXE E 116](#_Toc10450825)

Avant-propos du Secrétaire général

1 J'ai l'honneur de présenter au Conseil pour examen, conformément à l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (Edition de 2010), les états financiers non vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

2 Le Rapport du Vérificateur extérieur des comptes sur les états financiers de 2018, ainsi que son opinion concernant les états financiers, comme le prescrivent l'Article 28 du Règlement financier de l'Union ainsi que son Annexe 1, seront également soumis au Conseil dans un document distinct.

3 Les états financiers de 2018 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Le Règlement financier prévoit que le budget de l'Union couvre un exercice budgétaire de deux années, mais pour mettre en œuvre intégralement les normes IPSAS, les états financiers sont présentés sur une base annuelle.

4 Les états financiers de 2018 constituent les dixièmes états financiers qui ont été établis conformément aux normes IPSAS. L'UIT a appliqué les normes IPSAS en vigueur depuis le 1er janvier 2018 et les principes comptables applicables sont décrits dans la Note 2. La seule dérogation faite dans les états financiers présentés est la non-capitalisation des coûts de main‑d'œuvre directs dans l'évaluation des publications, contrairement aux exigences de la norme IPSAS 12. La capitalisation des coûts de main‑d'œuvre risquerait de se traduire par une évaluation du prix des publications bien supérieure à la valeur nette de réalisation fondée sur les prix courants des publications et, de ce fait, par une dégradation du prix de remplacement courant si l'on applique un prix plus bas ou la valeur nette de réalisation.

5 On trouvera dans le Document C11/INF/9 la définition de plusieurs termes financiers clés qui permettront au lecteur d'utiliser et de comprendre plus facilement les états financiers.

Principales réunions et manifestations pendant l'exercice 2018

6 Le programme d'activités de l'Union réalisé en 2018 comprenait, parmi de nombreuses réunions et conférences, les grandes manifestations suivantes:

7 Le Forum 2018 du SMSI a eu lieu du 19 au 23 mars 2018 à Genève. Plus de 2 500 experts et acteurs de la mise en œuvre des technologies de l'information et des communications (TIC) ont contribué et participé au [Forum 2018 du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2018/), afin d'encourager les partenariats, d'échanger de bonnes pratiques et de présenter des innovations ainsi que de nouveaux outils et initiatives visant à utiliser les TIC en faveur de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations Unies.

8 Le 2ème Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social, qui s'est tenu du 15 au 17 mai 2018 à Genève, était organisé par l'UIT en partenariat avec la Fondation XPRIZE, leader mondial de l'organisation de concours fondés sur l'incitation par les récompenses, l'Association for Computing Machinery (ACM) et d'autres institutions du système des Nations Unies. Les sommets mondiaux sur l'intelligence artificielle au service du bien social constituent la principale tribune des Nations unies permettant de nouer un dialogue sur l'intelligence artificielle. Le Sommet de 2018, qui était tourné vers l'action, a déterminé les applications pratiques de l'intelligence artificielle ainsi que des stratégies d'accompagnement propres à améliorer la qualité

de vie et un cadre de vie durable sur notre planète. Les participants au Sommet ont formulé d'autres stratégies destinées à garantir le développement fiable, sûr et inclusif des technologies faisant appel à l'intelligence artificielle et à faire en sorte que chacun puisse bénéficier d'un accès équitable aux avantages qu'offrent ces technologies.

9 Le Colloque mondial des régulateurs (GSR) a eu lieu en juillet 2018 à Genève, avec pour thème central "Dialogue mondial sur l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et la cybersécurité – Problèmes et perspectives sur le plan politique et réglementaire".

10 ITU Telecom World 2018 a eu lieu du 10 au 13 septembre à Durban (République sudafricaine), sur le thème "L'innovation au service d'un développement numérique plus intelligent". La manifestation a rassemblé des gouvernements, des entreprises et des PME du secteur des technologies, dans le but de présenter des solutions innovantes, de constituer des réseaux de contact, de partager des connaissances et de débattre avec des experts. La manifestation a accueilli environ 300 exposants, sponsors et partenaires issus de 32 pays, y compris des pavillons nationaux et thématiques, des marques de haute technologie de renommée mondiale et des PME. Elle a mis en vedette l'innovation, les talents et les possibilités d'investissement du monde entier. Les technologies exposées incluaient, entre autres, la cybersanté, la cyberagriculture, le cyberenseignement, les services publics et financiers numériques et les solutions en matière de villes intelligentes.

11 La Conférence de plénipotentiaires de l'UIT a été accueillie par les Émirats arabes unis, à Dubaï, du 29 octobre au 16 novembre 2018. La Conférence de plénipotentiaires est l'organe décisionnel suprême de l'UIT, l'institution spécialisée des Nations Unies pour les TIC. Organisée tous les quatre ans, la Conférence est la manifestation incontournable lors de laquelle les États Membres de l'UIT dégagent des consensus sur les grandes questions internationales liées aux TIC, élisent les dirigeants de l'Union et établissent une feuille de route pour les travaux que l'UIT mènera au cours des quatre années suivantes, y compris les plans stratégique et financier. La PP-18 a rassemblé, au total, 2 363 participants qui représentaient 180 États Membres et 75 organisations ayant le statut d'observateur. On trouvera un rapport complet de la PP-18 dans le Document C19/4.

12 Ces réalisations et mises en oeuvre d'activités ont été rendues possibles grâce à une gestion cohérente et optimale des ressources financières de l'Union.

13 En 2018, l'Union a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer les procédures de coordination et de réduire les coûts, conformément à l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

14 L'UIT participe activement aux activités financées conjointement avec les Nations Unies. Plusieurs initiatives récentes ont eu pour résultat de diminuer les coûts pour les organismes participants, soit: baisse des coûts de l'électricité, des fournitures de bureau, du mazout et des services de courrier et négociations avec les compagnies aériennes.

Éléments essentiels du Rapport de gestion financière

15 La comptabilité de l'Union est tenue en francs suisses. Les états financiers présentés tiennent compte des activités extrabudgétaires de l'Union.

16 Le tableau ci-après récapitule la situation financière de l'UIT en 2018, par rapport à 2017.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Milliers CHF |  | 2018 | 2017 |
| Produits |  | 176 389 | 178 537 |
| Charges |  | 184 365 | 195 615 |
| Excédent (Déficit) | | –7 976 | –17 078 |
| Actif |  | 410 645 | 372 774 |
| Passif |  | 805 823 | 855 297 |
| Actif net | | 395 178 | 482 524 |

17 Les résultats financiers indiqués dans le tableau ci–dessus couvrent certains postes non budgétés, par exemple les amortissements et l'ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Conformément à la norme IPSAS 24, la comparaison entre les montants budgétés et les montants effectifs, sur une base comparable, est donnée dans le Tableau V des états financiers.

18 Sur un plan budgétaire, l'Union a enregistré un excédent de 11,07 millions CHF pour l'exercice 2018. Conformément au paragraphe 5 de l'Article 10 et au paragraphe 4 de l'Article 12 du Règlement financier et des Règles financières, le Secrétaire général a autorisé et proposé les affectations suivantes concernant l'excédent budgétaire de l'exercice 2018: 2,369 millions CHF versés conformément à la Résolution 1387, 6 millions CHF versés au Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment, 1 million CHF versé au Fonds ASHI, 1 million CHF pour le renforcement de la sécurité et 200 000 CHF pour les enquêtes. Après ces affectations, 507,9 millions CHF ont été versés au Fonds de réserve. Au 31 décembre 2018, le Fonds de réserve présente un solde de 27,4 millions CHF, ce qui représente 17,1% du budget pour 2018 (27,7 millions CHF pour 2017).

19 En 2018, les produits (recettes) de l'UIT se chiffraient à 176 389 000 CHF (contre 178 537 000 CHF en 2017), comme indiqué ci-après:

Contributions mises en recouvrement

Produits financiers

Autres produits d'exploitation

Contributions volontaires

20 Les produits proviennent essentiellement des contributions mises en recouvrement (72% en 2018, un chiffre qui a légèrement augmenté par rapport à 2017); viennent ensuite les produits d'exploitation (23%, essentiellement les produits tirés des ventes des publications et des fiches de notification des réseaux à satellite).

21 En 2018, les charges de l'UIT s'élevaient à 184 365 000 CHF (contre 195 615 000 CHF en 2017), comme indiqué ci-après:

Charges financières

Frais d'expédition et   
de télécommunications et services

Autres charges

Equipements et fournitures

Amortissement et pertes de valeurs

Services contractuels

Location et entretien des locaux et équipements

Frais de mission

Charges de personnel

22 En 2018, le suivi rigoureux du budget et la réduction du nombre de débiteurs ont entraîné une diminution globale des charges de 6,5%. Les charges de personnel (82% en 2018) sont restées la principale catégorie de charges.

Position financière: représentation de l'actif pour 2018

Position financière: Comparaison de l'actif entre 2018 et 2017

Créances

Autres actifs

Immobilisations

corporelles

Trésorerie et  
équivalents   
de trésorerie

Autres créances

Placements

23 La comparaison de l'actif montre une situation stable. Depuis l'introduction, en 2015, des taux d'intérêts négatifs sur le franc suisse et l'euro, l'UIT a dû procéder à un réaménagement de la trésorerie. La situation des marchés financiers est restée inchangée en 2018, ce qui explique le faible niveau des investissements par rapport à la trésorie et aux équivalents de trésorerie. Les investissements consistent principalement en des dépôts à court terme en USD.

Position financière: représentation du passif pour 2018

Comparaison du passif: le passif au 31 décembre 2018 s'établissait au total à 805 823 CHF

Fonds   
de tiers

Avantages   
accordés au  
personnel

Emprunts

Autres  
passifs

Produits différés

Dettes et  
créances

24 Le passif le plus important est constitué par les futurs avantages du personnel acquis par les fonctionnaires en service et les retraités. Il représentait 71% du passif total de l'UIT au 31 décembre 2018.

25 Le passif de l'ASHI représentait 96% du passif de l'ensemble des avantages du personnel et en 2018 ce passif a diminué, essentiellement en raison des gains dus à la modification des hypothèses, y compris le nouveau tableau des demandes de remboursement de frais médicaux, qui rend compte de l'évolution positive de la situation en la matière constatée récemment et de la hausse du taux d'actualisation, qui s'est établi à 1,2% (contre 0,9% en 2017).

26 L'excédent budgétaire pour l'exercice 2018 est le résultat d'une gestion rigoureuse constante des ressources de l'UIT, laquelle a également permis de proposer à un nombre limité de fonctionnaires un programme de départ anticipé à la retraite, au cas par cas et sans remplacement du poste occupé par le fonctionnaire, lorsque cela était dans l'intérêt de l'Union.

27 Il convient de souligner que certaines charges n'étaient pas inscrites au budget. Il s'agit notamment des amortissements, des pertes et des gains sur cours non réalisés et d'un ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Ces charges sont essentiellement statistiques et ne représentent pas de sorties de fonds pendant l'année. Un aperçu de ces positions figure dans le Tableau V du présent document (Comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2018).

28 Les contributions en espèces reçues pour les fonds d'affectation spéciale se sont chiffrées à 12 millions CHF en 2018 (9,8 millions CHF en 2017).

29 Les contributions volontaires en espèce reçues pour les diverses activités se sont chiffrées à 1,8 million CHF en 2018 (1,3 million CHF en 2017).

30 Le solde du Fonds pour le développement des TIC s'établissait à 4,3 millions CHF au 31 décembre 2018 (4,4 millions CHF au 31 décembre 2017).

31 En 2018, le total des charges pour les projets financés sur des fonds d'affectation spéciale se chiffrait à 6,5 millions CHF, ce qui équivaut à 0,42 million CHF de produits au titre de l'appui aux projets.

32 La manifestation ITU Telecom World 2018 a affiché un excédent de 254 000 CHF qui a été versé au Fonds de roulement des expositions. Le solde du Fonds de roulement des expositions était de 7,95 millions CHF au 31 décembre 2018 (contre 8,1 millions CHF au 31 décembre 2017).

33 L'Annexe D du présent document montre l'évolution des arriérés pour ce qui est des manifestations TELECOM.

34 Les notes relatives aux états financiers fournissent des informations utiles sur les aspects financiers concernant l'exercice 2018.

Principaux indicateurs financiers

35 À la suite d'une recommandation formulée par le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines, l'UIT a introduit en 2015 une présentation des indicateurs clés qui est un outil utile pour comprendre l'évolution de la situation financière d'une organisation et qui est très important dans un cadre de budgétisation axée sur les résultats et de gestion axée sur les résultats.

36 Il faut interpréter avec soin les résultats fournis par ces indicateurs pour que la comparaison avec d'autres organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies soit significative.

Stabilité et sécurité financière/risque



Réserve de capitaux propres et de trésorerie



37 La réserve de trésorerie est évaluée en nombre de mois et fait apparaître une stabilité au fil des ans. Il est à noter qu'une partie de la trésorerie n'est pas immédiatement disponible et qu'il faut donc être vigilant pour couvrir les besoins mensuels.

Solvabilité immédiate





38 Le ratio de solvabilité permet d'évaluer plus facilement la santé financière de l'Union à court terme. Les bons résultats, respectivement 198% et 134% pour ces deux ratios, confirment la bonne santé de l'Union et le fait qu'elle est en mesure de faire face à ses engagements à court terme.

Résultats financiers

39 Ce ratio représente les résultats financiers pour le budget ordinaire approuvé et il est basé sur les résultats budgétaires.





40 L'évolution du ratio pour les dépenses de personnel a été relativement stable au cours des quatre dernières années. La majeure partie des recettes (81% en 2018) est affectée aux dépenses de personnel, ce qui permet à l'UIT de mettre en œuvre son programme d'activités, conformément à ce qui a été décidé dans le plan opérationnel pendant la Conférence de plénipotentiaires de 2014.

Continuité

41 J'ai évalué les incidences de toute réduction potentielle des contributions que pourraient entraîner les crises économique et financière mondiales et analysé la question de savoir si cela entraînerait une réduction des activités de l'Union. Compte tenu des activités projetées et des risques correspondants, je peux affirmer que l'Union dispose de ressources suffisantes pour continuer à opérer à moyen terme. Nous continuerons par conséquent d'établir les états financiers de l'Union sur la base de la méthode de l'activité continue.

42 Je suis conscient de la responsabilité qui est la mienne quant à la transparence du rapport annuel du CCIG, du rapport annuel du Vérificateur extérieur des comptes et du rapport annuel d'audit interne et à leur accessibilité pour le public, une fois qu'ils auront été approuvés par le Conseil.

43 La déclaration sur le contrôle interne pour 2018 est jointe au présent Rapport de gestion financière.

Responsabilité

44 Comme prévu par l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, j'ai le plaisir de soumettre les états financiers ci-après, qui ont été élaborés conformément aux normes IPSAS. Je certifie que, pour autant que je sache, toutes les opérations de l'exercice ont été dûment comptabilisées dans les écritures et que ces opérations, ainsi que les états financiers et notes y afférentes, qui font partie intégrante du présent document, donnent une image fidèle de la situation financière de l'Union au 31 décembre 2018.

I État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2018

II État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

III État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

IV État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

V État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2018

# Rapport de gestion 2018

Genève, le 27 mars 2019

Rapport de gestion de la direction de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

Dans le cadre de la vérification des comptes annuels de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour l'exercice 2018 clos le 31 décembre 2018, nous présentons le rapport de gestion ci-après.

Nous avons établi les comptes annuels, lesquels seront soumis au Vérificateur extérieur, puis transmis au Conseil de l'UIT pour approbation. Nous sommes conscients de notre responsabilité en ce qui concerne la transparence des comptes annuels et l'accessibilité à ces comptes, la mise en place et la tenue à jour de systèmes viables pour la comptabilité et le contrôle interne, ainsi que les mesures à prendre pour éviter et déceler des erreurs graves et des cas de fraude.

1) Les comptes annuels et les notes y relatives ainsi que les informations financières associées sont conformes aux normes IPSAS, au Règlement financier et aux Règles financières et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation.

2) Toutes les opérations ont été dûment documentées. Nous avons communiqué toutes les informations pertinentes au Vérificateur extérieur de l'UIT, nous lui avons fourni ainsi qu'à ses collègues un accès aux comptes et aux pièces comptables de l'organisation ainsi qu'à la correspondance commerciale, et nous les avons informés de toute décision pouvant avoir des répercussions importantes sur les comptes annuels. Nos Vérificateurs extérieurs ont pu s'entretenir librement avec les personnes au sein de l'entité auprès desquelles il a été estimé nécessaire de recueillir des éléments probants.

3) Toutes les opérations pour l'exercice 2018 ont été comptabilisées, avec les montants qui leur ont été affectés, dans l'état de la performance financière. Tous les actifs, les passifs et les soldes de capitaux propres, avec les montants qui leur ont été affectés, ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'UIT détient juridiquement suffisamment de droits sur tous les actifs inscrits dans le bilan financier, de sorte qu'il n'existe pas d'autres actifs de l'UIT donnés en nantissement ou grevés que ceux qui sont indiqués dans l'annexe. Les relations et opérations avec les parties liées ont été dûment comptabilisées et communiquées, conformément aux exigences des normes IPSAS. Aucun autre contrat, accord de crédit, litige ou autre différend n'est susceptible de modifier sensiblement l'analyse des comptes annuels de l'UIT.

4) Tous les événements postérieurs à la date des états financiers pour lesquels les normes IPSAS requièrent un ajustement ou une information à fournir, ont fait l'objet du traitement requis.

5) Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations et les informations relatives aux justes valeurs sont, d'après nous, appropriées, traduisent notre intention et sont conformes aux principes comptables appliqués.

6) Nous confirmons qu'un système de contrôle interne de l'information financière a été mis en place quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des comptes annuels destinés à un usage externe, selon le Règlement financier et les Règles financières. Ce système inclut les politiques et les procédés appropriés qui:

• se rapportent à la tenue de registres raisonnablement détaillés qui reflètent avec précision les opérations et en donnent une image fidèle;

• fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont dûment comptabilisées pour permettre la préparation des comptes annuels et que les recouvrements et dépenses sont effectués conformément aux autorisations de la direction, selon le Règlement financier et les Règles financières;

• fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection en temps utile d'acquisitions, d'utilisations ou de cessions non autorisées des actifs.

7) Nous confirmons que les risques identifiés et les recommandations formulées par l'auditeur interne, le Vérificateur extérieur et le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG) sont pris en compte et que nous y donnerons suite, le cas échéant. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines est informé chaque année de l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces recommandations.

8) Nous sommes d'avis que l'incidence des différences non ajustées – prises séparément ou ensemble – identifiées au cours de la vérification est négligeable pour ce qui est des états financiers globaux.

9) Aucun nouveau cas de fraude ou de présomption de fraude n'a été signalé en 2018, ni pendant la vérification extérieure des comptes. À notre connaissance, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2018. Nous n'avons pas connaissance d'autres faits susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'UIT à poursuivre son activité.

10) Nous confirmons que nous respectons le Règlement financier et les Règles financières de l'UIT (paragraphe 9 de l'Article 28), selon lesquels *tout cas de fraude ou de présomption de fraude est soumis sans délai par le Secrétaire général au Vérificateur extérieur des comptes*. Nous n'avons pas non plus connaissance d'autres faits susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'UIT à poursuivre son activité.

11) À cet égard, et en vue de limiter le risque de fraude, une nouvelle procédure de passation de marchés a été élaborée pour des types de cas spécifiques, afin de garantir un niveau de contrôle approprié, ainsi qu'une séparation des tâches entre les fonctions liées aux demandes, à l'approbation du financement et à la passation de marchés. Ces procédures seront introduites au début de 2019 à titre d'essai et feront l'objet d'une évaluation complète avant leur mise en œuvre définitive. En outre, un manuel sur la passation de marchés a été élaboré en 2018 pour publication en 2019, ce qui permettra également de renforcer encore la fonction de passation de marchés à l'UIT.

12) Toutes les circonstances ayant une incidence sur les comptes qui se sont produites avant la fin des travaux de vérification extérieure ont été dûment prises en compte dans l'établissement des comptes annuels. Nous ne manquerons pas d'informer immédiatement le Vérificateur extérieur au cas où des faits nouveaux susceptibles d'avoir une incidence a posteriori sur les comptes annuels serait porté à notre attention d'ici à la date de la prochaine session du Conseil.



Chef du Département de la gestion des ressources financières

Secrétaire général

# DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR 2018

Champ de responsabilité

En qualité de Secrétaire général de l**'**Union internationale des télécommunications (UIT), j**'**agis en tant que représentant légal de l**'**Union. Je prends toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l**'**Union soient utilisées avec économie et suis responsable devant le Conseil pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l**'**Union, conformément aux responsabilités qui m'incombent, en application, notamment des dispositions des numéros 73*bis* et 75 (article 11) de la Constitution et des Articles 1, 10, 16, 28, 29 et 30 des Règles financières et du Règlement financier.

Objet du système de contrôle interne

Le contrôle interne a pour objet de réduire et gérer, et non de supprimer le risque de ne pas atteindre les buts et objectifs de l'Organisation et de ne pas mettre en œuvre les politiques correspondantes. En conséquence, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue d'efficacité. Il repose sur un processus continu visant à recenser les principaux risques, à en évaluer la nature et la portée, et à les gérer de manière efficiente, efficace et économique. La direction de l'UIT doit mettre en place une série de processus propres à contrôler les activités de l'Union, de manière à donner aux organes directeurs une assurance raisonnable que:

• les plans, les programmes, les buts et les objectifs de l'Organisation sont atteints;

• les ressources sont acquises de manière rationnelle et employées de façon rentable; des processus administratifs de qualité et leur amélioration constante sont privilégiés;

• les ressources dont dispose l'Organisation (y compris son personnel, ses systèmes, ses données et informations) sont protégées comme il convient;

• les fonctionnaires élus et les fonctionnaires de la catégorie des conseillers supérieurs de la catégorie professionnelle et de la catégorie des services généraux agissent dans le respect des politiques, normes, plans et procédures de l'Organisation et de toutes les lois, règles et règlements en vigueur;

• les données et informations publiées, qu'elles soient destinées à un usage interne ou externe, sont exactes, fiables et à jour.

La gestion des risques et la gestion des contrôles internes sont des fonctions de la direction et font partie intégrante du processus global de gestion des activités. En conséquence, la direction de l'UIT doit, à tous les niveaux:

• identifier et évaluer les risques de perte éventuelle dans la sphère qui relève de sa responsabilité;

• définir et proposer des politiques, plans, normes opérationnelles, procédures, systèmes et autres lignes directrices à mettre en œuvre pour réduire au minimum, atténuer et/ou limiter les risques associés aux situations exposées qui ont été recensées;

• établir des processus concrets de contrôle amenant et incitant les employés à s'acquitter de leurs tâches et responsabilités de manière à concourir aux cinq objectifs de contrôle définis dans le paragraphe précédent;

• maintenir l'efficacité des processus de contrôle mis en place et favoriser leur amélioration.

Capacité de gérer les risques

La Direction de l'UIT s'emploie à mettre en œuvre, dans l'ensemble de l'organisation, un processus de gestion intégrée des risques (GIR) qui fait partie intégrante du système de contrôle interne de l'organisation.

Le système de contrôle interne repose sur l'utilisation du système SAP de gestion intégrée de l'information qui:

• reflète la structure, les activités et les flux hiérarchiques de l'Organisation;

• met en évidence la répartition des ressources budgétaires allouées à l'organisation, conformément aux textes fondamentaux de l'Union adoptés par la Conférence de plénipotentiaires;

• permet d'effectuer des contrôles intégrés aux systèmes et d'appliquer le principe des quatre yeux;

• permet de définir, de suivre et d'évaluer l'utilisation des ressources avec une comptabilité et l'établissement de rapports selon les normes IPSAS, des points réguliers sur la situation et des processus et contrôles documentés de l'approvisionnement.

La fiabilité des rapports financiers de l'UIT et le suivi de l'utilisation des ressources selon les objectifs stratégiques reposent sur le système de gestion intégré de l'information et une stricte maîtrise des engagements de ressources.

En outre, la Commission des marchés aide le Secrétaire général à garantir une utilisation efficace des ressources de l'UIT en prenant en considération l'intérêt supérieur de l'Union, et l'Unité des affaires juridiques fournit des conseils au niveau de l'organisation en ce qui concerne les lois, règles et règlements ainsi que la diffusion et la promotion des politiques de l'UIT en matière de déontologie. Dans le cadre de ses activités d'audit, l'Unité de l'audit interne fournit des assurances au Secrétaire général en ce qui concerne la gouvernance de l'organisation, la gestion des risques et l'efficacité des contrôles.

La gestion des risques stratégiques est intégrée dans le processus de planification stratégique en vigueur à l'UIT dans la mesure où les risques stratégiques sont identifiés et des mesures d'atténuation sont prises en conséquence. Le cadre de gestion des risques fait partie intégrante du Plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019 (Résolution 71) qui a été approuvé par la Conférence de plénipotentiaires de 2014. Ce cadre de gestion des risques continue d'être défini plus avant grâce à l'élaboration d'une politique de gestion des risques, d'une déclaration sur la gestion des risques institutionnels et d'un registre de gestion des risques stratégiques.

La gestion des risques opérationnels fait aussi partie des processus de gestion opérationnels de l'UIT. La direction de l'Union, y compris les trois Bureaux et le Secrétariat général passe en revue régulièrement les risques associés à la réalisation des objectifs de chaque entité constitutive de l'organisation et prend les mesures nécessaires pour atténuer ces risques tout en mettant en place les mécanismes de contrôle des risques afin de suivre l'évolution des risques résiduels.

Examen de l'efficacité

Mon examen de l'efficacité du système de contrôle interne s'appuie sur le travail réalisé par les hauts responsables de l'UIT, qui sont tenus de définir et de faire appliquer le cadre de contrôle interne dans leurs domaines de responsabilité. J'obtiens les garanties au moyen des lettres de représentation interne signées par les principaux dirigeants et responsables de l'UIT, qui confirment que les exigences suivantes pour l'exercice 2018 ont été respectées:

• la conformité des engagements ou obligations et des charges avec les crédits budgétaires ou autres dispositions financières approuvées par le Conseil ou avec les buts, règles et dispositions applicables aux fonds en question;

• l'emploi efficace, efficient et économique des ressources de l'Union;

• la régularité des opérations de réception, de garde et de déboursement de tous les fonds et autres ressources de l'Union;

• l'exactitude, l'exhaustivité et la fourniture dans les délais des données financières et autres données administratives.

Le cadre réglementaire de l'UIT est constitué des textes fondamentaux de l'Union, des règles et règlements, des ordres de service, des notes de service et des circulaires d'information.

Tous les systèmes, processus, opérations, fonctions et activités de l'UIT font l'objet d'un audit interne effectué par l'Unité de l'audit interne. Dans le cadre de ses travaux, l'Unité de l'audit interne s'emploie à se conformer aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Je m'appuie sur les travaux d'audit et d'enquête pour obtenir l'assurance que la gouvernance de l'organisation et la gestion des risques sont adéquats et que les contrôles internes sont efficaces.

Par ailleurs, je reçois les rapports du Vérificateur extérieur, qui contiennent des recommandations concernant les questions de contrôle interne. Toutes les recommandations formulées par le Vérificateur extérieur sont prises en considération et des plans d'action sont établis selon qu'il convient en vue d'éliminer tout éventuel point faible constaté, dans un souci d'amélioration constante. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (CWG-FHR) assure le suivi des mesures prises par la direction en application des recommandations du Vérificateur extérieur.

J'ai pris note des conclusions de l'auditeur interne relatives à la nécessité d'améliorer la gouvernance et la gestion des risques de certains des processus ayant été révisés et de rendre les contrôles plus efficaces dans les divers domaines contrôlés. Des mesures ont été prises et continueront d'être prises pour renforcer les contrôles internes et réduire les risques.

Je bénéficie en outre des avis du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG), qui exerce des fonctions consultatives spécialisées et aide le Conseil ainsi que le Secrétaire général à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de gouvernance, et notamment à assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne, des procédures de gestion des risques et des procédures de gouvernance de l'UIT.

Faits importants survenus au cours de l'année en matière de contrôle interne

J'ai été informé qu'il pourrait être nécessaire de renforcer certains domaines relevant de la fonction de passation de marchés et j'ai donc sollicité les bureaux concernés afin qu'ils prennent les mesures nécessaires en vue d'améliorer les contrôles dans ces domaines.

Dans cette optique, de nouvelles procédures ont été élaborées pour la passation des marchés d'une valeur inférieure à 20 000 CHF, afin de garantir une séparation appropriée des tâches entre les demandes, l'approbation du financement et la fonction de passation de marchés. Ces procédures seront introduites au début de 2019 à titre d'essai et feront l'objet d'une évaluation complète avant leur mise en œuvre définitive. En outre, un manuel sur la passation de marchés a été élaboré en 2018 en vue d'être publié en 2019, ce qui permettra également de renforcer encore la fonction de passation de marchés à l'UIT.

Déclaration

Je m'engage à garantir une amélioration continue du système de contrôle interne. Aussi bien conçu et efficace soit-il, le contrôle interne souffre intrinsèquement de limites, compte tenu notamment de la possibilité de le contourner. Il ne peut donc offrir qu'une assurance raisonnable d'efficacité, et pas une assurance absolue. En outre, la situation pouvant évoluer, l'efficacité du contrôle interne peut varier dans le temps.

La direction s'efforce de remédier aux insuffisances qui ont été constatées dans les contrôles internes pendant les activités courantes de l'UIT ou qui ont été identifiées dans les observations relatives à la supervision, essentiellement à travers la procédure de suivi mise en place l'an dernier pour la mise en œuvre des recommandations relatives au contrôle. Sur cette base, je conclus que l'Union disposait d'un système efficace de contrôle interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 et jusqu'à la date de l'approbation des états financiers.



Secrétaire général de l'UIT

Genève, le 27 mars 2019

Houlin Zhao

# 

# Certification des états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2018

**Union internationale des télécommunications, Genève**

Conformément à l'Article 30 du Règlement financier, les comptes et les états financiers de l'Union internationale des télécommunications ont été établis et tenus conformément aux normes IPSAS. Les états financiers pour l'année s'arrêtant au 31 décembre 2018 ainsi que les notes relatives à ces états financiers et les annexes pertinentes ont été examinés et sont approuvés.

Le 27 mars 2019



Chef du Département de la gestion des ressources financières

Secrétaire général

# ÉTATS FINANCIERS

Page

[I – État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2018 avec chiffres comparatifs   
au 31 décembre 2017 24](#_Toc9605695)

[II – État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2018   
avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2017 25](#_Toc9605696)

[III – État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 26](#_Toc9605697)

[IV – État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 27](#_Toc9605698)

[V – État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs   
pour l'exercice 2018 28](#_Toc9605699)

[Notes relatives aux états financiers 29](#_Toc9605700)

[Note 1 Objectifs de l'Union 29](#_Toc9605701)

[Note 2 Principaux principes comptables 30](#_Toc9605702)

[Monnaies étrangères 30](#_Toc9605703)

[Instruments financiers 31](#_Toc9605704)

[Évaluation de la provision pour dépréciation des créances 33](#_Toc9605708)

[Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs 34](#_Toc9605709)

[Stocks 34](#_Toc9605710)

[Immobilisations corporelles 35](#_Toc9605711)

[Immobilisations acquises en contrats de location 36](#_Toc9605712)

[Immobilisations incorporelles 37](#_Toc9605713)

[Provisions 38](#_Toc9605714)

[Actifs et passifs éventuels 38](#_Toc9605715)

[Prestations dues aux employés 38](#_Toc9605716)

[Comptabilisation des fonds 39](#_Toc9605717)

[Fonds de réserve 40](#_Toc9605720)

[Autres fonds 41](#_Toc9605721)

[Fonds pour le nouveau bâtiment 41](#_Toc9605722)

[Fonds destinés aux activités extrabudgétaires 42](#_Toc9605723)

[Comptabilisation des produits 43](#_Toc9605724)

[Présentation de l'information sectorielle 44](#_Toc9605725)

[Comparaison budgétaire 44](#_Toc9605726)

Page

[Note 3 Gestion de l'actif net 45](#_Toc9605727)

[Note 4 Gestion des risques financiers 45](#_Toc9605728)

[Note 5 Jugement et estimations comptables 48](#_Toc9605729)

[Note 6 Trésorerie et équivalents de trésorerie 49](#_Toc9605730)

[Note 7 Placements 49](#_Toc9605731)

[Note 8 Créances 50](#_Toc9605732)

[Note 9 Stocks 51](#_Toc9605733)

[Note 10 Autres créances 51](#_Toc9605734)

[Note 11 Immobilisations corporelles 52](#_Toc9605735)

[Note 12 Immobilisations incorporelles 53](#_Toc9605736)

[Note 13 Biens en construction 54](#_Toc9605737)

[Note 14 Fournisseurs et autres créanciers 54](#_Toc9605738)

[Note 15 Produits différés 55](#_Toc9605739)

[Note 16 Emprunts et autres dettes financières 55](#_Toc9605740)

[Note 17 Avantages du personnel 56](#_Toc9605741)

[17.1 Avantages du personnel à court terme 56](#_Toc9605742)

[17.2 Avantages du personnel à long terme 56](#_Toc9605744)

[Note 18 Provisions 63](#_Toc9605746)

[Note 19 Autres dettes 64](#_Toc9605747)

[Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés 64](#_Toc9605748)

[Note 21 Contributions mises en recouvrement 64](#_Toc9605749)

[Note 22 Produits 65](#_Toc9605750)

[Note 23 Charges 66](#_Toc9605752)

[Note 24 Informations sectorielles – État de la performance financière 2018 69](#_Toc9605755)

[Note 25 Présence régionale 71](#_Toc9605757)

[Note 26 Rapprochement entre les montants budgétés et les montants effectifs 71](#_Toc9605758)

[Note 27 Informations relatives aux parties liées 73](#_Toc9605759)

[Note 28 Engagements 74](#_Toc9605760)

[Note 29 Événements postérieurs à la date du bilan 74](#_Toc9605761)

I – État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2018  
avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2017

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | Notes | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| **ACTIF** |  |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 | 161 826 | 135 297 |
| Placements | 7 | 48 996 | 363 |
| Créances avec contrepartie directe | 8 | 5 407 | 8 934 |
| Créances sans contrepartie directe | 8 | 85 356 | 88 139 |
| Stocks | 9 | 535 | 661 |
| Autres créances | 10 | 8 534 | 7 505 |
| **Total des actifs courants** |  | **310 653** | **271 898** |
|  |  |  |  |
| **Actifs non courants** |  |  |  |
| Créances sans contrepartie directe | 8 | – | – |
| Immobilisations corporelles | 11 | 95 625 | 99 000 |
| Immobilisations incorporelles | 12 | 2 058 | 967 |
| Biens en construction | 13 | 2 309 | 908 |
| **Total des actifs non courants** |  | **99 992** | **100 876** |
| **TOTAL DE L'ACTIF** |  | **410 645** | **372 774** |
| **PASSIF** |  |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |  |
| Fournisseurs et autres créanciers | 14 | 8 905 | 9 671 |
| Produits différés | 15 | 136 273 | 134 275 |
| Emprunts et dettes financières | 16 | 1 493 | 1 493 |
| Avantages du personnel | 17 | 187 | 226 |
| Provisions | 18 | 6 832 | 1 636 |
| Autres dettes | 19 | 3 195 | 1 810 |
| **Total des passifs courants** |  | **156 887** | **149 112** |
|  |  |  |  |
| **Passifs non courants** |  |  |  |
| Emprunts | 16 | 41 699 | 41 526 |
| Avantages du personnel | 17 | 573 412 | 638 365 |
| Fonds de tiers affectés | 20 | 31 034 | 22 994 |
| Fonds de tiers en cours d'affectation | 20 | 2 790 | 3 300 |
| **Total des passifs non courants** |  | **648 936** | **706 185** |
|  |  |  |  |
| **TOTAL DU PASSIF** |  | **805 823** | **855 297** |
| **ACTIF NET** |  |  |  |
| Capital de l'organisation |  |  |  |
| Fonds de réserve avant réaffectation de l'excédent/du déficit de l'exercice | 3 | 26 934 | 27 089 |
| Fonds extrabudgétaires | 3 | 75 669 | 58 726 |
| Pertes actuarielles de l'ASHI | 17 | –282 427 | –369 704 |
| Soldes cumulés |  | –207 378 | –181 557 |
| Excédent/déficit de l'exercice |  | –7 976 | –17 078 |
| **TOTAL DE L'ACTIF NET** |  | **–395 178** | **–482 524** |

II – État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2018  
avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2017

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (en milliers de francs suisses) | Notes | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|  |  |  |  |
| PRODUITS | 22 |  |  |
|  |  |  |  |
| Contributions mises en recouvrement |  | 125 191 | 122 390 |
| Contributions volontaires |  | 7 161 | 10 610 |
| Autres produits d'exploitation |  | 41 930 | 44 398 |
| Contributions en nature |  | 862 | 882 |
| Produits financiers |  | 1 245 | 258 |
|  |  |  |  |
| Total des produits |  | **176 389** | **178 537** |
|  |  |  |  |
| CHARGES | 23 |  |  |
|  |  |  |  |
| Charges de personnel |  | 148 806 | 148 748 |
| Frais de missions |  | 6 702 | 6 968 |
| Services contractuels |  | 12 691 | 15 613 |
| Location et entretien des locaux et équipements |  | 3 971 | 4 411 |
| Matériels et fournitures |  | 4 509 | 3 875 |
| Amortissements et pertes de valeurs |  | 4 497 | 5 212 |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services |  | 1 772 | 1 576 |
| Autres charges |  | –67 | 7 656 |
| Charges en nature |  | 862 | 882 |
| Charges financières |  | 621 | 675 |
| Total des charges |  | **184 365** | **195 615** |
| Excédent (déficit) de la période |  | –7 976 | –17 078 |

III – État des variations de l'actif net pour l'exercice clos   
le 31 décembre 2018

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en milliers CHF) | 31.12.2017 | Excédent/ déficit 2018 | Autres ajustements | 31.12.2018 |
| **Passage aux normes IPSAS** | **–125 100** | **–** | **–** | **–125 100** |
| **Fonds de réserve** | **27 770** | **508** | **–837** | **27 441** |
| **Autres réserves effectuées** | **53 638** | **8 414** | **9 425** | **71 477** |
| Économies réalisées au cours des années précédentes | 5 764 | 3 569 | –163 | 9 170 |
| Fonds d'investissement | 10 230 | –441 | 32 | 9 821 |
| Fonds pour le nouveau bâtiment | –671 | –188 | – | –859 |
| Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment | – | 6 095 | – | 6 095 |
| Fonds de bien-être du personnel | 393 | – | –18 | 375 |
| Fonds du centenaire | 212 | – | – | 212 |
| Fonds des compléments de la Caisse d'assurance | 6 202 | –19 | – | 6 183 |
| Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance | 278 | – | – | 278 |
| Fonds ASHI | 9 500 | 1 000 | 1 000 | 11 500 |
| Fonds de l'assurance maladie | 13 808 | – | 8 541 | 22 349 |
| Réserves extrabudgétaires affectées | 7 039 | –1 602 | 177 | 5 614 |
| Conversion de change | 884 | – | –144 | 740 |
| **Fonds relatif aux activités extrabudgétaires** | **13 149** | **–182** | **–544** | **12 423** |
| Télécom | 8 132 | –255 | 73 | 7 950 |
| Autres | 5 017 | 72 | –617 | 4 473 |
| **Pertes actuarielles de l'ASHI** | **–369 704** | **–** | **87 277** | **–282 427** |
| **Déficit cumulé IPSAS (statistique)** | **–82 278** | –16 715 | – | **–98 993** |
| **Total de l'actif net** | **–482 524** | **–7 976** | **95 321** | **–395 179** |

IV – État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|  |  |  |
| Excédent (déficit) de l'exercice | –7 976 | –17 078 |
| Mouvements non monétaires |  |  |
| Amortissements | 4 497 | 5 212 |
| Provision ASHI | 22 267 | 18 214 |
| Provisions pour rapatriement (LT) | 431 | –1 268 |
| Provisions pour avantages du personnel (CT) | 93 | 174 |
| Provisions pour congé accumulé (LT) | 321 | 180 |
| Autres provisions | 5 756 | 526 |
| Provisions pour créances douteuses | –11 487 | 5 472 |
| Dépréciations des stocks | 19 | –3 |
| (Gain) ou perte net(te) sur vente d'immobilisations corporelles | – | 5 |
| Intérêts reçus | –748 | –220 |
| Excédent (déficit) retraité des mouvements non monétaires | **13 172** | **11 215** |
| (Augmentation) diminution des stocks | 107 | –113 |
| (Augmentation) diminution des créances à court terme | 17 797 | –17 042 |
| (Augmentation) diminution des autres créances à court terme | –1 029 | 1 944 |
| Augmentation (diminution) des fournisseurs | –766 | 523 |
| Augmentation (diminution) des produits différés | 1 999 | 5 253 |
| Augmentation (diminution) des autres dettes | 1 385 | –3 264 |
| Utilisation de provisions pour les avantages du personnel (CT) | –131 | –1 042 |
| Utilisation de provisions pour le rapatriement (LT) | –575 | –914 |
| Utilisation de provisions pour les congés accumulés (LT) | –119 | –95 |
|  |  |  |
| Augmentation (diminution) − Autres provisions | –560 | –342 |
| Augmentation (diminution) des fonds de tiers | 7 530 | –1 131 |
| Variation des fonds propres | 8 044 | 834 |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles | **33 681** | **–15 391** |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement |  |  |
| (Augmentation)/diminution des placements | –17 633 | 33 617 |
| Intérêts reçus sur placement à court terme | 748 | 220 |
| (Acquisition)/Vente d'immobilisations corporelles | –393 | –1 100 |
| (Acquisition)/Vente d'immobilisations incorporelles | –1 256 | –353 |
| (Acquisition)/Vente de biens en construction | –1 964 | –571 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement | **–20 498** | **31 813** |
|  |  |  |
| Flux de trésorerie des activités de financement |  |  |
| (Augmentation) diminution des investissements financés par le prêt de la FIPOI | 174 | –773 |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | **174** | **–773** |
|  |  |  |
| Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie | **26 528** | **26 863** |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 135 297 | 108 435 |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice | **161 826** | **135 297** |

V – État de la comparaison des montants budgétés et des montants   
effectifs pour l'exercice 2018

**(en milliers de CHF)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produits | Montants budgétés | | | | Montants effectifs sur une base comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 |
| **Contributions mises en recouvrement** | **124 401** |  |  | **124 401** | **125 191** | **790** |
| **Recouvrement des coûts** | **36 375** |  |  | **36 375** | **35 289** | **–1 086** |
| **Intérêts** | **300** |  |  | **300** | **377** | **77** |
| **Autres produits** | **100** |  |  | **100** | **1 994** | **343** |
| **Prélèvement sur le Fonds de réserve** | **–2 245** |  |  | **–2 245** |  | **2 245** |
| Économies découlant de la mise en œuvre du budget | **946** |  |  | **946** | – | **–946** |
| Total des produits | **159 877** | **–** |  | **159 877** | **162 851** | **1 423** |
| Charges | Montants budgétés | | | | Montants  effectifs sur  une base  comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 |
| *Secrétariat général* | *90 549* |  |  | *90 549* | *81 803* | *8 746* |
| *Secteur des radiocommunications* | *27 988* |  |  | *27 988* | *25 052* | *2 936* |
| *Secteur de la normalisation des télécommunications* | *13 505* |  |  | *13 505* | *13 243* | *262* |
| *Secteur du développement des télécommunications* | *27 835* |  |  | *27 835* | *26 863* | *972* |
| *Dépenses non prévues dans le budget approuvé* |  |  |  | *–* | *4 813* |  |
| Total des charges | **159 877** | **–** | **–** | **159 877** | **151 774** | **9 654** |
| **Résultats** |  |  |  |  | **11 077** |  |
| *ASHI* |  |  |  |  | *–22 267* |  |
| *Capitalisation des immobilisations* |  |  |  |  | *2 246* |  |
| *Comptabilisation des stocks* |  |  |  |  | *–41* |  |
| *Amortissements* |  |  |  |  | *–4 074* |  |
| *Gains et pertes de change* |  |  |  |  | *–162* |  |
| *Remboursement du prêt de la FIPOI non considéré comme charges* |  |  |  |  | *1 493* |  |
| *Modifications et utilisation de la Provision pour créances douteuses* |  |  |  |  | *6 065* |  |
| *Ventes d'actifs* |  |  |  |  | *14* |  |
| *Autres charges* |  |  |  |  | *–5* |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Total des différences IPSAS |  |  |  |  | **–16 731** |  |
| *Excédent/déficit Fonds 1000* |  |  |  |  | *11 077* |  |
| *Baisse des réserves du fonds d'investissement* |  |  |  |  | *–441* |  |
| *Différences de périmètres* |  |  |  |  | *–1 881* |  |
| Excédent/Déficit tel que montré dans l'état de la performance financière |  |  |  |  | **–7 976** |  |

Pour plus d'informations, voir la Note 26.

Notes relatives aux états financiers

Note 1 Objectifs de l'Union

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'institution spécialisée des [Nations Unies](http://www.unsystem.org/fr/content/bienvenue) pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). Pôle de convergence mondial où se retrouvent pouvoirs publics et secteur privé, l'UIT aide le monde à communiquer, et ce dans trois Secteurs fondamentaux: les [radiocommunications](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=information&link=rhome&lang=fr), la [normalisation](https://www.itu.int/fr/ITU-T/Pages/default.aspx) et le [développement](http://www.itu.int/net/ITU-D/index-fr.aspx). L'UIT reconnaît pleinement à chaque État le droit souverain de réglementer ses télécommunications.

L'UIT, qui est aussi l'organisatrice des manifestations [ITU TELECOM](http://www.itu.int/ITUTELECOM/index-fr.html), a été responsable au premier chef de l'organisation du [Sommet mondial sur la société de l'information](https://www.itu.int/fr/about/Pages/default.aspx).

L'UIT a son siège à Place des Nations, 1211 Genève 20, Suisse, et compte 193 [États Membres](https://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel8?lang=?lang=fr) et plus de 800 [Membres de Secteur](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=S), [Associés](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=A) et [établissements universitaires associés à ses travaux](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=U). L'UIT a quatre bureaux régionaux, huit bureaux de zone, un bureau de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et une unité de coordination au siège pour l'Europe.

L'objet de l'Union est le suivant:

– Maintenir et étendre la coopération internationale entre tous ses États Membres pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes.

– Favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur utilité et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public.

– S'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète.

– Promouvoir l'utilisation des services de télécommunication en vue de faciliter les relations pacifiques.

– Harmoniser les efforts des États Membres et favoriser une coopération et un partenariat fructueux et constructifs entre les États Membres et les Membres des Secteurs à ces fins.

– Promouvoir au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications.

À cet effet et plus particulièrement, l'Union:

– effectue l'attribution des bandes de fréquences du spectre radioélectrique, l'allotissement des fréquences radioélectriques et l'enregistrement des assignations de fréquence et, pour les services spatiaux, de toute position orbitale associée sur l'orbite des satellites géostationnaires ou de toute caractéristique associée de satellites sur d'autres orbites afin d'éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays;

– coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques pour les services de radiocommunication ainsi que de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites;

– facilite la normalisation mondiale des télécommunications, avec une qualité de service satisfaisante;

– encourage la coopération et la solidarité internationales en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;

– coordonne les efforts en vue d'harmoniser le développement des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

– favorise la collaboration entre les États Membres et les Membres des Secteurs en vue d'établir des tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

– encourage l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

– procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications;

– s'emploie, avec les organismes de financement et de développement internationaux, à promouvoir l'établissement de lignes de crédit préférentielles et favorables destinées au développement de projets sociaux visant, entre autres, à étendre les services de télécommunication aux zones les plus isolées dans les pays;

– encourage la participation des entités concernées aux activités de l'Union et la coopération avec les organisations régionales ou autres en vue de répondre à l'objet de l'Union.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'UIT. Convoquée tous les quatre ans, la Conférence:

• détermine les principes généraux de l'Union;

• adopte un plan stratégique et un plan financier pour une période de quatre ans;

• élit les membres de l'équipe de direction de l'organisation, les Membres du [Conseil](http://www.itu.int/council/index-en.html) et les Membres du [Comité du [Règlement](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=conferences&link=rrb&lang=en) des radiocommunications](https://www.itu.int/fr/ITU-R/conferences/RRB/Pages/default.aspx).

La Conférence de plénipotentiaires est un événement important, à l'occasion duquel les États Membres de l'UIT décident du rôle futur de l'organisation et déterminent par là même sa capacité à influencer et à orienter l'évolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le monde.

Les Membres des Secteurs, les organisations régionales de télécommunication et les organisations intergouvernementales, ainsi que l'organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées participent également à la Conférence en qualité d'observateurs.

Note 2 Principaux principes comptables

Monnaies étrangères

Le franc suisse (CHF) est la monnaie fonctionnelle de l'UIT et celle utilisée dans la présentation des États financiers.

Les opérations en monnaies autres que le franc suisse sont converties en cette monnaie au taux de change opérationnel des Nations Unies (United Nations Operational Rates of Exchange, UNORE) pratiqué à la date de la transaction. Les avoirs et engagements monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en franc suisse au taux de change UNORE en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des avoirs et engagements libellés en devises sont comptabilisés dans l'état de la performance financière. L'UIT applique les taux de change UNORE communiqués par l'ONU, à savoir:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| CHF pour | Décembre 2018 | Décembre 2017 |
|  |  |  |
| 1 Dollar EU | 0,99600 | 0,98400 |
| 1 Euro | 1,13311 | 1,16588 |
| 1 BBD (Barbade) | 0,49800 | 0,49200 |
| 1 BRL (Brésil) | 0,25884 | 0,30559 |
| 1 CLP (Chili) | 0,00149 | 0,00153 |
| 1 ETB (Éthiopie) | 0,03553 | 0,03590 |
| 1 HNL (Honduras) | 0,04098 | 0,04173 |
| 1 IDR (Indonésie) | 0,00007 | 0,00007 |
| 1 EGP (Égypte) | 0,05576 | 0,05545 |
| 1 RUB (Russie) | 0,01502 | 0,01681 |
| 1 VND (Viet Nam) | 0,00004 | 0,00004 |
| 1 XOF (Sénégal) | 0,00173 | 0,00178 |
| 1 XAF (Cameroun) | 0,00173 | 0,00178 |
| 1 THB (Thaïlande) | 0,03025 | 0,03021 |

Instruments financiers

Les instruments financiers de l'UIT se composent des caisses et des dépôts à court terme, des placements, des créances issues d'opérations avec contrepartie directe, des créances sans contrepartie directe, des comptes fournisseurs, des découverts bancaires, des prêts et des emprunts.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les comptes postaux, les avoirs en banques et les comptes de dépôts auprès de la Confédération suisse – Département fédéral des finances.

Placements

Les placements à terme d'une durée de trois à neuf mois, très liquides qui sont convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont désignés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit lors de la comptabilisation initiale. Le produit des placements est comptabilisé trimestriellement sur la base du rendement effectif.

Les placements sont comptabilisés initialement lorsque l'UIT devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Tous les achats et toutes les ventes de placements sont comptabilisés sur la base de leur date de transaction. Les placements sont comptabilisés initialement à leur juste valeur en tenant compte des éventuels coûts de transaction qui leur sont directement imputables.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'UIT a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers et les risques y relatifs.

Les placements sont présentés au bilan en actifs et passifs courants ou non-courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de l'UIT de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers ont expirés ou ont été transférés et lorsque tous les risques et les avantages liés au droit de propriété ont été transférés.

Autres dettes financières et emprunt auprès de la FIPOI

Les autres dettes financières comprennent les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires, les fournisseurs et créanciers d'exploitation. Elles sont présentées au bilan en passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers portant intérêt sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs pour lesquels la comptabilisation des intérêts serait négligeable.

L'UIT a emprunté des capitaux auprès de la Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI) lors de la construction et de la rénovation des bâtiments sis à Genève. Ces emprunts étaient originellement soumis à un intérêt. Toutefois, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a supprimé le prélèvement des intérêts à partir de 1996. Ainsi, l'UIT a uniquement l'obligation de rembourser le montant principal.

Le prêt est évalué à son coût amorti selon un taux d'intérêt à long terme de 3,25% qui correspond aux intérêts liés aux prêts accordés par la FIPOI mais non versés. La différence entre la valeur nominale et le coût amorti représente une contribution en nature qui s'élevait au 31 décembre 2018 à un montant global de 14,9 millions CHF. L'UIT a choisi de ne pas présenter ce montant dans la catégorie "emprunts et dettes financières" dans l'état de la situation financière. Par contre, l'UIT montre dans l'état de la performance financière, des charges et des produits en tant que contribution en nature correspondant à la diminution de l'escompte entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année écoulée.

Créances et prêts

Les créances et prêts de l'UIT sont des actifs financiers non dérivés avec des échéances fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils prennent naissance lorsque l'UIT est engagée contractuellement avec un tiers et jusqu'à ce que les transferts de trésorerie liés à ces actifs financiers aient été exécutés et que les risques et avantages liés à ces actifs aient également été transférés à l'UIT. Ces actifs sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants.

Les créances sont classées en deux catégories distinctes: les créances issues d'opérations avec contrepartie directe, telles les créances issues de la vente de publications, et les créances sans contrepartie directe, notamment celles liées aux contributions versées à l'UIT. Les contributions mises en recouvrement sont intégrées dans le plan financier lorsque le niveau des contributions des États Membres a été fixé lors de la Conférence de plénipotentiaires pour une période de quatre ans. Ces contributions sont reconnues sur une base annuelle.

Les contributions volontaires sont initialement reconnues lorsqu'il existe un accord signé entre l'UIT et le donateur.

Les créances et les prêts sont reconnus à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. La juste valeur est adaptée lors de la revue des créances douteuses au moment de la clôture annuelle des comptes.

Évaluation de la provision pour dépréciation des créances

L'évaluation du besoin de constituer ou de corriger une provision pour dépréciation d'actifs est réalisée selon la nature de la créance, sur la base des catégories de créances suivantes:

1 – États Membres

Conformément à l'article 28 paragraphe 169 de la Constitution, un État Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 27 et 28 de la Constitution tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes.

Sur la base de ce paragraphe, une provision pour les États Membres ayant des arriérés de plus de deux ans est constituée. L'évaluation et le suivi se font sur la base de la notification financière. Cette notification est produite tous les trimestres. Le calcul de la provision se fait sur la base de la notification du dernier trimestre de l'année. Celle-ci est produite en début de l'année suivante.

Le montant de la provision est égal à 100% de la créance impayée depuis plus de deux ans augmentée des intérêts moratoires imputés depuis le début du retard de paiement.

2 – Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires

S'agissant des Membres de Secteur et des Associés, la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires prévoit, dans le point 6 du *décide*, que, en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT, sera suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et en cas d'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement interviendra trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension.

Toutes les créances impayées y compris les intérêts moratoires de plus de deux ans sont provisionnées à 100%.

3 – Produits provenant du traitement des fiches de notification de réseaux à satellite (SNF)

L'Union constitue une provision pour les factures SNF, intérêts moratoires de 6% à partir de la date d'échéance en cas de retard de paiement. Les factures ayant une date d'échéance de six mois, une provision de 100% sera constituée au 31 décembre de l'année qui suit leur émission.

4 – Publications

Les publications sont en majorité payées d'avance, sauf lorsque le client est l'administration d'un État  Membre. La constitution de cette provision est identique au principe appliqué aux contributions des États Membres et Membres de Secteur.

5 – Autres débiteurs (par exemple, contributions volontaires)

Le montant de la provision est égal à 100% des créances impayées au 31 décembre de l'année qui suit l'émission des factures.

6 – ITU TELECOM

Les créances pour les évènements ITU TELECOM sont provisionnées à 100% au moment du bouclement des comptes des expositions, lorsqu'il existe une incertitude quant au paiement.

Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs

Lorsque l'irrécouvrabilité d'une créance est constatée (par exemple acte de défaut de bien ou abandon de créance approuvé par le Conseil), la dette est passée par pertes et profits. La provision correspondante est alors utilisée pour équilibrer le solde des comptes. Si le montant de la dépréciation diminue au cours d'un exercice ultérieur, et si cette diminution peut être objectivement liée à un évènement survenant après la comptabilisation de la dépréciation (par exemple, la signature d'un plan d'amortissement de la dette), la perte de valeur comptabilisée est reprise, tout ou en partie, par une dissolution de provision.

Dans le cas des États Membres et des Membres de Secteur, la provision est diminuée des versements annuels effectués dans le cadre d'un plan d'amortissement de la dette, après paiement de chaque annuité. Les intérêts moratoires sont extournés après remboursement du capital de la dette, sous réserve de l'approbation du Conseil. Ce montant inclus les créances liées aux publications.

Si au cours d'un exercice ultérieur de nouvelles créances remplissent les critères de dépréciation retenus dans le paragraphe ci-dessus, une constitution de provision doit être comptabilisée au 31 décembre de l'année.

Stocks

Les stocks se composent des publications et souvenirs marqués du logo de l'UIT, des magasins de consommables, des matières premières pour la maintenance et des réserves de pièces détachées non affectées à la maintenance d'actifs particuliers.

Pour les biens consommables, la valeur des stocks est calculée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La même méthode est utilisée pour tous les stocks présentant une nature et un usage similaire dans l'organisation.

Les publications sont valorisées selon un coût standard basé sur un barème mis à jour annuellement. Le coût standard ne comprend pas les coûts directs de personnel, toutefois, le coût du papier est augmenté de 253%, qui représentent les coûts directs liés à la reprographie. La valeur nette réalisable représente le prix de vente estimatif diminué des coûts estimés d'achèvement, de commercialisation, de vente et de distribution des publications.

Lorsque les stocks de publications sont distribués à un coût nul ou symbolique, ceux-ci sont évalués à la valeur que l'Organisation devrait payer pour acquérir les avantages économiques ou le potentiel de service pour réaliser les objectifs de l'Organisation. Si les avantages économiques ou le potentiel de service ne peuvent être acquis sur le marché, les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Un inventaire physique annuel de tous les stocks est réalisé. À chaque date de clôture, s'il existe un quelconque indice montrant que les stocks ont pu perdre de leur valeur, ceux-ci sont dépréciés. L'évaluation des publications se fait en deux temps: tout d'abord sur la base de dommages identifiés lors de l'inventaire physique annuel et ensuite selon l'obsolescence des publications. L'organisation détermine également si une perte de valeur comptabilisée précédemment a diminué ou s'est éteinte. S'il existe un tel indice, la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement des stocks sont estimés et mises à jour.

Les publications et articles qui ne seront plus proposés à la vente ou destinés à la distribution gratuite verront leur valeur nette comptable réduite à zéro.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles détenues par l'UIT sont évaluées à leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Les bâtiments ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière d'ouverture IPSAS au 1er janvier 2010 à leur valeur intrinsèque sur la base de l'étude menée par un cabinet externe. La valeur des bâtiments a été comptabilisée selon l'approche par composantes. Les terrains ne sont pas pris en compte dans le calcul de la valeur intrinsèque des bâtiments. Le droit de superficie concernant les terrains mis à disposition par l'État de Genève est sans charge pour l'Union.

Les donations en nature sont valorisées à la juste valeur estimée à la date de réception des biens mobiliers. La reconnaissance des revenus liés à des donations en espèces destinées à la création ou à l'achat d'une immobilisation spécifique est étalée sur une durée égale à la dépréciation de l'immobilisation concernée à partir de la date de mise en service.

Les biens d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception du bien et amortis linéairement par la suite.

Les biens d'un coût inférieur à 5 000 CHF (biens de faible valeur) sont capitalisés lors du mois de leur acquisition et entièrement comptabilisés en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre des projets menés par les activités extrabudgétaires (notamment les Projets du Programme des Nations Unies pour le développement, les projets d'exécution nationales et les contributions volontaires) sont entièrement comptabilisées en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les coûts ultérieurs liés aux immobilisations sont capitalisés et amortis lorsqu'ils entraînent une augmentation du potentiel de service lié à l'utilisation de l'immobilisation et ne concernent pas des coûts de maintenance ou de réparation de l'immobilisation concernée. Ces derniers sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Lorsqu'une immobilisation se compose de plusieurs éléments significatifs ayant des durées d'utilité différentes, chaque élément est comptabilisé séparément. Les amortissements sont effectués de manière linéaire selon la durée d'utilité estimée de chaque objet, compte tenu d'une durée résiduelle finale, s'il y a lieu. Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

Les durées moyennes d'utilité retenues sont les suivantes:

|  |  |
| --- | --- |
| Catégories et sous-catégories d'actifs | Durée d'utilité estimée (en années) |
|  |  |
| Bâtiments |  |
| Structure | 100 |
| Enveloppe (toiture plate, isolation, étanchéité ...) | 60 |
| Enveloppe (façades métalliques, vitrages aluminium ...) | 50 |
| Aménagements intérieurs (faux-planchers, partitions ...) | 50 |
| Aménagements intérieurs (revêtements sols, murs et plafonds ...) | 40 |
| Équipements spéciaux | 40 |
| Installations techniques (électricité) | 50 |
| Installations techniques (sanitaires) | 40 |
| Installations techniques (chauffage, ventilation) | 30 |
| Éléments transports | 40 |
|  |  |
| Machineries et équipements | 5 |
| Mobilier & agencement | 5 |
| Véhicules | 5 |
| Matériel informatique | 3 |
|  |  |
| Licences et progiciels | 3 |

L'UIT examine à chaque date de clôture annuelle s'il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée et une perte de valeur est inscrite dans l'état de la performance financière lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable d'un actif est calculée de manière individuelle. La valeur d'utilité des actifs immobilisés utilisés à des fins non commerciales correspond à la valeur actualisée du potentiel de service attendu de leur utilisation.

Une perte de valeur comptabilisée au cours d'exercices antérieurs est reprise lorsqu'il y a un changement dans les estimations de la valeur recouvrable depuis la dernière estimation. La valeur nette comptable de l'actif est augmentée, mais ne doit pas excéder la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif si aucune perte de valeur n'avait été reconnue en premier lieu. La reprise est inscrite au compte de résultat.

Immobilisations acquises en contrats de location

Dans le cadre de ses activités, l'UIT peut utiliser des actifs mis à sa disposition en vertu de contrats de location. Ces contrats de location ont fait l'objet d'une analyse au regard des situations décrites et indicateurs fournis par la norme IPSAS 13 afin de déterminer s'il s'agit de contrats de location simple ou de contrats de location-financement. Au 31 décembre 2018, les contrats de location passés par l'UIT correspondent à la définition de contrats de location simple et sont comptabilisés comme tels. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, les licences informatiques et les logiciels d'une valeur supérieure à 50 000 CHF sont comptabilisés sur la base de leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, à l'exception du bilan d'ouverture où la valeur nette a été reprise. Les licences, progiciels, patentes, et droits sont amortis linéairement sur une durée de trois ans.

Tous les coûts égaux ou inférieurs à 50 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception des biens et comptabilisés entièrement en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les licences, progiciels, brevets développés en interne sont capitalisés si l'UIT peut espérer bénéficier des avantages économiques ou des possibilités de service qui leur sont associés. Les coûts de développement directement liés à la conception et à l'essai de produits logiciels reconnaissables et uniques gérés par l'UIT sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles lorsque les critères ci-après sont satisfaits à la date de clôture:

– Il est techniquement possible d'achever le développement du produit logiciel qui pourra ainsi être utilisé.

– La direction a l'intention d'achever le développement du produit logiciel et de l'utiliser ou de le mettre en vente.

– Il est possible d'utiliser ou de vendre le produit logiciel.

– Il est possible de prouver que le produit logiciel générera vraisemblablement des bénéfices économiques dans l'avenir.

– Des ressources appropriées sur les plans technique, financier ou autre sont disponibles pour achever le développement du produit logiciel et l'utiliser ou le vendre; les charges liées au développement du produit logiciel peuvent être évaluées de façon fiable.

Les coûts directement liés au produit logiciel, qui sont capitalisés en tant qu'élément de ce produit, comprennent les dépenses de personnel liées au développement du logiciel et une part appropriée des charges indirectes correspondantes.

D'autres dépenses liées au développement, qui ne satisfont pas à ces critères, sont comptabilisées comme des charges lorsqu'elles sont engagées. Les coûts de développement qui ont été comptabilisés au préalable comme des charges ne sont pas comptabilisés dans l'actif de l'exercice suivant.

Les coûts de développement de logiciels informatiques comptabilisés comme des actifs sont amortis pendant leur durée de vie utile estimée (trois ans maximum).

Les coûts associés à l'entretien des progiciels informatiques sont comptabilisés comme des charges lorsqu'ils sont engagés.

Provisions

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant à payer est incertain. Elles sont comptabilisées lorsque l'UIT a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée dans les Notes.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels sont des droits et des engagements possibles qui résultent d'évènements passés et dont l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou la non-occurrence d'un ou de plusieurs évènements futurs incertains sur lesquels l'UIT n'exerce pas un contrôle total. Ces éléments sont présentés dans les Notes.

Prestations dues aux employés

Les prestations suivantes qui sont dues aux employés sont comptabilisées:

– Les prestations à court terme qui doivent être réglées dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice pendant lequel les employés ont assuré les services correspondants.

– Les prestations à long terme dues au report possible d'avantages acquis pendant l'exercice ou les exercices précédents.

– Les prestations à long terme dues après la cessation de service.

Les prestations à long terme comprennent:

– Les engagements liés à la possibilité d'accumuler des congés non pris et qui sont pris en compte pour définir la date de départ en retraite.

– Les engagements liés aux obligations de rapatriement.

– Les engagements liés au plan de pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

– Les engagements concernant l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) tels que définis par le programme ASHI des Nations Unies.

– Les engagements pour l'ancien plan de pension afin de définir les engagements de l'UIT à la date de clôture de l'exercice.

Ces deux dernières prestations répondent à la définition de régimes à prestations définies et, comme c'est le cas également pour les obligations de rapatriement, font l'objet d'études actuarielles.

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le plan expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant au régime. L'UIT et la CCPPNU, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'institution dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'institution assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'institution au plan pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

L'UIT a mis en œuvre un nouveau régime d'assurance maladie appelé Convention Collective d'Assurance Maladie (CCAM). Gérée par l'UIT, cette Convention repose sur un contrat signé avec les compagnies Cigna/Vanbreda International, Cigna étant l'assureur et Cigna/Vanbreda le gestionnaire des demandes de remboursement. Les engagements concernant l'ASHI font l'objet d'une étude actuarielle selon la norme IPSAS 39 afin de définir et de comptabiliser le montant des engagements futurs de l'UIT relatif à ces prestations. Une évaluation actuarielle indépendante a été commandée par l'UIT afin d'évaluer les engagements au titre de l'ASHI fin décembre. La comptabilisation des gains et pertes actuarielles de ce plan suit la méthode AERE "Autres éléments du résultat étendu" qui prescrit une comptabilisation des gains et pertes actuarielles de l'exercice à l'actif net dans l'état de la situation financière.

Les hypothèses concernant l'UIT sont décrites dans les Notes relatives aux avantages du personnel.

Comptabilisation des fonds

*Fonds de tiers affectés*

Il s'agit de financements provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en œuvre de projets en faveur des pays en développement ou menés dans ces pays. Ces contributions sont assorties de conditions contractuelles. Ces financements ne sont comptabilisés en tant que revenus que lorsque les donateurs se sont engagés par écrit et au fur et à mesure des dépenses encourues. Les projets financés ne débutent que lorsque les fonds ont été versés à l'UIT. À la clôture de l'exercice budgétaire, le solde non utilisé de ces financements est comptabilisé dans la balance des fonds affectés dans l'état de la situation financière. Dans certains cas particuliers, les fonds sont versés à l'UIT en remboursement des dépenses déjà engagées.

Ces fonds de tiers affectés se répartissent de la manière suivante:

– **Programme des Nations Unies pour le développement**

L'UIT a passé un Accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et peut être exécuteur exclusif ou coexécuteur avec le PNUD de divers projets. Pour les projets exécutés, soit partiellement, soit en totalité par l'UIT, le PNUD fournit à l'UIT une allocation budgétaire. De manière générale, il existe deux catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT; et les projets exécutés par les gouvernements.

À la fin de chaque année sur la base du "Project Delivery Report" (PDR), le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues, fixées par cette allocation. Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

– **Fonds d'affectation spéciale**

Les fonds d'affectation spéciale (FAS) servent à exécuter des projets qui sont financés par des contributions réservées, par le Fonds pour le développement des TIC (FDTIC) ou par les gouvernements. Dans tous les cas, les fonds doivent être crédités aux projets avant que les dépenses ne soient engagées. Les fonds d'affection spéciale sont constitués de contributions volontaires dont l'utilisation est spécifique et restreinte. Ces contributions engendrent des dépenses d'appui pendant l'exécution et la mise en œuvre des projets.

**– Contributions volontaires**

Les contributions volontaires proviennent de donateurs et viennent compléter le financement des activités spécifiques inscrites au budget ordinaire, telles que les séminaires, les groupes de travail, les commissions d'études, les formations et les bourses. Elles peuvent servir à financer des activités à long terme et n'engendrent pas de dépenses d'appui.

L'Union tient une comptabilité des contributions volontaires dans la devise dans laquelle celles-ci sont versées, et gère les projets fondés sur le budget alloué dans cette même devise, sauf indication contraire.

**Fonds de tiers en cours d'affectation**

Il s'agit de fonds reçus de tiers dont l'affectation n'a pas encore été finalisée et qui ne peuvent en conséquence pas encore être dépensés.

Fonds de réserve

Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier, le Fonds de réserve est alimenté principalement par des crédits budgétaires inutilisés. Son évolution est décrite en détail dans l'état de variation de l'actif net de l'Union. Le Fonds de réserve est constitué des éléments suivants:

a) Le solde net positif/négatif de la mise en œuvre du budget ordinaire de chaque exercice.

b) Les transferts provenant d'autres fonds et/ou réserves, sur décision du Conseil.

c) Les autres augmentations du Fonds de réserve prescrites par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Le Fonds de réserve inclut également les fonds provenant des activités pour lesquelles l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts conformément à la Résolution 1113 du Conseil (Document C97/133). À ce jour, les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts sont les suivants:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles par satellite (GMPCS-MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– L'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

– ITU TELECOM.

– La vente des publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

Nonobstant la disposition 4b) de l'Article 13 du Règlement financier de l'UIT, compte tenu de la nécessité de maintenir le Fonds de réserve à un niveau minimal fixé par la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil, par décision spéciale, peut effectuer des prélèvements sur le Fonds de réserve, afin, notamment, de procéder aux opérations suivantes:

a) réduire le montant de l'unité contributive;

b) équilibrer le Budget de l'Union;

c) effectuer des transferts sur d'autres fonds et/ou réserves; ou

d) débiter du Fonds de réserve tout montant prescrit par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Autres fonds

Les autres fonds incluent la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, la Caisse des pensions et le Fonds ASHI.

La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT recouvre deux fonds:

– Le Fonds de pensions.

– Le Fonds d'intervention.

Ces fonds servent à assurer le paiement des pensions des membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. En 2018, le Fonds de réserve et des compléments a assuré le paiement de 22 pensions de retraite et de 22 pensions de réversion. Le Fonds d'intervention a servi à aider les fonctionnaires pensionnés ou en service qui se trouvent en difficulté financière. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires, le personnel de l'UIT est affilié, à compter du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union.

Depuis 2013, les autres fonds incluent également un fonds destiné au financement à long terme des engagements non financés au titre de l'assurance maladie après la cessation d'activité (ASHI), ainsi qu'une nouvelle caisse d'assurance maladie, laquelle sert de fonds de garantie pour le nouveau régime d'assurance maladie de l'UIT depuis 2014.

Fonds pour le nouveau bâtiment

Par sa [Décision 588](https://www.itu.int/md/S16-CL-C-0124/en), le Conseil, à sa session de 2016, a décidé de remplacer le bâtiment Varembé par une nouvelle construction (ci-après dénommée "Varembé-2") incluant aussi les bureaux et les installations de la Tour, en complément du bâtiment Montbrillant, qui sera conservé et réaménagé.

Un prêt sans intérêt à hauteur de 150 millions CHF a été accordé par la Confédération suisse pour financer ce projet, le budget maximal pour couvrir le total des coûts du projet avant la vente de la Tour étant fixé à 140 millions CHF, avec un fonds de réserve additionnel de 7 millions CHF à utiliser, au besoin, pour couvrir les coûts supplémentaires non prévus.

Le Secrétaire général a adressé une demande à la Suisse pour la première tranche du prêt concernant la première phase du projet, qui couvre le concours d'architecture, les études architecturales et les dépenses connexes pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2020. Le prêt demandé s'élève à 12 millions CHF, et le premier remboursement annuel ne sera effectué qu'après réception du bâtiment (au plus tôt en 2026). Le prêt a été octroyé par le Parlement suisse en décembre 2016 et l'UIT a signé un contrat avec la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour la gestion du prêt. Les fonds ont été débloqués au début de l'année 2017.

Afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ce projet, un nouveau fonds a été créé. Il est décrit au titre de la présentation de l'information sectorielle, ainsi que dans l'Annexe B2.

Fonds destinés aux activités extrabudgétaires

– **Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication**

Conformément à la mission de l'UIT, qui est d'encourager l'expansion des services modernes de communication dans le monde, le Conseil attribue une part des excédents de recettes produits par les manifestations ITU TELECOM au Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC) et utilisée pour financer divers projets nationaux et régionaux de développement. Dans le cadre d'un financement de projet à travers le FDTIC, seules les charges sont comptabilisées dans le compte de résultat. À la clôture de chaque exercice budgétaire, les fonds propres affectés qui figurent au bilan sont diminués du montant total des charges encourues au cours de ce même exercice. Ce même principe s'applique pour les projets financés par le plan d'action de développement. En effet, les fonds disponibles pour ces programmes ont déjà été comptabilisés comme des produits lors des exercices budgétaires précédents.

Le FDTIC enregistre également des contributions versées par des Membres ou des tiers pour financer divers projets de développement des TIC.

– **Fonds de roulement des expositions ITU TELECOM**

Les manifestations ITU Telecom constituent une tribune mondiale dans le cadre de laquelle les gouvernements, les grandes sociétés et les petites et moyennes entreprises (PME) s'emploient à accélérer l'innovation dans le secteur des TIC au service du développement socio-économique. Elles comprennent une exposition dans le cadre de laquelle sont présentés des services, des applications et des solutions novateurs ainsi que les possibilités d'investissement et de partenariat dans le monde entier; un sommet des hautes personnalités et un Forum de premier plan qui sont le cadre de débats au plus haut niveau sur des questions d'actualité ayant des incidences pour le secteur des TIC et permettent d'étudier en détail les évolutions en ce qui concerne les questions technologiques, politiques et réglementaires, ainsi que les modèles stratégiques et économiques dans l'économie numérique. Les manifestations ITU Telecom rassemblent également des participants de tout premier plan, notamment des chefs d'État, des ministres, des régulateurs, des cadres dirigeants et d'autres personnalités influentes.

Après la clôture des comptes de chaque manifestation ITU Telecom, l'excédent de recettes ou l'excédent de dépenses est transféré au Fonds de roulement des expositions dont le solde est inscrit dans les états financiers de l'Union. Sous réserve de l'approbation du Conseil, les fonds peuvent être transférés du Fonds de roulement des expositions au Fonds pour le développement des TIC.

– **Réserves destinées aux projets extrabudgétaires**

L'Union a constitué un compte de réserve qui est alimenté par les reliquats de projets clôturés. Cette réserve servira à financer de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives régionales mais également à combler certains projets déficitaires.

Comptabilisation des produits

Les états financiers sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice, les produits étant comptabilisés: au début de chaque exercice pour les contributions des Membres (budget ordinaire); ou lorsque les contributions sont confirmées (contributions volontaires) par écrit.

Les produits comprennent les contributions mises en recouvrement, les contributions volontaires et les autres produits tirés du recouvrement.

Contributions mises en recouvrement: Il s'agit principalement des contributions provenant des États Membres, des Membres de Secteur ainsi que des Associés. La Conférence de plénipotentiaires fixe la limite supérieure de l'unité contributive qui servira de base dans le calcul des revenus de l'Union pour les budgets biennaux des quatre années à venir. Les États Membres et les Membres de Secteur choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution de l'UIT et s'acquittent, au titre de l'année de leur adhésion ou admission, une contribution calculée, pour les Membres, à partir du premier jour du mois de l'adhésion ou de l'admission. Ces revenus servent à mettre en application les activités de l'Union définies par cette même Conférence de plénipotentiaires.

Les autres produits tirés du recouvrement comprennent les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts, à savoir:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS‑MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– La vente des publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

L'UIT perçoit par avance des contributions pour fournir des prestations pour l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN) et l'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

Les demandeurs de ces prestations doivent déposer par avance sur les livres de l'Union un montant de 300 CHF par numéro. Les entités qui ne sont pas Membres du Secteur de l'UIT-T ou de l'UIT-R sont redevables d'un droit de gestion annuel de 100 CHF par numéro, à verser sur les livres de l'Union. Au fur et à mesure de l'utilisation de ces numéros, l'UIT facture ses prestations. C'est lors de l'utilisation de ces numéros que l'Union reconnait un produit dans ses livres. Les factures ainsi établies sont régularisées à travers le compte de dépôts de ces clients. Une facture relative au droit de gestion applicable à tous les membres actifs est publiée et envoyée à toutes les entités qui ne sont pas Membres de l'UIT-T ou de l'UIT-R.

Les contributions volontaires sont comptabilisées lorsqu'il existe un accord signé par les donateurs. Les contributions mises en recouvrement concernant des exercices futurs sont comptabilisées dans les produits différés. Le solde des contributions volontaires non utilisées à la date de clôture est comptabilisé dans les fonds de tiers. Les autres revenus rattachés à des exercices futurs sont comptabilisés dans les produits différés.

Les revenus des ventes de publications sont comptabilisés au moment de leur expédition et ceux des ventes de services d'accès aux statistiques de l'UIT et aux données sur support électronique, sont comptabilisés au moment où ces données deviennent accessibles.

Présentation de l'information sectorielle

L'information sectorielle est basée sur les principales activités et sources de financement de l'UIT et est reportée d'une manière cohérente avec la structure de l'information financière fournie au Chef du Département de la gestion des ressources financières. Ces secteurs sont conformes au programme de travail de l'UIT pour les années 2018-2019:

– Secrétariat général.

– Secteur des radiocommunications (UIT-R): gestion des ressources internationales que constituent le spectre des fréquences radioélectriques et les orbites de satellites.

– Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T): adaptation de méthodes de travail harmonisées et mise en place de modalités de collaboration souples pour répondre aux besoins de marchés.

– Secteur du développement des télécommunications (UIT-D): donner, à des conditions abordables, un accès équitable et durable aux technologies de l'information et de la communication.

– Fonds pour le nouveau bâtiment: correspond au projet de construction des nouveaux locaux du siège.

– Ancienne Caisse des pensions: regroupe le Fonds de pensions et le Fonds d'intervention.

– Les projets: il s'agit des fonds PNUD, FAS, FDTIC et contributions volontaires.

– ITU TELECOM.

En raison de la nature des activités de l'UIT, ses immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées conjointement par l'ensemble des secteurs et ne sont pas gérées par les différents secteurs. En effet, les actifs et passifs de l'Union autres que ceux représentant l'actif net sont la propriété ou relèvent de la responsabilité de l'organisation dans son ensemble et ne représentent pas des actifs et passifs relatifs à des segments. Les fonds extrabudgétaires ne possèdent pas d'immobilisations. Les actifs et les passifs représentent de nombreuses activités qui sont communes aux segments de l'Union. L'affectation des actifs et passif aux différents secteurs ne pourrait être qu'arbitraire et sans cohérence. Ce qui serait contraire aux principes d'IPSAS 18. C'est pourquoi les passifs et actifs individuels ne seront pas détaillés au niveau des segments.

Comparaison budgétaire

Le projet de budget de l'Union pour la période 2018-2019 est fondé sur la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018), "Recettes et dépenses de l'Union pour la période 2016-2019", et sur le Plan stratégique de l'Union pour 2016-2019 figurant dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

En outre, le budget du programme est coordonné avec les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général.

En vertu de la norme IPSAS 24, une comparaison des montants budgétés avec les montants réels doit être intégrée dans les États financiers annuels. Le projet de budget de l'Union pour 2018-2019 se compose de deux budgets annuels. Une estimation du budget a été faite pour chacun des exercices.

Le budget définitif pour l'exercice 2018 a été approuvé par le Conseil à sa session de 2017 par l'adoption de la Résolution 1387. L'État V contient une comparaison du budget final et des montants effectifs. Le budget et les États financiers n'étant pas préparés sur la même base, l'État V contient un rapprochement des montants figurant dans le budget et des montants figurant dans l'État II (État de la performance financière). La différence de périmètre représente l'intégration dans les États financiers de l'Union des fonds extrabudgétaires.

Note 3 Gestion de l'actif net

L'actif net de l'Union se compose des fonds propres affectés à l'organisation ou réservés à des projets ainsi que des fonds propres non affectés réservés à des projets.

Au 31 décembre 2018, l'avoir du Fonds de réserve s'élevait à 27,4 millions CHF, une fois affecté à ce Fonds l'excédent budgétaire de l'exercice 2018. L'avoir du Fonds de réserve représente 17,1% du budget 2018, pourcentage très largement supérieur au seuil de 6% fixé par la Conférence de plénipotentiaires dans sa Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018).

Note 4 Gestion des risques financiers

Dans le cadre de ses activités, l'UIT est exposée à un certain nombre de risques financiers, à savoir le risque de crédit, le risque de marché (risque de change), le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. Cette Note présente des informations concernant l'exposition de l'UIT à chacun des risques précédents, et expose les principes adoptés par l'UIT pour gérer les risques financiers et maintenir son capital. La gestion des risques financiers est organisée centralement sous la responsabilité du Secrétaire général.

Juste valeur

Ci-dessous figure une comparaison par catégorie de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers de l'UIT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| Actifs financiers | 2018 | 2017 | 2018 | 2017 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 161 826 | 135 297 | 161 826 | 135 297 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 48 996 | 31 363 | 48 996 | 31 363 |
| Créances résultant d'opérations avec contrepartie  directe ‒ courant | 5 407 | 8 934 | 5 407 | 8 934 |
| Créances résultant d'opérations sans contrepartie  directe ‒ courant | 85 356 | 88 139 | 85 356 | 88 139 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| Passifs financiers | 2018 | 2017 | 2018 | 2017 |
| Emprunts | 43 193 | 43 019 | 43 193 | 43 019 |
| Dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe | 4 660 | 5 103 | 4 660 | 5 103 |

La juste valeur des actifs et des passifs financiers correspond à la valeur à laquelle ces instruments pourraient s'échanger dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autre qu'une vente forcée ou une liquidation.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour évaluer la juste valeur:

– La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts à court terme, les créances provenant d'opérations avec contrepartie directe, les autres créances, les dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe et les autres dettes, sont approximativement équivalents à leur valeur comptable, essentiellement en raison de leur échéance à court terme.

– Les créances à court terme et à long terme sont évaluées comme indiqué dans la Note 2.

– Les emprunts sont évalués comme indiqué dans la Note 2.

Hiérarchie de juste valeur

L'UIT utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et faire connaître la juste valeur des instruments financiers à l'aide de techniques d'évaluation.

Niveau 1: Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3: Techniques qui utilisent des données d'entrées ayant une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée, mais qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Au 31 décembre 2018, tous les placements sont des dépôts bancaires ou des investissements bancaires à court terme, et sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière encouru par l'UIT dans le cas où des clients ou des contreparties à des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles. Ce risque provient principalement des investissements, des créances, et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. Au 31 décembre, la situation en ce qui concerne l'exposition maximale au risque de crédit était la suivante:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Investissements | 48 996 | 31 363 |
| Créances | 97 746 | 104 575 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 161 826 | 135 297 |
| Exposition maximale au risque de crédit | 308 568 | 271 235 |

b) Qualité de crédit

La qualité de crédit est l'évaluation du risque de défaut de paiement afférent aux contreparties auxquelles l'UIT accorde des crédits, ainsi qu'aux parties avec lesquelles elle investit.

Des mesures, telles que l'envoi trimestriel d'un relevé de compte et la suspension de la participation aux travaux de l'UIT, ont été instaurées pour s'assurer que les États Membres, les Membres des Secteurs et les Associés règlent leurs arriérés. En outre, la possibilité de perdre le droit de vote a été instaurée pour inciter les États Membres à régler leurs arriérés dans les délais.

L'UIT diminue les risques de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements en les répartissant entre plusieurs institutions bancaires ayant une cote de solvabilité élevée. En vertu de l'Article 16 du Règlement financier et des règles financières, le Secrétaire général choisit les banques ou autres institutions dans lesquelles sont déposés les fonds de l'Union. À cet égard, le Secrétaire général veille à ce que les fonds soient investis avant tout de façon à minimiser le risque sur les fonds principaux, tout en faisant en sorte que l'Union dispose des liquidités nécessaires pour faire face à ses besoins de trésorerie. L'UIT ne dépose pas de fonds dans des banques dont la cote de solvabilité est inférieure à A3.

Ces critères mis à part, les investissements sont choisis sur la base des rendements raisonnablement les plus élevés et dans le respect des principes des Nations Unies.

Le Secrétaire général désigne les banques dans lesquelles les fonds de l'Union doivent être déposés, ouvre tous les comptes en banque nécessaires aux activités de l'Union et désigne les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes. Il autorise également toutes les fermetures de comptes en banque.

c) Risque de taux d'intérêt

L'UIT est exposée aux risques de taux d'intérêt du fait de ses placements à court terme. En 2015, à la suite de l'introduction par les institutions financières de taux d'intérêt négatifs pour les fonds en caisse, l'UIT a revu avec soin sa politique pour éviter d'impacter sa trésorerie et les équivalents de trésorerie. Depuis, l'Union a réussi à garantir tous les fonds, malgré la nécessité d'assurer un suivi attentif au jour le jour.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'UIT ne soit pas en mesure de remplir ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. L'approche adoptée par l'UIT pour gérer le risque de liquidité consiste à faire en sorte de disposer de liquidités suffisantes pour remplir ses engagements à leur échéance. Pour veiller à disposer de liquidités suffisantes pour faire face aux charges opérationnelles prévues, l'UIT utilise des prévisions de flux de trésorerie.

Le risque de liquidité peut être considéré comme négligeable, étant donné qu'en vertu de l'Article 17 du Règlement financier, le Gouvernement de la Confédération suisse met, selon des conditions à fixer, des avances de fonds à la disposition de l'Union, afin de lui permettre de répondre à ses besoins temporaires de trésorerie.

Le principal objectif de la gestion du capital de l'UIT est de faire en sorte que les liquidités disponibles soient suffisantes pour répondre aux besoins de financement de l'organisation, y compris les dépenses d'investissement, afin de garantir la solidité financière de l'Union.

e) Risque de change

L'UIT perçoit les contributions des États Membres et les contributions au titre du budget ordinaire en CHF, et les contributions extrabudgétaires dans des devises autres que le CHF. L'UIT n'a pas recours à des contrats de change à terme, des opérations à terme, des swaps ou des options de change pour couvrir les gains ou pertes de change réalisés ou non réalisés. Lorsque cela est possible, l'UIT pratique la couverture naturelle, en allouant directement les devises nécessaires sur les comptes bancaires appropriés.

Il y a lieu de noter que le nouveau régime d'assurance maladie est géré en francs suisses, ce qui réduit considérablement l'exposition aux variations des taux de change. L'Union est toujours exposée à des gains ou à des pertes de change résultant du versement des cotisations en dollars EU à la CCPPNU. Toutefois, étant donné que les cotisations des fonctionnaires de la catégorie professionnelle sont libellées en dollars EU alors que celles des fonctionnaires de la catégorie des services généraux sont libellées en francs suisses, et que le nombre de fonctionnaires dans ces deux catégories est équitablement réparti, les fluctuations du taux de change ont tendance à s'équilibrer.

Les contributions extrabudgétaires sont gérées dans la devise de la contribution et converties en CHF à des fins de présentation.

f) Risque de marché

Le risque de marché est le risque afférent aux variations des prix de marché, notamment en ce qui concerne les taux de change et les taux d'intérêt, variations qui peuvent avoir des répercussions sur les recettes de l'UIT ou sur la valeur de ses instruments financiers. La gestion du risque de marché a pour objet de gérer l'exposition au risque de marché et de la maintenir dans des limites acceptables, tout en optimisant la rentabilité du risque.

La structure des échéances des instruments financiers au 31 décembre 2018 est la suivante:

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Taux d'intérêt moyen pondéré | 1 année ou moins | < 10 ans | > 10 ans | Total |
| Actifs financiers |  |  |  |  |  |
| Placements |  |  |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie |  | 48 996 | 0 | 0 | 48 996 |
| **Total des actifs financiers** |  | 161 826 | 0 | 0 | 161 826 |
| **Passifs financiers** |  | 210 822 | 0 | 0 | 210 822 |
| Emprunts |  |  |  |  |  |
| **Total des passifs financiers** | 0% | 1 493 | 14 219 | 27 481 | 43 193 |

Note 5 Jugement et estimations comptables

La préparation des États financiers selon les normes IPSAS implique le recours à des estimations et/ou à des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et engagements conditionnels à la date du bilan et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période comptable. Bien que les estimations soient fondées sur l'expérience passée ainsi que sur divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances, les résultats effectivement obtenus peuvent différer de ceux prévus lorsque ces estimations ont été établies.

Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des États financiers sont:

• Les avantages postérieurs à l'emploi, notamment concernant le plan ASHI.

• Les durées d'utilité des immobilisations et leur perte éventuelle de valeur.

• Les provisions sur les créances.

• Les probabilités de vente des publications en stock.

• Les produits différés des fiches de notifications des réseaux à satellite.

Note 6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|  |  |  |
| Caisses en CHF | 17 | 19 |
| Caisses en devises étrangères | 72 | 129 |
| Comptes postaux en CHF | 843 | 818 |
| Comptes courants bancaires en CHF | 25 695 | 19 787 |
| Comptes courants bancaires en devises | 25 444 | 25 758 |
| Comptes à vue en CHF | 109 754 | 88 785 |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 161 826 | 135 297 |

Les liquidités sont déposées sur des comptes bancaires et postaux rémunérés aux taux du marché. La juste valeur de ces dépôts est équivalente à leur valeur comptable.

Au 31 décembre 2018, l'UIT ne disposait pas de ligne de crédit. Les liquidités disponibles sont soumises aux restrictions suivantes:

– Les comptes à vue en faveur des pensionnés des fonds de l'UIT qui fonctionnent en caisses fermées depuis l'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) et à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CAPS), à hauteur de 6,2 millions CHF. Le solde des comptes à vue s'élève à 82,6 millions CHF. Compte tenu de l'application de taux d'intérêts négatifs sur les marchés financiers, ces montants ne peuvent être investis dans des dépôts à court terme. Ils sont donc déposés sur des comptes courants chez des partenaires avec lesquels l'UIT a pu négocier des plafonds d'exonération.

Note 7 Placements

Les placements à terme sont rémunérés aux taux du marché et rangés dans la catégorie des instruments financiers à la juste valeur par résultat. La juste valeur des dépôts en espèces est équivalente à leur valeur comptable.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Placements à terme | 48 996 | 31 363 |
| **Placements** | **48 996** | **31 363** |

Le détail des placements à terme par échéance (échéance restante), ainsi que par devise, est donné ci-après:

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers selon la devise | 31.12.2018 | | | 31.12.2017 | | |
|  | CHF | USD | EUR | CHF | USD | EUR |
| Échéance |  |  |  |  |  |  |
| 0-3 mois | 10 000 | 12 312 |  | 11 | 7 512 | 4 |
| 4-6 mois |  | 18 500 |  |  | 16 000 |  |
| 7-9 mois |  | 8 000 |  |  | 8 000 |  |
| au-delà de 9 mois |  |  |  |  |  |  |
| Placements | 10 000 | 38 812 |  | 11 | 31 512 | 4 |

Il a été possible d'effectuer un dépôt en francs suisses auprès de la Banque nationale suisse, qui accorde aux organisations internationales une exonération d'intérêts négatifs sur un montant minimum de 10 millions CHF.

Note 8 Créances

Les créances représentent les produits non encore encaissés que les États Membres, les Membres des Secteurs et les Associés se sont engagés à verser à l'UIT au titre des contributions annuelles, de l'acquisition de publications et des notifications de réseaux à satellite ou de factures diverses. Les sommes dues sur les contributions portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'UIT. Cet intérêt est fixé au taux de 3% par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% par an à partir du début du septième mois.

Les créances non courantes sans contrepartie directe représentent des créances liées aux plans d'amortissement de la dette de certains membres qui se sont engagés à rembourser cette dette dans le cadre d'un accord couvrant plusieurs exercices.

Les autres créances représentent les produits non encaissés pour les services liés à ITU TELECOM et les contributions volontaires.

Il convient de souligner que depuis la mise en place des normes IPSAS, une provision de 100% a été comptabilisée pour l'ensemble des arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés. Les principaux indicateurs démontrent que la situation financière immédiate de l'Union est saine, malgré un niveau de créances à recouvrer pour des retards de paiement de 12 mois ou plus (arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés) s'élevant à 39,7 millions CHF au 31 décembre (contre 42,2 millions CHF au 31 décembre 2017). La situation des arriérés dans le budget ordinaire de l'Union au 31 décembre 2018 est donnée dans l'Annexe C du présent document.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Créances courantes avec contrepartie | 7 288 | 10 229 |
| Provision pour pertes sur créances courantes avec contrepartie | 1 881 | 1 296 |
| Créances courantes avec contrepartie – valeur nette | 5 407 | 8 934 |
| Créances courantes sans contrepartie | 109 812 | 34 253 |
| Provision pour pertes sur créances courantes sans contrepartie | 24 456 | 46 114 |
| Créances courantes sans contrepartie – valeur nette | 85 356 | 88 139 |
| Créances non courantes avec contrepartie | – | – |
| Provision pour pertes sur créances non courantes avec contrepartie | – | – |
| Créances non courantes avec contrepartie – valeur nette | – | – |
| Créances non courantes sans contrepartie | 16 606 | 7 021 |
| Provision pour pertes sur créances non courantes sans contrepartie | 16 606 | 7 021 |
| Créances non courantes sans contrepartie – valeur nette | – | – |

Note 9 Stocks

Les publications incluent les publications destinées à la vente et les publications diffusées gratuitement. Les fournitures comprennent le papier destiné à l'impression des publications et des documents de l'UIT, l'économat ainsi que divers consommables.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Publications – valeur brute | 334 | 402 |
| Dépréciation | –203 | –186 |
| **Publications – valeur nette** | 131 | 216 |
| Souvenirs – valeur brute | 139 | 129 |
| Dépréciation | –88 | –86 |
| **Souvenirs – valeur nette** | 51 | 43 |
| Fournitures – valeur brute | 353 | 402 |
| Dépréciation | 0 |  |
| **Fournitures – valeur nette** | 353 | 402 |
| Stocks – valeur nette | **535** | **661** |

Note 10 Autres créances

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Avances au personnel | 1 762 | 1 723 |
| Compte courant PNUD | 428 | 308 |
| Yougoslavie | 1 189 | 1 189 |
| Provision sur créance Yougoslavie | 1 189 | 1 189 |
| Retenue à la source | 1 872 | 2 396 |
| Pensions | 236 | 239 |
| Intérêts courus | 356 | 127 |
| Actifs transitoires | 3 900 | 2 711 |
|  |  |  |
| Autres créances | 8 534 | 7 505 |

Le compte Avances au personnel comprenait principalement le versement de 97% des frais d'étude des enfants de fonctionnaires.

Les impôts à la source comprennent les impôts anticipés remboursables par l'Administration fédérale des contributions de la Confédération suisse ainsi que les impôts sur revenus à récupérer auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Le solde à récupérer auprès de cette administration atteint 1,7 million CHF à la fin de l'exercice 2018.

La dette de l'ex-République fédérale de Yougoslavie a été provisionnée à 100%. Les montants dus n'ont pas été régularisés à ce jour. L'Union est en attente d'une décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies concernant le traitement de cette dette.

Les actifs transitoires représentaient principalement les charges payées à l'avance concernant le budget 2018.

Note 11 Immobilisations corporelles

Les bâtiments de l'UIT se composent:

– de la Tour, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Varembé, rue de Varembé à Genève;

– de l'Extension C et de la Cafétéria, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Montbrillant, rue de Varembé à Genève.

La valeur de ces bâtiments a fait l'objet d'une estimation indépendante, réalisée par un cabinet externe dans le cadre de la préparation des premiers états financiers établis selon les normes IPSAS, en 2010. Elle correspond à la valeur estimée des bâtiments au moment de leur achèvement à laquelle s'ajoute la valeur estimée des travaux de rénovation et de réfection effectués depuis que les bâtiments sont occupés, déduction faite du montant cumulé des amortissements.

Les variations de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, y compris les actifs de faible valeur, durant l'exercice 2018 sont expliquées ci-dessous.

Au 31 décembre 2018, aucune immobilisation corporelle n'a été donnée en garantie de dette.

Fin 2018, la valeur des machines et équipements non répertoriés dans l'inventaire physique des stocks s'établissait à 164 575 CHF contre 29 971 CHF en 2017.

| Catégories d'actifs | Bâtiments | Mach. & équip. | Mobilier & agenc. | Matériel inform. | Véhicules | Actifs de faible valeur | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Coût au 1er janvier** | **124 877** | **2 149** | **1 641** | **9 019** | **384** | **15 092** | **53 160** |
| Adjonctions |  |  | 47 | 346 |  | **799** | **1 192** |
| Dons |  |  |  |  |  |  | – |
| Cessions |  | –76 | –5 | –822 | –124 | –807 | –1 834 |
| Pertes de valeur |  |  |  |  |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  |  |  |  |  |  | – |
| Réévaluations |  |  |  |  |  |  | – |
| **Coût au 31 décembre** | **124 877** | **2 073** | **1 683** | **8 542** | **259** | **15 084** | **152 518** |
| **Amortissement au 1er janvier** | **27 153** | **2 083** | **1 585** | **7 927** | **319** | **15 092** | **54 160** |
| Imputés au cours de l'année | 3 066 | 22 | 24 | 640 | 17 | **799** | **3 769** |
| Cessions |  | –76 | –5 | –822 | –124 | –807 | **–1 028** |
| Pertes de valeur |  |  |  |  |  |  | **–** |
| Reclassements et corrections |  |  |  |  |  |  | **–** |
| Réévaluations |  |  |  |  |  |  | **–** |
| **Amortissement au 31 décembre** | **30 219** | **2 029** | **1 604** | **7 746** | **212** | **15 084** | **56 893** |
| **Valeur comptable nette au 1er janvier** | **7 723** | **66** | **56** | **1 091** | **64** | **–** | **99 000** |
| **Valeur comptable nette au 31 décembre** | **94 657** | **44** | **79** | **797** | **48** |  | **95 625** |

Note 12 Immobilisations incorporelles

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégorie d'actifs | Développements internes | Logiciels | Logiciels - Actif de faible valeur | Total |
|  | **2018** | **2018** | **2017** |  |
| **Coût au 1er janvier** | **1 854** | **5 829** | **629** | **8 312** |
| Adjonctions | 443 | 813 | 180 | 1 436 |
| Dons |  |  |  | – |
| Cessions |  | 186 | 151 | 337 |
| Pertes de valeur |  |  |  | – |
| Reclassements et corrections | 563 |  |  | 563 |
| Réévaluations |  |  |  | – |
| **Coût au 31 décembre** | **2 860** | **6 457** | **659** | **9 975** |
| **Amortissement au 1er janvier** | **1 390** | **5 326** | **629** | **7 345** |
| Imputés au cours de l'année | 298 | 419 | 180 | 898 |
| Cessions |  | –175 | –151 | –326 |
| Pertes de valeur |  |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  |  |  | – |
| Réévaluations |  |  |  | – |
| **Amortissement au 31 décembre** | **1 688** | **5 570** | **659** | **7 917** |
| **Valeur comptable nette au 1er janvier** | **464** | **503** | **–** | **967** |
| **Valeur comptable nette au 31 décembre** | **1 172** | **886** |  | **2 058** |

Conformément à la norme IPSAS 31, des développements internes liés à l'amélioration des services offerts aux membres, tout particulièrement en ce qui concerne la consultation, la gestion et l'archivage de la documentation de l'Union, ont été capitalisés. Les logiciels capitalisés sont les logiciels et les mises à jours standards utilisés dans le cadre des activités opérationnelles de l'Union.

Note 13 Biens en construction

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégories d'actifs | Nouveau bâtiment | Autres biens en construction | Total |
| Coût au 1er janvier | – | 908 | 908 |
| Adjonctions | 1 326 | 638 | 1 964 |
| Dons |  |  | – |
| Cessions |  |  | – |
| Pertes de valeur |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  | –563 | –563 |
| Réévaluations |  |  | – |
| Coût au 31 décembre | 1 326 | 983 | 2 309 |
| Amortissement au 1er janvier |  | – | – |
| Imputés au cours de l'année |  |  |  |
| Cessions |  |  | – |
| Pertes de valeur |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  |  | – |
| Réévaluations |  |  | – |
| Amortissement au 31 décembre | – | – | – |
| Valeur comptable nette au 1er janvier | – | 908 | 908 |
| Valeur comptable nette au 31 décembre | 1 326 | 983 | 2 309 |

Il a été décidé de publier séparément les biens en construction en prévision du projet concernant le nouveau bâtiment, de façon à permettre le suivi transparent du projet pendant la phase de construction.

Note 14 Fournisseurs et autres créanciers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Fournisseurs | 4 660 | 5 103 |
| Dépôts reçus | 3 173 | 2 583 |
| Acomptes reçus | 1 072 | 1 985 |
| Fournisseurs et autres créanciers | 8 905 | 9 671 |

Le montant des fournisseurs porte essentiellement sur les factures non payées, sur les décomptes du personnel ainsi que sur les factures IOV en attente de régularisation avec le PNUD.

Des dépôts ont été reçus pour le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite ainsi que pour de futurs achats de publications. Ces montants seront remboursés aux bénéficiaires ou utilisés pour le paiement des contributions futures et/ou des factures relatives à des fiches de notification de réseaux à satellite et à des publications.

Les acomptes correspondent aux avances que les pays hôtes ont versées à l'Union pour l'organisation de manifestations et réunions en 2018 et 2019, comme la PP-18 ou le GSR-19.

Note 15 Produits différés

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Contributions – États Membres | 109 551 | 108 518 |
| Contributions – Membres de Secteur | 14 049 | 14 085 |
| Contributions – Associés | 1 925 | 1 660 |
| Contributions – Établissements universitaires | 376 | 328 |
| Publications et divers | – | – |
| Fiche de notification des réseaux à satellite | 5 614 | 8 498 |
| Contributions extrabudgétaires | 4 759 | 1 185 |
| Produits différés | 136 273 | 134 275 |

En 2018, les produits différés pour les contributions représentaient les produits associés à l'année 2018. Les produits différés pour les fiches de notification de réseaux à satellite concernent des demandes établies à la fin de 2018, pour publication en 2019.

Note 16 Emprunts et autres dettes financières

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Échéance | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Montants initialement empruntés auprès de la FIPOI |  |  |  |
| 2 634 780 CHF – dès 1990 | 2020 | 203,80 | 306 |
| 19 627 590 CHF – dès 1990 | 2039 | 9 299 | 9 742 |
| 45 427 250 CHF – dès 2002 | 2051 | 29 982 | 30 891 |
| 2 000 000 CHF – dès 2002 | 2051 | 1 320 | 1 360 |
| Projet de nouveau bâtiment | – | 2 387 | 720 |
| Emprunts |  | **43 193** | **43 019** |
|  |  |  |  |
| Dont part à court terme |  | 1 493 | 1 493 |
| Dont part à long terme |  | 41 699 | 41 526 |
|  |  |  |  |
| Emprunts |  | **43 193** | **43 019** |
|  |  |  |  |
| Emprunts – dont part à court terme |  | 1 493 | 1 493 |
|  |  |  |  |
| Emprunts – courant |  | **1 493** | **1 493** |
|  |  |  |  |
| Emprunts – dont part à long terme |  | 41 699 | 41 526 |
|  |  |  |  |
| Emprunts – non courant |  | **41 699** | **41 526** |

Le remboursement du prêt accordé pour la construction des nouveaux locaux de l'UIT débutera après réception du nouveau bâtiment seulement, au plus tôt début 2026.

La valeur actualisée des emprunts au 31 décembre 2018 est de 25,8 millions CHF, contre 26,5 millions CHF au 31 décembre 2017. Le différentiel avec la valeur brute représente la valeur actualisée du total des intérêts non versés jusqu'à la fin de la durée de l'emprunt.

Note 17 Avantages du personnel

Les avantages du personnel désignent toutes formes de contreparties données par l'UIT au titre des services rendus par ses employés. Ils sont comptabilisés à mesure qu'ils sont acquis par les membres du personnel.

## 17.1 Avantages du personnel à court terme

Chiffres au 31.12.2018

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Avantages du personnel – court terme | | |
| En milliers de CHF | Heures supplémentaires | Congés accumulés | Total avantages du personnel − court terme |
| Solde d'ouverture | **51** | **175** | **226** |
| Augmentation | 39 | 148 | 188 |
| Utilisé en cours d'exercice | –51 | –80 | –131 |
| Débloqué | – | – | – |
| Transfert |  | –95 | –95 |
| Gains de change non réalisés | – | – | – |
| Solde de clôture | **39** | **148** | **187** |

Les heures supplémentaires sont calculées suivant les modalités établies dans les Statut et Règlement du personnel, sur la base des conditions et pratiques locales des organisations locales appliquant le régime commun des Nations Unies.

Les congés accumulés sont les congés accumulés pendant l'exercice.

## 17.2 Avantages du personnel à long terme

Chiffres au 31.12.2018

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Avantages du personnel – long terme | | | | |
| En milliers de CHF | ASHI | Pensions | Prime d'installation/de rapatriement | Congés accumulés | Total avantages du personnel – long terme |
| Solde d'ouverture | **617,250** | **54** | **12,485** | **8,576** | **638,365** |
| Augmentation | – | – | 778 | 313 | 1,091 |
| Utilisé en cours d'exercice | –65,010 | – | –575 | –119 | –65,704 |
| Débloqué | – | – | –347 | –88 | –435 |
| Transfert à court terme | – | – | – | 95 | 95 |
| Gains de change non réalisés | – | – | – | – | – |
| Solde de clôture | **552 240** | **54** | **12 341** | **8 777** | **573 412** |

Les avantages à long terme concernent les prestations après la cessation de service qui correspondent au plan ASHI (assurance maladie après la cessation de service), les primes de rapatriement, les congés accumulés et les engagements concernant les anciens régimes de pension et d'assurance maladie pour certains anciens employés de l'UIT.

### *17.2.1 Évaluation actuarielle des prestations dues après la cessation de service au titre du plan ASHI*

Le montant des engagements liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) est déterminé sur la base d'une étude actuarielle annuelle conduite par un cabinet indépendant. La dernière évaluation a été effectuée en janvier 2019 et a établi à 552,24 millions CHF les engagements de l'UIT au titre des prestations en cas de maladie après la cessation de service dues aux fonctionnaires remplissant les conditions requises au 31 décembre 2018. L'étude actuarielle a été conduite sur la base des données fournies par l'UIT.

### *17.2.2 Hypothèses et méthodes d'évaluation actuarielle*

Dans le cadre de l'évaluation des engagements liés au plan ASHI au 31 décembre 2018 et de la contribution de l'exercice 2018, l'UIT valide les hypothèses et méthodes qui sont utilisées par les actuaires. Les hypothèses et méthodes utilisées pour l'évaluation couvrant l'exercice 2018 sont décrites ci-dessous.

|  |  |
| --- | --- |
| Taux d'actualisation | 1,20% pour 2018 et 0,90% pour 2017. |
| Hausse des coûts médicaux | 3,90% pour 2019 avec une diminution de 0,30% par an pour atteindre 3,10%. |
| Rendement comptable escompté des actifs | Sans objet pour 2018. |
| Augmentation des traitements | Hypothèse de 3,5% utilisée pour la dernière évaluation actuarielle de la CCPPNU |
| Augmentation des retraites | 2,50% pour 2018 et 2017 |
| Coût annuel moyen estimé des demandes de remboursement des frais médicaux en 2018 et variation des frais médicaux en fonction de l'âge | Le rapport actuariel pour 2018 se fonde sur un coût moyen des demandes de remboursement estimé en CHF, à la fin de l'exercice 2018, par tranche d'âge de 50, 55, 60, 65, 70, 75 et 80 ans, à respectivement 2 401 CHF, 3 196 CHF, 4 254 CHF, 5 662 CHF, 7 536 CHF, 10 031 CHF, 13 352 CHF pour les hommes et respectivement 4 053 CHF, 4 946 CHF, 6 035 CHF, 7 365 CHF, 8 986 CHF, 10 966 CHF, 13 381 CHF pour les femmes. |
| Dépenses d'administration | Le coût administratif annuel a été estimé en moyenne à 225,81 CHF par personne. |
| Mortalité | Le taux de mortalité est basé sur les tables de mortalité des Nations Unies de 2017 pour les fonctionnaires actuellement en service, pour les bénéficiaires d'une pension de retraite, pour les veuves et les veufs, et pour les bénéficiaires d'une pension d'invalidité, respectivement. L'année de référence est 2017, et une échelle d'amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie est appliquée jusqu'à l'année 2037 pour le personnel actuellement en service et en bonne santé. Aucune échelle d'amélioration n'est appliquée pour le personnel actuellement inactif pour cause d'invalidité. |
| Valorisation des actifs | L'UIT n'avait plus d'actif sous le Fonds de garantie au 31 décembre 2018. |
| Taux d'invalidité | Il varie selon l'âge et le sexe et pour le personnel de la catégorie professionnelle ainsi que le personnel de la catégorie des services généraux, et il augmente avec l'âge. Le taux est basé sur les tables d'invalidité des Nations Unies. |
| Taux de conversion des droits à prestation | Varient selon l'âge et le nombre d'années de service, les demandes de conversion étant plus fréquentes la première année. |
| Rotation du personnel | Le taux de départ d'employés quittant les organisations considérées dans l'évaluation varie selon l'âge et le sexe. |
| Taux de retraite | Pour tous les fonctionnaires, les taux de retraite sont équivalents aux taux définis dans l'évaluation de la CCPPNU du 31 décembre 2015. Les taux varient selon l'âge, le nombre d'années d'affiliation et la catégorie de poste. |
| Participation | 97,5% des futurs retraités choisiront d'être affiliés à la CCAM. |
| Couverture des conjoints | 75% et 25% des retraités de sexe masculin et féminin ont un conjoint qui a demandé l'affiliation à la CCAM. Les hommes sont supposés avoir cinq ans de plus que leur conjoint. |
| Méthode actuarielle | Méthode des unités de crédit projetées avec une période d'attribution commençant à 45 ans d'âge afin de refléter le fait que les employés doivent avoir un minimum de 55 ans et 10 ans de service afin d'être éligibles. |
| Approche OCI | Tous les gains et toutes les pertes sont comptabilisés intégralement pendant l'année même au cours de laquelle ils surviennent, mais en dehors du compte de résultat, dans le cadre de l'état du résultat global (SoCI). |

Les fonctionnaires (et leurs conjoints, enfants à charge et survivants) quittant le service à l'âge de 55 ans ou plus ont droit à l'assurance maladie après la cessation de service s'ils ont travaillé au moins dix ans à l'ONU ou dans une institution spécialisée et s'ils ont été assurés à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CCAM) pendant les cinq années précédant immédiatement la fin de leur service. Les mêmes prestations s'appliquent aux fonctionnaires bénéficiant d'une pension d'invalidité de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Ce régime est financé par les cotisations conjointes de l'UIT, à hauteur des 2/3, et des assurés, pour le tiers restant.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations et analyses supplémentaires concernant les passifs découlant des indemnités dues aux employés ainsi que la valorisation des actifs détenus par la Caisse d'assurance sur la base de l'étude actuarielle qui a été conduite pour obtenir les montants au 31 décembre 2018.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2018 et 2017 dans  l'état de la situation financière | En milliers de CHF 31.12.2018 | En milliers de CHF 31.12.2017 |
| Solde au 31 décembre 2018-2017 | 617 250 | 551 911 |
| Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière | 28 548 | 25 375 |
| Pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net | –87 277 | 47 125 |
| Contributions de l'exercice | –6 281 | –7 161 |
| Pertes/(gains) de change non réalisés | 0 | 0 |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2018-2017 | 552 240 | 617 250 |

Les engagements liés à l'ASHI s'établissaient, au 31 décembre 2018, à 552,24 millions CHF. Cette diminution importante par rapport au chiffre de 2017 (617,250 millions CHF) s'explique par les gains dus à la modification des hypothèses, y compris le nouveau tableau des demandes de remboursement de frais médicaux, qui rend compte de l'évolution positive de la situation en la matière constatée récemment, ainsi que par la hausse du taux d'actualisation, qui est passé de 0,90% en 2017 à 1,2% en 2018.

La perte actuarielle due à l'évolution des estimations actuarielles est comptabilisée à l'actif net selon la méthode OCI.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Analyse des pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net | *En milliers de CHF* | |
|  | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Obligation due à des changements d'hypothèses | –98 029 | 75 452 |
| Obligation due à l'expérience acquise pendant l'exercice | 10 752 | –28 327 |
| Variation pendant l'exercice | –87 277 | 47 125 |
| Montant cumulé comptabilisé à l'actif net au 31 décembre | 282 427 | 369 704 |

La décision concernant l'arbitrage entre l'UIT et le BIT relatif au partage du fonds de garantie a été rendue en juillet 2018. Le BIT a versé à l'UIT un montant de 9,4 millions USD, qui a été versé sur le fonds de garantie de l'assurance maladie (CCAM).

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du montant net de l'obligation à la fin de l'exercice.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montant net de l'obligation liée au plan ASHI comptabilisée  dans l'état de la situation financière | *En milliers de CHF* | |
|  | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Valeur actualisée | 552 240 | 617 250 |
| Juste valeur des actifs liés au plan | 0 | 0 |
| Obligation comptabilisée au bilan au 31 décembre | 552 240 | 617 250 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montants comptabilisés dans l'état de la performance financière | ***En milliers de CHF*** | |
|  | 31.12.2018 | 31.12.201 |
| Mise à jour des engagements et montant des contributions de l'exercice |  |  |
| Coût des prestations au titre des services rendus | 23 025 | 20 337 |
| Charge financière | 5 523 | 5 038 |
| Rendement attendu des actifs liés au plan ASHI | 0 | 0 |
| Total | 28 548 | 25 375 |

### *17.2.3 Plan ASHI, estimations des coûts pour l'exercice 2018*

Une augmentation de 1% du taux d'évolution des soins de santé entraînerait une hausse sur les coûts et intérêts de 11,980 millions CHF et un impact sur l'obligation au titre des prestations définies de 149,497 millions CHF. Une diminution de 1% entrainerait un recul de 8,537 millions CHF des coûts et intérêts et de 114,495 millions CHF de l'obligation au titre des prestations définies.

### *17.2.4 Rapatriement*

Ont droit, en principe, à une prime de rapatriement les fonctionnaires que l'Union est tenue de rapatrier. Les conditions et définitions concernant le droit à cette prime et les pièces requises pour attester le changement de résidence sont déterminées de façon détaillée par le Secrétaire général.

La durée du service accomplie, le traitement de base et les éventuelles indemnités linguistiques ont été prises en compte dans le calcul du montant global de l'obligation au 31 décembre 2018. Les hypothèses économiques retenues sont un taux d'actualisation de 1,2% (0,90% en 2017) et un taux d'augmentation des traitements de 3,5% (similaire à celui de 2017). Pour l'évaluation de 2018, les hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle concernant la prime de rapatriement ont été alignées sur les hypothèses concernant l'ASHI.

### *17.2.5 Paiement de la prime de rapatriement*

Le versement de la prime de rapatriement est régi par les conditions et définitions mentionnées dans les Statut et Règlement du personnel. En décembre 2018, la provision se chiffrait à 12,16 millions CHF contre 12,3 millions CHF en 2017. Cette baisse s'explique principalement par la réduction du traitement de base des fonctionnaires de la catégorie professionnelle (de 6% en moyenne).

Cette provision est alimentée par un prélèvement de 1% sur la rémunération des fonctionnaires autres que ceux recrutés pour des conférences et autres périodes de courte durée.

Une évaluation actuarielle conforme aux normes IPSAS est effectuée chaque année par un bureau de consultants indépendants.

### *17.2.6 Avantages au personnel concernant le plan de pension du personnel des Nations Unies*

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse des pensions est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le plan expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant au régime. L'UIT et la CCPPNU, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'institution dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'institution assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'institution au plan pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Les Statuts de la Caisse disposent que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. En pratique, le Comité mixte fait réaliser une évaluation actuarielle tous les deux ans en utilisant la méthode des agrégats avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objectif de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants pour lui permettre de faire face à ses obligations.

L'obligation financière de l'UIT à l'égard de la Caisse consiste à verser la cotisation statutaire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (ce taux est actuellement de 7,9% pour les participants et de 15,8% pour les organisations affiliées), ainsi qu'une part des paiements qui seraient à faire pour couvrir tout déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle conformément à l'Article 26 des Statuts de la Caisse des pensions. Ces paiements n'interviennent que si et dans le cas où l'Assemblée générale des Nations Unies invoque les dispositions de l'Article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Pour couvrir ce déficit, chaque organisation affiliée doit apporter un montant proportionnel au total des contributions qu'elle a versées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

Au cours de l'année 2017, la Caisse a identifié des anomalies dans les données de recensement utilisées pour l'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2015. Par conséquent, à titre d'exception au cycle biennal normal, la Caisse a utilisé les données relatives à la participation au 31 décembre 2013 plutôt que celles au 31 décembre 2016 pour établir les états financiers de 2016.

L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2017 a eu pour résultat un taux de couverture des passifs par les actifs de 139,2% (150,1% avec les données de 2016), dans l'hypothèse d'aucun ajustement futur des pensions. Ce taux était de 102,7% (101,4% avec les données de 2016) en tenant compte du système actuel d'ajustement des pensions.

Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse des pensions au regard de ses obligations, l'actuaire-conseil a conclu qu'au 31 décembre 2017 une couverture des déficits au titre de l'Article 26 des Statuts de la Caisse n'était pas nécessaire étant donné que la valeur actuarielle de l'actif excédait la valeur actuarielle de toutes les charges à payer dans le cadre du plan. En outre, la valeur de marché des actifs excédait également la valeur actuarielle de tous les passifs cumulés à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué les dispositions de l'Article 26.

Si l'Article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle, soit au cours de l'opération en cours soit en raison de la fin du plan de pensions de la CCPPNU, les paiements exigés de chaque organisation membre pour couvrir le déficit seraient définis en fonction de la part des cotisations de ces organisations par rapport aux cotisations totales versées à la CCPPNU au cours des trois années précédant la date de l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la CCPPNU au cours des trois dernières années (2015, 2016 et 2017) s'élève à 6 931,39 millions USD, auquel l'UIT a contribué à hauteur de 1,06%.

Au cours de l'année 2018, les contributions versées à la CCPPNU se sont élevées à 23,7 millions USD (contre 23,8 millions USD en 2017). Le montant des cotisations dues en 2019 devrait être d'environ 23 millions USD.

L'affiliation à la Caisse peut être résiliée sur décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur recommandation affirmative du Comité mixte. Une part proportionnelle du total des actifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation devra être versée à l'ancienne organisation membre, au bénéfice exclusif des membres de son personnel qui étaient affiliés à la Caisse à cette date, conformément à un accord conclu entre l'organisation et la Caisse. Le montant est défini par le Comité mixte de la CCPPNU à partir d'une évaluation actuarielle des actifs et des passifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation; l'établissement de ce montant ne tient pas compte des actifs en excès par rapport au passif.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à un audit annuel de la Caisse des pensions et rend compte chaque année de ses travaux au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés à l'adresse [www.unjspf.org](https://www.unjspf.org/fr/).

Conformément au Règlement administratif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, l'Union soumet au Secrétariat de la Caisse un état de fin d'exercice indiquant, pour chaque participant, le total des contributions de toute nature versé à la Caisse, la rémunération considérée aux fins de la pension et les modifications intervenues dans le montant de cette rémunération, avec les dates auxquelles elles ont pris effet. Les mouvements du personnel affilié à la Caisse de l'année considérée (y compris pour les fonctionnaires engagés pour des projets d'assistance technique) ainsi que les différentes prestations servies et les contributions versées sont données ci-après.

Les chiffres ci-dessous ressortent des dossiers et de la comptabilité de l'Union.

État au 31 décembre 2018

Nombre d'affiliés au 31 décembre 2018

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nombre d'affiliés au 31.12.2017 | Nouveaux affiliés | Mutations | | Cessation d'activité | Participants affiliés au 31.12.2018 |
| A l'UIT | À une autre organisation |
| 688 | 37 | 6 | 1 | 35 | 695 |

Nombre de prestations servies au cours de l'exercice financier   
se terminant au 31 décembre 2018

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Pensions de retraite | Pensions d'invalidité | Pensions de réversion | Pensions d'enfant | Autres prestations |  | |
| Rentes différées | TOTAL |
| 825 | 32 | 206 | 76 | 0 | 110 | 1 249 |

Récapitulation des contributions versées à la Caisse pour la période   
comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018

**Dollars des États–Unis**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nature des contributions | Contributions normales | Contributions  pour validation  de service | Total |
| Contributions des participants | 7 869 781 | 76 598 | 7 946 380 |
| Contributions de l'Union | 15 739 563 | 16 809 | 15 756 372 |
| **Total** | **23 609 344** | **93 408** | **23 702 753** |

Engagements concernant les autres avantages du personnel

Avant la constitution de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel et son affiliation à ces caisses, l'UIT avait créé des fonds pour fournir les prestations de retraite, de décès, d'invalidité ou d'assurance-maladie aux membres de son personnel. Ces fonds fonctionnent en caisse fermée depuis l'affiliation de l'UIT aux Caisses susmentionnées. Les engagements sont indiqués dans les passifs à long terme. Des conventions ont été établies entre l'UIT et les fonds de l'UIT afin d'assurer le financement de ces derniers.

En 2018, l'Union n'a pas jugé utile de demander une nouvelle étude actuarielle pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT. Au 31 décembre 2018, la provision pour les engagements résultant des rentes en cours des anciens fonctionnaires affiliés à la Caisse d'assurance du personnel, comptabilisée en 2010 pour un montant de 54 000 CHF, reste inchangée.

Note 18 Provisions

Les provisions pour risques et charges se composent de la provision pour litiges qui représente l'évaluation à la date de clôture des obligations futures liées à un évènement passé au titre de divers litiges auxquels l'UIT est partie prenante ainsi que du coût moyen pour les frais administratifs de chaque cas présenté au tribunal.

La provision pour les fiches de notification des réseaux à satellite (SNF) constitue le montant que les Administrations peuvent demander au titre de la gratuité de leur demande de publication au cours d'une année. Cette provision a été entièrement utilisée au cours de l'exercice.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Provisions | | |
| En milliers de CHF | SNF | Litiges | TOTAL |
| **Solde d'ouverture** | 501 | 1 135 | 1 636 |
| Augmentation | 604 | 6 068 | 6 673 |
| Utilisé en cours d'exercice | –274 | –286 | –560 |
| Débloqué | –227 | –689 | –917 |
| Mutation |  |  |  |
| Gains de change non réalisés |  |  |  |
| **Solde de clôture** | **604** | **6 228** | **6 832** |

Note 19 Autres dettes

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Passifs transitoires | 2 511 | 944 |
| Divers personnel | 651 | 823 |
| Biens/factures reçues | 21 | 21 |
| PNUD | 12 | 22 |
| **Autres dettes** | **3 195** | **1 810** |

Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés

Conformément à la norme IPSAS 23, le solde des fonds à la date de clôture représente les financements qui ont été reçus et n'ont pas encore été dépensés. Des soldes sont présentés dans la ligne de bilan correspondante et les mouvements de ces fonds sont illustrés dans le tableau ci‑dessous en précisant si ces financements sont affectés ou non à un projet financé par des fonds de tiers ou par l'UIT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Fonds de tiers affecté** | **Fonds de tiers  en attente d'affectation** | **Total fonds  de tiers** | **Fonds propres affectés à des projets extrabudgétaires** |
| **Solde au 31.12.2017** | 22 994 | 3 300 | **26 294** | **7 039** |
| Augmentation | 16 052 | 445 | **16 497** | **7 017** |
| Diminution | –8 012 | –955 | **–8 967** | –8 442 |
|  |  |  |  |  |
| **Solde de clôture au 31.12.2018** | 31 034 | 2 790 | **33 824** | **5 614** |

On observe une forte augmentation des fonds de tiers affectés, qui s'explique par une augmentation des contributions externes ayant découlé de la signature de plusieurs accords en 2018. On observe une légère baisse concernant le niveau de mise en œuvre de projets spécifiques.

La baisse des fonds de tiers en attente de se voir affecter de nouveaux crédits est due principalement à des transferts de fonds vers de nouveaux projets spécifiques. Toutefois, le montant total des fonds de tiers a considérablement augmenté en 2018 (38 024 CHF) par rapport à 2017 (26 294 CHF).

La baisse des fonds propres de l'UIT affectés à des projets est due au grand nombre de projets mis en oeuvre, qui a presque doublé en 2018. La hausse des fonds propres de l'UIT est liée au prélèvement de fonds sur le FDTIC et aux crédits budgétaires alloués par l'UIT.

Note 21 Contributions mises en recouvrement

Le tableau suivant présente les contributions effectivement mises en compte au cours de l'exercice 2018.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Contributions des États Membres | 108 597 | 106 292 |
| Contributions des Membres des Secteurs | 14 219 | 14 210 |
| Contributions des Associés | 1 787 | 1 577 |
| Contributions des établissements universitaires | 358 | 306 |
| Contributions aux conférences | 230 | 6 |
| **Contributions mises en recouvrement** | **125 191** | **122 390** |

Par la Résolution 1387 qu'il a adoptée à sa session de 2017, le Conseil a approuvé le budget de l'Union pour la période 2018-2019.

Le Conseil a fixé le montant de l'unité contributive des États Membres à 318 000 CHF pour 2018 et 2019, sur la base de 334 1/2 unités. Dans la même Résolution, il a fixé à 63 600 CHF le montant de l'unité contributive des Membres des Secteurs pour 2016 et 2017, soit 1/5 de l'unité contributive des États Membres. La contribution financière des Associés a été fixée comme suit: 10 600 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-R et de l'UIT-T, 3 975 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D, et 1 987,50 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D dans le cas des Associés de pays en développement. La contribution financière des établissements universitaires, des universités et de leurs instituts de recherche associés a été fixée comme suit: 3 975 CHF pour les pays développés et 1 987,50 CHF pour les pays en développement participant aux travaux des trois Secteurs.

L'augmentation des produis provenant des contributions mises en recouvrement a été de 125,19 millions CHF en 2018 contre 122,39 millions CHF en 2017 et elle peut s'expliquer par les changements de classe de contribution de la Chine (de 14 à 20 unités), du Pakistan (d'1 à 2 unités) et du Paraguay (de 1/4 à 1/2 unité).

Note 22 Produits

Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont les sources de financement provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en œuvre de projets de développement en faveur des pays désignés par l'ONU comme pays les moins avancés. Le montant total des contributions volontaires s'élevait à 7,1 millions CHF en 2018 (contre 10,6 millions CHF en 2017).

Autres produits d'exploitation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2018 | 2017 |
| Produits extrabudgétaires | 5 844 | 7 506 |
| Vente des publications | 13 865 | 19 592 |
| Notification de réseaux à satellite | 19 070 | 15 342 |
| UIFN/UIPRN-UISC | 905 | 139 |
| GMPCS-MoU | 8 | 6 |
| Recouvrement – Publications | 14 | 24 |
| Autres produits | 2 222 | 1 789 |
| **Autres produits d'exploitation** | **41 930** | **44 398** |

Dans la plupart des cas, les autres produits d'exploitation concernent des activités soumises au recouvrement des coûts. Les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts sont principalement l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN), le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU), la vente de publications. Les produits liés à l'appui aux projets sont comptabilisés avec les ajustements de consolidation afin de donner un aperçu global des résultats financiers de l'Union.

Le total des autres produits d'exploitation a diminué de 9 % pour s'établir à 40,3 millions CHF en 2018. Cela s'explique par la diminution des produits des ventes des publications, notamment en raison du calendrier exceptionnel de parution des publications de service (service maritime) phares de l'UIT-R.

Produits financiers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2018 | 2017 |
| Intérêts sur les placements | 748 | 220 |
| Gains de change réalisés | 23 | 65 |
| Gains de change non réalisés | 475 | –27 |
| **Produits financiers** | **1 245** | **258** |

La situation sur les marchés financiers concernant le franc suisse et l'euro s'est maintenue en 2018. Néanmoins, l'UIT a garanti tous les fonds, et aucun taux d'intérêt négatif n'a été appliqué sur la trésorerie en francs suisses. La hausse des taux en USD en 2018 a donné lieu à de meilleurs rendements des placements en USD, ce qui explique en grande partie l'augmentation des intérêts générés par les placements.

Note 23 Charges

Charges de personnel

Les charges de personnel couvrent toutes les rémunérations versées aux titulaires de postes permanents et à tout le personnel de conférences ou bénéficiant de contrats de courte durée, telles que traitements de base, indemnités de poste, primes pour connaissances linguistiques, indemnités de non-résident, allocations familiales et heures supplémentaires ainsi que les autres charges de personnel.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
| Traitements et indemnités | 93 577 | 93 653 |
| Autres charges de personnel | **55 229** | **55 094** |
| Installations et rapatriement | 947 | 519 |
| Indemnité pour frais d'étude | 3 286 | 3 443 |
| Congés dans les foyers | 891 | 1 056 |
| Congés accumulés | 669 | 702 |
| Assurance maladie et assurance accident | 10 635 | 11 181 |
| Contribution à la CCPPNU | 15 872 | 15 994 |
| Autres charges | 662 | 3 985 |
| Ajustement de l'ASHI | 22 267 | 18 214 |
| **Charges du personnel** | **148 806** | **148 748** |

Malgré une baisse générale des charges de personnel due à l'ajustement de l'ASHI, on observe une baisse des traitements et indemnités (de 3%).

Frais de mission

Les frais de mission regroupent les déplacements des experts et des fonctionnaires envoyés en mission ou participant à des conférences ou des réunions. Les frais de mission sont restés stables, s'établissant à 6,7 millions CHF en 2018.

Services contractuels

Entrent dans cette catégorie tous les émoluments, honoraires et frais payés à des sociétés fournissant des consultants dans le cadre d'accords et de dispositions contractuels. Entrent également dans cette catégorie les contrats d'engagement spéciaux, les dépenses afférentes aux cours de langues dans le cadre de la formation professionnelle, tout comme les coûts des services sous-traités. Les services contractuels représentaient 12,6 millions CHF en 2018 (contre 15,6 millions CHF en 2017). Une situation détaillée est donnée dans la Note 24 (Présentation de l'information sectorielle).

Location et entretien des locaux et équipements

Relèvent de cette catégorie la location de salles de conférence et de salles de réunion, de lieux de stockage et de places de parking, d'équipements informatiques et d'autres machines de bureau. Sont également compris l'entretien des bâtiments, des espaces verts, des véhicules, des équipements techniques et informatiques et les assurances contre les incendies, les inondations et les dommages divers. Le montant de ces dépenses pour 2018 s'élevait à 3,9 millions CHF (contre 4,4 millions CHF en 2017).

Matériels et fournitures, frais d'expédition et de télécommunications et services

Les matériels et fournitures comprennent les fournitures de bureau, les fournitures pour imprimantes, les formulaires, cartes, revues, livres et reliures, les fournitures informatiques et les logiciels informatiques qui ne sont pas activables. Les dépenses de matériels et fournitures s'élevaient à 4,5 millions CHF en 2018 (contre 3,8 millions CHF en 2017). Les dépenses afférentes aux frais d'expédition et de télécommunications et aux services se sont chiffrées à 1,7 million CHF en 2018 (contre 1,6 million CHF en 2017).

Autres charges

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2018 | 2017 |
| Frais de vérification extérieure | 135 | 93 |
| Participation aux frais de l'Organisation des Nations Unies | 660 | 533 |
| Coûts juridiques | 3 209 | 453 |
| Ajustement provisions et autres charges | –4 072 | 6 577 |
| **Autres charges** | **67** | **7 656** |

Ces charges ont trait à la vérification extérieure annuelle statutaire des livres et comptes de l'UIT effectuée par la Cour des Comptes de la République italienne, ainsi qu'à la participation de l'Union aux comités et services interorganisations des Nations Unies, tels que le Corps commun d'inspection, le Comité de haut niveau des Nations Unies sur la gestion et le Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques.

Les coûts juridiques comprennent les coûts estimés de la résolution des litiges en cours ainsi que le coût moyen des frais administratifs encourus pour chaque affaire portée devant le tribunal. Les coûts juridiques élevés s'expliquent par la constitution en 2018 d'une provision en lien avec la baisse des salaires et les actions en justice résultantes engagées par le personnel auprès de l'OIT.

"L'ajustement provisions et autres charges" s'explique principalement par la dissolution de la provision pour créances douteuses en raison du paiement de créances en retard mais aussi par l'utilisation, conformément à la Décision 602, d'un prélèvement de la Provision pour comptes débiteurs, pour la passation par pertes et profits des créances irrécupérables. Du fait de l'efficacité du recouvrement de dettes, la Provision a considérablement diminué en 2018.

Charges financières

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 2018 | 2017 |
| Frais bancaires | 207 | 228 |
| Pertes de change réalisées | 84 | 268 |
| Pertes de change non réalisées | 329 | 178 |
| **Charges financières** | **621** | **675** |

Les pertes de change réalisées et non réalisées proviennent pour l'essentiel de la réévaluation des postes ouverts en devises au moment de la clôture annuelle. Cette réévaluation est annulée à compter du 1er janvier de l'année suivante.

Note 24 Informations sectorielles – État de la performance financière 2018

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Secrétariat  général | Secteur des radiocom munications | Secteur de la normalisation des télécom munications | Secteur du dével. des télécom- munications | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+ 1010 | Fonds pour le nouveau bâtiment | Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment | Caisse assurance | Contributions volontaires | FIT | FDTIC | PNUD | TELECOM | Ajustements de consolidation | Total |
| **PRODUITS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions mise en recouvrement | 230 | 6 706 | 7 747 | 1 552 | 108 955 | **125 191** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **125 191** |
| Contributions volontaires |  |  |  |  | 1 | **1** |  |  |  | 2 006 | 5 155 | – | – | – |  | **7 161** |
| Publications | 34 | 13 616 | 34 | 173 | 7 | **13 865** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **13 865** |
| Recouvrement des coûts | 1 008 | 19 070 | 913 | 4 | 887 | **21 881** |  |  |  |  |  |  |  |  | –1 884 | **19 997** |
| Autres produits | 48 | 104 | 2 | 13 | 2 845 | **3 012** |  | 95 |  | 0 | 78 |  |  | 5 743 |  | **7 928** |
| Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 1 | 852 | **853** |  |  |  | 1 | 308 | 72 |  | 10 |  | **1 245** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des produits** | **1 320** | **39 497** | **8 696** | **1 744** | **113 546** | **164 804** | **–** | **95** | **–** | **2 007** | **5 541** | **72** | **–** | **5 753** | **–1 884** | **176 389** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **CHARGES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | 64 868 | 23 113 | 11 417 | 21 448 | 22 267 | **143 113** | 171 |  | 19 | 877 | 1 787 | – | – | 2 838 |  | **148 806** |
| Charges de personnel | 46 210 | 17 937 | 8 847 | 16 270 | – | **89 264** | 133 |  |  | 710 | 1 293 | – |  | 2 177 |  | **93 577** |
| Frais de missions | 18 658 | 5 176 | 2 570 | 5 177 | 22 267 | **53 849** | 39 |  | 19 | 167 | 494 | – |  | 661 |  | **55 229** |
| Services contractuels | 1 094 | 1 064 | 950 | 2 278 | 51 | **5 438** | – |  |  | 313 | 813 | – |  | 138 |  | **6 702** |
| Location et entretien des locaux et équipements | 4 866 | 330 | 532 | 2 133 | 526 | **8 386** | 1 |  |  | 1 005 | 1 871 | – |  | 1 428 |  | **12 692** |
| Matériels et fournitures | 3 393 | 44 | 96 | 97 | 87 | **3 718** | – |  |  | 35 | 21 | – |  | 198 |  | **3 971** |
| Amortissements | 1 352 | 269 | 175 | 644 | 121 | **2 560** | 15 |  |  | 259 | 1 568 | – |  | 106 |  | **4 509** |
| Frais d'expédition, de télécommunications et de services | – | – | – | – | 4 372 | **4 372** | – |  |  | 111 | 14 | – |  | – |  | **4 497** |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 1 389 | 179 | 56 | 140 | – | **1 764** | – |  |  | 0 | 4 |  |  | 5 |  | **1 773** |
| Autres charges | 759 | – | – | 37 | – | **796** | – |  |  | – | – | – |  | – |  | **796** |
| Charges financières | 36 | 53 | 7 | 74 | 5 | **176** | – |  |  | – | 426 | – |  | 1 282 | –1 884 | **–1** |
|  | 113 | 16 | 13 | 35 | 379 | **557** | 0 |  |  | 11 | 35 | 0 |  | 17 |  | **621** |
| **Total des charges** | **77 869** | **25 067** | **13 248** | **26 887** | **27 808** | **170 879** | **–188** | **–** | **19** | **2 611** | **6 539** | **0** | **–** | **6 012** | **–1 884** | **184 365** |
| **Excédent/(déficit)  de l'exercice** | **–76 549** | **14 429** | **–4 552** | **–25 142** | **85 738** | **–6 076** | **–188** | **95** | **–19** | **604** | **–998** | **72** | **–** | **–259** | **–** | **–7 976** |

Informations sectorielles – État de la performance financière 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | Secrétariat  général | Secteur des radiocom munications | Secteur de la normalisation des télécom munications | Secteur du dével. des télécom munications | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+ 1010 | Fonds pour le nouveau bâtiment | Caisse assurance | Contributions volontaires | FIT | FDTIC | PNUD | TELECOM | Ajustements de consolidation | Total |
| **PRODUITS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions mise en recouvrement |  | 6 683 | 7 505 | 1 598 | 106 604 | **122 390** |  |  |  |  |  |  |  |  | **122 390** |
| Contributions volontaires |  |  |  |  | 8 | **8** |  |  | 2 261 | 8 316 |  | 25 |  |  | **10 610** |
| Publications | 69 | 19 280 | 35 | 202 | 6 | **19 592** |  |  |  |  |  |  |  |  | **19 592** |
| Recouvrement des coûts | 6 | 15 342 | 141 | – | 2 093 | **17 582** |  |  |  |  |  |  |  |  | **17 582** |
| Autres produits | 40 | 312 | 8 | 3 | 1 844 | **2 207** | 47 |  | 40 | 21 |  |  | 7 409 | –2 501 | **7 223** |
| Produits financiers |  | 0 |  | 3 | 60 | **62** |  | 1 | 2 | 176 | 35 |  | –18 |  | **258** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des produits** | **115** | **41 617** | **7 689** | **1 806** | **110 616** | **161 842** | **47** | **1** | **2 303** | **8 513** | **35** | **25** | **7 391** | **–2 501** | **177 655** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **CHARGES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Charges de personnel | 66 100 | 25 324 | 10 857 | 22 257 | 18 214 | **142 752** | 18 | 22 | 837 | 1 786 | 81 | 22 | 3 230 |  | **148 748** |
| Frais de missions | 872 | 1 088 | 811 | 2 561 |  | **5 331** | 53 |  | 416 | 796 |  | – | 372 |  | **6 969** |
| Services contractuels | 4 821 | 298 | 469 | 2 075 | 447 | **8 110** | 287 |  | 1 101 | 4 573 |  |  | 1 542 |  | **15 613** |
| Location et entretien des locaux et équipements | 3 723 | 69 | 33 | 103 | 17 | **3 945** | 35 |  | 104 | 5 |  |  | 322 |  | **4 411** |
| Matériels et fournitures | 1 141 | 395 | 65 | 482 | 224 | **2 307** | 5 |  | 280 | 1 145 |  |  | 139 |  | **3 875** |
| Amortissements |  |  |  |  | 5 070 | **5 070** | 0 |  | 86 | 56 |  |  |  |  | **5 212** |
| Frais d'expédition, de télécommunications et de services | 1 099 | 251 | 52 | 157 |  | **1 560** |  |  | 1 | 10 |  |  | 6 |  | **1 576** |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 573 |  |  | 53 |  | **626** |  |  |  |  |  |  |  |  | **626** |
| Autres charges | 40 |  | 0 | 17 | 6 811 | **6 868** | 320 |  | 0 | 569 |  | 2 | 1 771 | –2 501 | **7 030** |
| Charges financières | 135 | 17 | 11 | 39 | 369 | **571** |  |  | 22 | 51 | 16 |  | 12 |  | **674** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total des charges** | **78 504** | **27 442** | **12 298** | **27 744** | **31 152** | **177 140** | **718** | **22** | **2 848** | **8 990** | **98** | **25** | **7 394** | **–2 501** | **194 733** |
| **Excédent/(déficit)  de l'exercice** | **–78 389** | **14 175** | **–4 609** | **–25 939** | **79 463** | **–15 298** | **–671** | **–21** | **–545** | **–477** | **–63** | **0** | **–3** | **–** | **–17 078** |

Note 25 Présence régionale

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | AFRIQUE | | AMÉRIQUES | | ÉTATS ARABES | | ASIE-PACIFIQUE | | CEI | | EUROPE | |
|  | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs | Budget | Montants  effectifs |
| Charges de personnel | 2 022 | 1 871 | 2 061 | 2 045 | 887 | 836 | 1 344 | 1 348 | 385 | 384 | 484 | 524 |
| Frais de mission | 50 | 86 | 50 | 76 | 32 | 42 | 36 | 38 | 23 | 22 | 18 | 18 |
| Services contractuels | 21 | 28 | 4 | 1 | 5 | 1 | 3 | 2 | 3 | – | – | – |
| Location et entretien | 28 | 20 | 10 | 5 | 4 | 1 | 6 | 4 | 1 | – | – | – |
| Matériels et fournitures | 19 | 6 | 11 | 7 | 4 | 1 | 4 | 5 | 5 | 5 | 2 | – |
| Expéditions,  télécommunications | 24 | 24 | 19 | 18 | 9 | 4 | 12 | 13 | 2 | – | 1 | – |
| Autres charges | 47 | 24 | 30 | 23 | 5 | 1 | 7 | 2 | 3 | – | 1 | – |
| **Total (milliers CHF)** | **2 210** | **2 060** | **2 184** | **2 174** | **945** | **886** | **1 412** | **1 412** | **421** | **411** | **506** | **543** |

Des efforts ont continué d'être déployés au cours de l'année 2018 pour renforcer la présence régionale de l'UIT par le biais d'un ensemble de mesures visant à permettre à l'Union d'être plus réactive aux besoins particuliers des régions et de fournir efficacement et dans les meilleurs délais des résultats et des services de qualité aux niveaux national et régional. De nombreux projets d'assistance technique ont été mis en œuvre dans les régions: région Afrique (13 projets), région des Amériques (12 projets), région des États arabes (5 projets), région Asie-Pacifique (10 projets) et région Europe (2 projets). Un document relatif au renforcement de la présence régionale contenant plus de précisions est soumis au Conseil à sa session de 2019 (Document C19/25).

Note 26 Rapprochement entre les montants budgétés et les montants effectifs

Les états financiers incluent:

• Le budget ordinaire de l'UIT.

• Les manifestations ITU Telecom.

• Les contributions volontaires.

• Les caisses d'assurance.

• Les projets PNUD, FAS et FDTIC.

Le budget et les États financiers de l'Union sont établis sur des bases différentes. Le budget 2018‑2019 est établi sur une base mixte avec quelques éléments spécifiques qui ne sont pas traités selon une comptabilité d'engagement. De plus, le budget de l'Union traite uniquement de l'activité de l'Union excluant les activités financées par les contributions volontaires, les projets et les fonds.

Les États financiers de l'Union sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice en utilisant une classification fondée sur la nature des charges figurant dans l'état de la performance financière (voir Tableau II).

Les différences de périmètres sont dues aux fonds extrabudgétaires, lesquels ne sont pas inscrits au budget ordinaire. Pour rapprocher le résultat définitif selon le contrôle budgétaire du résultat net de l'exercice après ajustements IPSAS, il est nécessaire de tenir compte des différences entre la présentation budgétaire et la comptabilité d'exercice (voir Tableau V). Dans le budget, les dépenses en équipements non fongibles sont comptabilisées comme charges d'investissement. En comptabilité d'exercice, les équipements non fongibles (poste de plus de 5 000 CHF) sont inscrits sur les comptes d'immobilisation et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des actifs immobilisés acquis avec des fonds extrabudgétaires et transférés au bénéficiaire du projet. La charge d'amortissement liée aux immobilisations est comptabilisée dans l'état de la performance financière et non prise en compte dans le budget.

Dans le budget, les charges correspondant aux avantages du personnel sont prises en compte au fur et à mesure de leur versement, tandis qu'en comptabilité d'exercice, une partie des charges est estimée par un actuaire selon une méthodologie définie dans les normes comptables. Les engagements au titre l'assurance maladie après la cessation de service sont comptabilisés dans l'état de la situation financière, comme indiqué dans la Note 17. Les différences de change réalisées et non réalisées ne sont pas prises en compte dans le budget mais reflétées dans l'état de la performance financière. Il en est de même pour la provision pour les créances douteuses et la reconnaissance des stocks. Le remboursement du prêt FIPOI n'a pas été considéré comme une charge dans l'état de la performance financière même s'il avait été budgété.

Enfin, les intérêts liés aux prêts sans intérêts accordés par la FIPOI ont été calculés aux conditions normales du marché et n'ont pas été versés mais ont été reconnus en contribution et charge en nature dans l'état de la performance financière.

Pour l'exercice financier 2018, les produits et les charges ont été budgétés à un montant de 159,87 millions CHF. Une surveillance constante des charges ainsi qu'une augmentation des produits provenant du recouvrement des coûts et des ventes des publications ont permis de dégager un excédent budgétaire de 11,07 millions CHF.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2018** | | | |
| **Opérationnel** | **Placement** | **Financement** | **Total** |
|  | En milliers de CHF | | | |
| **Résultats sur une base comparable** | 11 077 |  |  | **11 077** |
| Variation et utilisation de la provision pour créances douteuses | 6 065 |  |  | 6 065 |
| Comptabilisation des stocks | –41 |  |  | –41 |
| Capitalisation des stocks |  | 2 246 |  | 2 246 |
| Amortissements | –4 074 |  |  | –4 074 |
| Gains et pertes de change | –162 |  |  | –162 |
| ASHI | –22 267 |  |  | –22 267 |
| Remboursement prêt FIPOI non considéré comme charge |  |  | 1 493 | 1 493 |
| Produits en nature | 862 |  |  | 862 |
| Charges en nature | –862 |  |  | –862 |
| Vente d'actifs | 14 |  |  | 14 |
| Divers | –5 |  |  | –5 |
| **Total des différences IPSAS** | **–20 470** | **2 246** | **1 493** | **–25794** |
| Gain Fonds 1000/1010 | –9 393 | 2 246 | 1 493 | –5 653 |
| Augmentation des réserves du Fonds 1010 | –441 |  |  | –441 |
| **Total excédent** | **–9 835** | **2 246** | **1 493** | **–6 095** |
| **Différences de périmètre** | **–1 881** |  |  | **–1 881** |
| **Excédent tel que montré dans l'état de la performance financière** | **–11 715** | **2 246** | **1 493** | **–7 976** |

Note 27 Informations relatives aux parties liées

L'entité suivante est à considérer comme partie liée:

– La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU).

Le Conseil d'Administration de l'Union se compose de 48 États Membres, sans désignation de personnes spécifiques.

L'Union est gérée par le Secrétaire général, qui en assure la direction, aidé en cela par le Vice-Secrétaire général et par trois Directeurs des Secteurs suivants (cadres de haut niveau siégeant au Conseil exécutif): le Secteur des radiocommunications (UIT-R), le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et le Secteur du développement des télécommunications (UIT-D). Les cinq fonctionnaires élus sont assistés par quatre hauts responsables de grade D.2 et 17 autres responsables de grade D.1 (chefs de départements et ou d'unités).

La rémunération globale payée au personnel clé de direction comprend le traitement net, l'indemnité de poste, des indemnités comme l'indemnité pour frais de représentation, l'indemnité d'affectation, l'indemnité de rapatriement, les congés accumulés, l'allocation logement, et l'expédition des effets personnels.

Le personnel clé de direction a également droit aux mêmes prestations que le personnel de la catégorie professionnelle, à savoir:

– Les congés dans les foyers.

– L'indemnité pour frais d'études.

– Des prestations après la cessation de service.

Ces prestations ne peuvent pas être quantifiées séparément de façon fiable.

Les membres du personnel clé de direction sont participants ordinaires à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

En 2018, l'Union a accordé à l'ancien fonctionnaire élu du BR (M. Rancy) une somme de 52 092 CHF et à l'ancien fonctionnaire élu du BDT (M. Sanou) une somme de 52 092 CHF pour les services qu'ils ont rendus à l'Union dans le cadre de leurs mandats respectifs.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 31.12.2018 | | 31.12.2017 | |
| En milliers de CHF | Nombre de personnes | Rémunérations globales | Nombre de personnes | Rémunérations globales |
| 5 fonctionnaires élus | 5 | 2 139 | 5 | 2143 |
| **Principaux dirigeants** | **5** | **2 139** | **5** | **2 143** |
| Directeurs D.2 | 4 | 1 148 | 4 | 1 196 |
| Directeurs D.1 | 17 | 5 102 | 20 | 4 656 |
| **Total des chefs de départements** | **21** | **6 250** | **24** | **5 852** |
| **Total des principaux dirigeants – UIT** | **26** | **8 389** | **29** | **7 995** |

Note 28 Engagements

L'UIT a conclu un contrat avec un prestataire tiers pour la location, l'installation et l'entretien de systèmes d'impression numérique noir/blanc et couleur. Ce contrat est entré en vigueur en 2014. Il arrivera à échéance en 2020. L'UIT n'a aucun contrat de location-financement. Les loyers payables dans le cadre de contrats de location opérationnelle sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière. L'UIT s'acquittera de coûts supplémentaires, le cas échéant en fonction du nombre de photocopies effectivement traitées, sur la base d'un coût par page défini par contrat.

Les paiements futurs minimums à effectuer au titre de ce contrat sont les suivants:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2018 | 31.12.2017 |
|  |  |  |
| Moins d'une année | 278 | 278 |
| De 1 à 5 ans | 278 | 556 |
| Plus de 5 ans | – | – |
|  |  |  |
| Engagement de leasing | **556** | **834** |

L'Union a des engagements contractuels avec différents prestataires de services. Ces contrats qui sont résiliables à court terme ne représentent pas un engagement financier défini à l'avance.

Note 29 Événements postérieurs à la date du bilan

Aucun événement postérieur à la date de clôture avec un impact significatif sur les états financiers de l'exercice 2018 n'est à relever après la signature des états financiers et leur soumission au Conseil pour approbation par le Secrétaire général en date du 28 mars 2019.

# 

# I BUDGET ORDINAIRE (ANNEXE B1)

Budget ordinaire

45 Pendant l'exercice 2018, les produits ainsi que les charges budgétés représentaient 159,87 millions CHF.

Produits

46 Un budget de 1,25 million CHF a été attribué pour les projets Bâtiment (0,75 million CHF) et TIC (0,5 million CHF) pour l'année 2018. Les charges connexes pour l'année 2018 sont incluses dans les charges totales du Secrétariat général.

Contributions mise en recouvrement

47 Les recettes provenant des contributions mises en recouvrement sont budgétées à 124,4 millions CHF par an pour l'exercice biennal2018-2019. Le total des contributions effectivement mises en compte s'est élevé à 125,19 millions CHF en 2018.

48 En 2018, les acteurs traditionnels du secteur privé qui sont membres de l'UIT ont continué à procéder à des regroupements, à savoir diverses fusions et acquisitions, ce qui a contribué à réduire les coûts. Dans le même temps, l'UIT s'est efforcée d'atteindre de nouveaux acteurs en vue de diversifier et de renforcer son groupe de membres et la participation de ses membres du secteur privé a évolué, reflétant la constante évolution de l'écosystème des TIC.

49 En 2018, plus de 800 entités du secteur privé et des milieux universitaires ont participé aux travaux de l'UIT, représentant au total près de 1 200 contributions versées. Il s'agit des niveaux les plus élevés jamais atteints à ce jour. L'UIT a attiré plus de 100 nouveaux membres au cours de l'année, tout en maintenant le taux annuel de perte de membres à environ 5%.

50 Au total, l'UIT compte deux fois plus de nouveaux membres qu'elle n'en a perdus en 2018. Malgré l'augmentation continue du nombre de membres, le niveau des contributions financières versées a relativement stagné, étant donné que la plupart des nouveaux acteurs du secteur ont choisi de participer aux travaux de l'UIT comme Associés et non comme Membres de Secteur. La mise en place d'une catégorie de contribution financière réduite pour les établissements universitaires a aussi contribué à cette augmentation récente. Cette tendance à l'augmentation du nombre de membres et à la stabilité, voire à la légère augmentation des produits, devrait se poursuivre dans les années à venir, en raison de la consolidation et de la diversification qui s'opèrent actuellement.

Recettes au titre de l'appui aux projets

51 Les recettes au titre de l'appui aux projets étaient budgétées à 1,37 million CHF pour 2018. Les recettes effectives se sont élevées à 0,4 million CHF, ce qui représente une diminution de 10% par rapport à 2017.

Ventes de publications

52 En raison du calendrier exceptionnel de parution des publications de service (service maritime) phares de l'UIT-R, les produits des ventes de publications en 2018 se sont établis à 13,86 millions CHF, un montant inférieur au budget. La publication confirmée de nouvelles éditions au cours du 2ème et du 4ème trimestre de 2019 entraînera une augmentation des produits de l'UIT, ce qui concordera davantage avec le budget 2018-2019. Les activités de développement des ventes ont été poursuivies en 2018, y compris d'une part l'ajout de nouveaux revendeurs à l'échelle mondiale, en vue de continuer à élargir les canaux de distribution et, d'autre part, la mise en relation avec plusieurs centaines d'inspecteurs des ports pour qu'ils donnent des avis sur les contrôles anti-contrefaçon améliorés mis au point par l'UIT-T. Un dialogue a été engagé avec les utilisateurs habituels de la base de données de l'UIT-D sur les indicateurs, dont l'Economist Intelligence Unit, en vue d'assurer la coordination concernant les accords de licence personnalisés en matière de données et les versements des redevances à l'UIT, tous les accords en matière de données signés précédemment avec d'autres utilisateurs ayant été renouvelés pour un an.

Produits et services au titre du recouvrement des coûts

53 Les produits et services au titre du recouvrement des coûts ont été estimés à 16 millions CHF dans le budget ordinaire pour 2018. Les revenus effectifs se sont élevés à 21 millions CHF (17 millions CHF en 2017). Cette hausse de 24% est due aux bons résultats enregistrés par les fiches de notification des réseaux à satellite.

Intérêts créditeurs

54 Le montant des intérêts créditeurs a été budgété à 0,3 million CHF. Le montant effectif s'est élevé à 377 000 CHF (29 000 CHF en 2017). En dépit des conditions de marché inchangées concernant le franc suisse, l'UIT a été en mesure d'effectuer des dépôts en USD dont les taux garantissent un bon rendement.

Charges

55 Des informations relatives aux charges sont fournies dans la Note 23.

56 Les dépenses totales du Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB) se sont chiffrées à 13,2 millions CHF en 2018, soit 98% du budget approuvé de 13,5 millions CHF. Le solde non dépensé, qui s'élève à environ 262 000 CHF, provient pour l'essentiel des économies réalisées en ce qui concerne les charges de personnel.

57 Au cours de l'exercice 2018, le budget du Bureau des radiocommunications (BR) a été géré de manière rigoureuse et conformément au Règlement financier et aux Règles financières de l'Union.

58 Au cours des réunions de préparation à la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT, le BR a eu la possibilité de faire connaître ses travaux aux membres.

59 Le BR a fait tout son possible pour maintenir les dépenses de 2018 dans les limites prévues par le budget. Les dépenses totales du BR se sont élevées à 25 millions CHF en 2018, soit 90% du budget approuvé de 27,9 millions CHF.

60 2018 a été une année importante pour le Bureau de développement des télécommunications (BDT). La 23ème réunion du Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT) s'est tenue du 9 au 11 avril 2018 au siège de l'UIT à Genève. La 18ème édition du Colloque mondial des régulateurs (GSR) a eu lieu du 9 au 12 juillet 2018 à Genève, sur le thème "Nouvelles frontières réglementaires". Le 16ème Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTIS) a eu lieu à Genève du 10 au 12 décembre 2018.

61 Le BDT a mené de nombreux programmes de renforcement des capacités, d'appui et d'assistance dans le domaine des télécommunications/TIC en faveur des membres de l'UIT. Les partenariats et la mobilisation de ressources ont été davantage renforcés en 2018.

62 Au total, 38 nouveaux accords de partenariat ont été signés avec diverses parties prenantes. Le Rapport d'activité pour 2018 présente de manière détaillée tous les domaines dans lesquels le BDT mène des activités.

63 Au 31 décembre 2018, sur un total de 253 actions (activités spécifiques) prévues pour 2018 par le BDT dans son budget opérationnel, 251 ont été mises en œuvre et 2 ont été reportées.

64 Les dépenses totales du BDT se sont élevées à 26,9 millions CHF en 2018, soit 96,5% du budget approuvé de 27,8 millions CHF. Au total, 0,9 million CHF d'économies ont été réalisées, principalement au titre des charges de personnel.

Charges non prévues au budget

65 Un montant de 22,22 millions CHF a été comptabilisé en charges pour ajuster la provision pour les prestations maladie après cessation de service dues aux fonctionnaires (ASHI).

66 Une contribution en nature a été comptabilisée à la fois en charges et en produits. Cette reconnaissance de la contribution en nature fait suite à la décision du Parlement suisse, qui a pris effet le 1er janvier 1996, de renoncer à prélever des intérêts sur les prêts accordés par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). Au 31 décembre 2018, cette contribution représente pour l'Union une économie d'environ 862 000 CHF sur la base du taux d'intérêts à long terme de 3,25%.

67 Un montant de 4,3 millions CHF a été comptabilisé en charges. Il s'agit des dépréciations constatées au cours de l'exercice 2018.

Cas de fraude

68 Suite au cas de fraude survenu dans le Bureau régional de l'UIT pour l'Asie et le Pacifique, une enquête a été menée en 2018 et a chiffré le préjudice financier subi par l'UIT à 1 550 970 CHF. Le fonctionnaire concerné a été révoqué au début de 2019. Les fournisseurs impliqués et leurs propriétaires/actionnaires ainsi que les consultants impliqués ont désormais l'interdiction d'entretenir quelque relation contractuelle que ce soit avec l'UIT.

69 Conformément aux exigences des normes IPSAS, une provision correspondant au montant susmentionné a été prévue dans les états financiers pour 2018, au cas où les donateurs décideraient de demander la somme correspondant à la fraude. Le même montant, 1 550 970 CHF, est également comptabilisé à l'actif de la situation financière.

70 Par une lettre officielle datée du 15 février 2019, il a été demandé au fonctionnaire concerné de rembourser la somme due susmentionnée. Une partie de cette somme pourrait être remboursée en faisant les démarches nécessaires auprès de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) pour transférer à l'administration de l'UIT les droits à pensions accumulés par le fonctionnaire, moyennant le paiement d'un versement de départ au titre de la liquidation des droits correspondant aux cotisations accumulées par le fonctionnaire auprès de la CCPPNU. Le Secrétaire général de l'UIT réserve à l'UIT le droit de prendre toute autre mesure possible en vue d'obtenir la réparation de ce préjudice, en particulier à engager des procédures à l'échelle nationale.

Provision pour comptes débiteurs

71 Après le paiement de créances pour un montant de 8,8 millions CHF pour lesquelles une provision avait été constituée ces dernières années, la provision pour créances douteuses a été réduite en conséquence. En fin d'exercice, un ajustement a été comptabilisé, d'un montant de 2,7 millions CHF pour le budget ordinaire et d'un montant de 216 000 CHF pour Telecom World 2018 en ce qui concerne les créances douteuses.

Bourses

Tableau en milliers de CHF

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Budget 2018 | Charges 2018 | Montant disponible | Taux d'utilisation |
| Budget ordinaire | 1 568 | 924 | 644 | 59% |
| UIT-R | 150 | 83 | 67 | 56% |
| UIT-T | 450 | 423 | 27 | 94% |
| UIT-D | 968 | 417 | 551 | 43% |
| Fonds extrabudgétaires | 805 | 183 | 622 | 23% |
| **Total** | **2 373** | **1 107** | **1 266** | **53%** |

Représentation géographique

Le Document C19/31 fournit des renseignements plus précis concernant les bourses.

Fonds de réserve

72 Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier de l'Union, le Fonds de réserve est alimenté essentiellement par des crédits budgétaires inutilisés. Il est donc composé de fonds propres de l'UIT.

73 Le Fonds de réserve comprend également les fonds concernant les activités pour lesquelles l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts en vertu de la Résolution 1113 du Conseil (Document C97/133). A ce jour, les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts concernent:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– L'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

– TELECOM.

– La vente de publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

# II NOUVEAUX LOCAUX DU SIÈGE (ANNEXE B2)

74 Au cours de l'année 2018, l'architecte lauréat et le secrétariat se sont efforcés d'optimiser la conception au regard du coût global du projet, tout en respectant le cahier des charges.

75 L'architecte élabore actuellement la documentation technique à l'appui du "deuxième message", qui sera adressé au pays hôte afin de demander le déblocage de la seconde et dernière tranche du prêt pour financer les phases de démolition et de construction. La première tranche, destinée à financer la phase actuelle, était au départ mise à disposition jusqu'au 31 décembre 2019.

76 Or, le pays hôte a indiqué que la période de disponibilité de la première tranche du prêt pourrait être étendue au-delà de fin 2019 afin de disposer d'un délai supplémentaire pour déterminer l'enveloppe totale exacte de coût du projet. La décision ayant été prise dans le but d'élargir le parti architectural, l'architecte a continué à optimiser les coûts du parti architectural initial, qui a été présenté en octobre 2018. La version finale doit être présentée le 1er avril 2019.

77 Compte tenu des recommandations figurant dans la Résolution 212 (Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, une estimation détaillée des coûts a été réalisée et sera communiquée aux États Membres à la session de 2019 du Conseil.

78 Afin d'apporter à l'équipe des compétences professionnelles dans le domaine de la construction, un cabinet de conseil externe a été recruté, pour la première fois, pour fournir des services de conseil concernant l'appui technique jusqu'en avril 2019. Dans l'intervalle, un appel d'offres international a été lancé en novembre 2018 pour la fourniture, à compter d'avril 2019, de services de gestion du projet, d'appui technique et d'appui à la gestion des risques à long terme (Services d'appui externes pour le projet de construction).

79 Suite à l'adoption de la Résolution 212 (Dubaï, 2018), l'UIT a signé deux accords de parrainage, l'un avec l'administration de l'Arabie saoudite, à hauteur de 10 millions CHF et l'autre avec l'administration des Émirats arabes unis, à hauteur de 5 millions CHF.

80 En outre, l'UIT a reçu un don de 100 000 USD de la République tchèque.

81 Un prêt de 1 667 000 CHF a été reçu et, en 2018, les dépenses liées au projet de nouveau bâtiment se sont chiffrées à 1 479 209 CHF.

# III CAISSE D'ASSURANCE (ANNEXE B3)

82 La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT couvre l'ensemble des fonds garantissant les pensions du personnel qui était en fonction avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. A l'origine, elle se composait de plusieurs fonds et comptes individuels. Fin 2018, le Fonds de réserve et des compléments a servi 22 pensions de retraites et 22 pensions de survivants, et le Fonds d'intervention a permis d'assister les fonctionnaires et les pensionnés se trouvant dans une situation financière difficile. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les assurés de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

83 Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires), le personnel de l'UIT est affilié à partir du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union.

84 Un compte courant est ouvert pour chacun des deux fonds restants auprès du Crédit Mutuel en France. Le Fonds de réserve et des compléments a présenté un déficit de19 363,80 CHF.

# IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (ANNEXE B4)

85 Selon la catégorie de projets PNUD, l'UIT peut être l'agent d'exécution exclusif ou exécuter le projet conjointement avec le PNUD.

86 D'une manière générale, il existe deux catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT et les projets exécutés par les gouvernements.

87 Pour les projets exécutés partiellement ou en totalité par l'UIT, le PNUD fixe un budget à l'intention de l'UIT. A la fin de chaque année, le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues dans le cadre de ce budget, sur la base du "Project Delivery Report" (PDR). Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

88 En 2018, le compte du Fonds opérationnel (Operating Fund) avec le PNUD présente un solde de 335 815 CHF en faveur de l'UIT (317 959 CHF en faveur de l'UIT en 2017).

# V FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (ANNEXE B5)

89 Le Fonds spécial de coopération technique (FSCT) a été créé en vue de répondre aux besoins des pays en développement qui sollicitent de l'Union une assistance d'urgence. Ce Fonds est alimenté par des contributions volontaires soit sous forme de dons en espèces dans n'importe quelle devise, ou sous toute autre forme.

90 Les crédits non utilisés pour tous les types de projets financés par des tiers ainsi que des fonds de l'UIT représentent 28,1 millions CHF en 2018 (20,1 millions CHF en 2017). Le solde du Fonds de tiers en cours d'affectation qui s'élevait à 1,3 million CHF fin 2018 (1,9 million CHF fin 2017) est composé des dernières sommes reçues pour les projets sur le point d'être lancés ainsi que des sommes restant après la clôture de projets. Celles-ci sont retournées aux bailleurs de fonds ou allouées à de nouveaux projets.

91 En 2018, les actifs liquides s'élevaient à 16,4 millions CHF (contre 21,3 millions CHF en 2017). Le montant des placements se chiffrait à 18,4 millions CHF fin 2018 (9,3 millions CHF en 2017). Ces placements ont généré des intérêts s'élevant à 298 000 CHF en 2018 (172 000 CHF en 2017).

Dépenses relatives aux projets et dépenses d'appui 2018

92 En 2018, les dépenses pour l'ensemble des projets financés sur des fonds d'affectation spéciale se sont élevées à 8,9 millions CHF, contre 9 millions CHF en 2017. Les dépenses d'appui se sont chiffrées à 526 000 CHF en 2018 (568 000 CHF en 2017).

# VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE B6)

93 En 2018, les actifs liquides s'élevaient à 9,7 millions CHF (9 millions CHF en 2017).

94 En 2018, les dépenses pour l'ensemble des contributions volontaires se sont chiffrées à 2,6 millions CHF, contre 2,8 millions CHF en 2017.

# VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TIC (FDTIC) (ANNEXE B7)

95 Le solde du Fonds pour le développement des TIC s'établissait à 4,3 millions CHF au 31 décembre 2018 (4,4 millions CHF au 31 décembre 2017).

96 En 2018, un montant de 295 000 CHF a été alloué au financement de projets TIC et les intérêts générés par les dépôts, qui se sont chiffrés à 72 000 CHF, ont été tranférés vers le Fonds de roulement des TIC.

# VIII ITU TELECOM WORLD 2018 (ANNEXE B8)

97 Le budget révisé d'ITU Telecom World 2018 a été approuvé le 17 juillet 2018, avec un montant total attendu des produits de 7 046 000 CHF et un montant total des charges de 6 670 000 CHF, soit un résultat de 376 000 CHF pour la manifestation. En raison de la baisse prévue du total des produits, il est devenu nécessaire de réduire les charges, en conséquence de quoi le budget a été révisé.

98 Au 31 décembre 2018, ITU Telecom World 2018 affichait un résultat de –254 867,62 CHF, avec un total des produits effectifs se chiffrant à 5 743 749,64 CHF et un total des charges effectives se chiffrant à 5 998 617,26 CHF. Le fait que la manifestation ait été déficitaire s'explique principalement par le manque à gagner en ce qui concerne les parrainages et les locations d'emplacements et par les créances impayées. En l'absence des provisions pour ces créances, d'un montant de 215 970,95 CHF, la manifestation aurait affiché un résultat de –38 896,67 CHF.

99 Le total des produits effectifs représente 82% du montant budgété de 7 046 000 CHF. Les manifestations Telecom comptent de façon importante sur des apports du secteur privé du pays hôte. Toutefois, plusieurs entités que l'UIT ciblait pour des parrainages et pour des locations d'emplacements ont été sollicitées directement par le pays hôte, pour qu'elles l'aident à remplir ses obligations financières concernant la manifestation.

100 Le pays hôte a apporté des contributions en numéraire et en nature (fourniture gratuite de biens et de services), conformément à l'Accord de pays hôte conclu entre l'UIT et le Gouvernement de la République sudafricaine. Les contributions en numéraire apportées par le pays hôte, qui s'établissent au total à 1 601 112,04 CHF, incluent le versement d'une somme forfaitaire de 1,5 million CHF, pour participer aux charges de base d'ITU Telecom pour la préparation, la planification et la mise en œuvre de la manifestation. En outre, un montant de 101 112,04 CHF a été versé par le Gouvernement pour les fonctionnaires en mission dans le pays hôte. Ce soutien financier a représenté 28% du montant total des produits effectifs et 99% du montant budgété en tant que contribution du pays hôte. Le pays hôte a également fourni gratuitement des biens et services d'une valeur non négligeable, et notamment le lieu de la manifestation avec l'électricité et les services de nettoyage, les services de sécurité, le personnel local, les équipements informatiques, les transports locaux pour les participants, etc.

101 Au total, la surface d'exposition payante a été de 3 048 m2, dont 2 250 m2 d'espace brut et 798 m2 de stands clés en main. L'espace brut loué de 2 250 m2 correspond à 65%de la surface de 3 450 m2 prévue dans le budget. Les produits effectifs tirés de la location de l'espace brut se sont élevés à 1 121 255 CHF, soit 64% du budget. En 2017, les produits effectifs tirés de la location de l'espace brut se sont élevés au total à 1 853 924 CHF, soit environ le même montant que le budget de 2017. Les produits effectifs tirés de la location de l'espace brut pour 2018 correspondent à 60% des produits de 2017. Pour la location d'espace, des tarifs réduits ont été appliqués conformément aux politiques et aux procédures. Le total des ventes de forfaits de

solutions clés en main s'est élevé à 724 300 CHF pour 798 m2, ce qui correspond à 67% du montant prévu dans le budget et à 66% de l'espace qu'il était prévu de vendre (1 212 m2). En 2017, les produits effectifs tirés des solutions clés en main se sont élevés à 1,036 million CHF pour 1 307 m2 tandis qu'en 2016, 914 m2 ont été vendus pour 625 790 CHF.

102 Les produits effectifs tirés de l'ensemble des ventes de billets d'entrée se sont élevés à 319 710 CHF, un montant nettement supérieur au montant budgété de 150 000 CHF. Les produits tirés de la vente des billets d'entrée au forum ont été supérieurs de 24% au montant budgété. 407 billets d'entrée au forum ont été vendus, pour un montant de 315 425 CHF; le montant budgété était de 141 000 CHF et 120 participants étaient attendus. L'augmentation des produits est considérable par rapport à 2017, où 121 billets d'entrée au forum ont été vendus, pour seulement 113 600 CHF. Le total des produits tirés de la vente de billets d'entrée à l'exposition s'est élevé à 4 285 CHF, ce qui représente 48% du montant budgété. Les billets d'entrée pour les visiteurs étrangers coûtaient 20 CHF, tandis que les billets pour les ressortissants de la République sudafricaine coûtaient 5 CHF. 479 visiteurs payants ont participé à la manifestation, contre 2 509 en 2017, 381 en 2016 et 212 en 2015.

103 Le total des charges effectives s'est élevé à 5 998 617,26 CHF, ce qui représente 90% du montant total de charges budgété de 6 670 000 CHF. La poursuite de la mise en œuvre de mesures d'efficacité par le secrétariat d'ITU Telecom et les contrôles financiers exercés par le Département de la gestion des ressources financières ont permis de réaliser des économies. Seulement 2 286 703,19 CHF, soit 93%, du total des coûts directs budgétés de 2 470 000 CHF ont été dépensés. Cela inclut les provisions pour les créances impayées, d'un montant total de 215 970,95 CHF.

104 Les charges de base comprennent le recouvrement des coûts à l'UIT et le coût du secrétariat d'ITU Telecom pendant la période où le personnel a assuré des services relatifs à la manifestation. Ces coûts indirects, d'un montant total de 3 711 914,07 CHF, représentent seulement 88% du budget des charges de base. Un montant fixe de 1 million CHF pour le recouvrement des coûts à l'UIT a été prévu dans le budget, ce qui représente les traitements et rémunérations de fonctionnaires d'autres départements ayant rendu des services pour ITU Telecom World 2018. Le fait que les charges de base soient moins élevées est dû aux économies réalisées grâce aux postes vacants au sein du secrétariat d'ITU Telecom ainsi qu'aux détachements de fonctionnaires d'ITU Telecom dans d'autres départements de l'UIT, qui font l'objet d'un remboursement partiel.

# IX VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION

105 Conformément aux dispositions de l'Article 28 du Règlement financier, le Vérificateur extérieur des comptes de l'Union est l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques de l'Italie. Elle a été désignée par le Conseil, à sa session de 2011, selon les modalités arrêtées à la Conférence de plénipotentiaires, pour un mandat de quatre ans. La vérification des comptes est effectuée selon les normes usuelles généralement acceptées en la matière et sous réserve de toutes directives spéciales du Conseil en conformité avec le mandat additionnel pour la vérification des comptes, joint en Annexe 1 du Règlement financier.

106 Conformément aux Normes comptables pour le système des Nations Unies, les informations soumises à vérification sont présentées dans des états ou des tableaux.

107 Les comptes audités sont soumis au Conseil pour approbation. Ils sont accompagnés des rapports du Vérificateur extérieur des comptes qui sera invité à présenter ses rapports à la séance du Conseil prévue à cet effet.

ANNEXE A

projet de résolution

Rapport de gestion financière pour l'exercice 2018

Le Conseil,

vu

le [numéro 101](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf) de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et [l'Article 30](https://www.itu.int/en/council/Documents/Financial-Regulations/S-GEN-REG_RGTFIN-2018-PDF-F.pdf)du Règlement financier de l'Union,

ayant examiné

le Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2018 portant sur les comptes vérifiés de l'exercice financier 2018 du Budget de l'Union ainsi que la position des comptes TELECOM de 2018, les comptes vérifiés 2018 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT,

et ayant noté

que les rapports du Vérificateur extérieur des comptes de l'Union sont présentés dans le [Document C19/40](http://www.itu.int/md/S19-CL-C-0040/en),

décide

d'approuver le Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2018 ([Document C19/42](https://www.itu.int/md/S19-CL-C-0042/en)) portant sur les comptes vérifiés de l'Union, la position des comptes TELECOM de 2018 ainsi que les comptes 2018 vérifiés pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.

ANNEXE B1

Budget ordinaire

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produits | Montants budgétés | | | | Montants effectifs | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 |
| *Contributions mises en recouvrement des Etats Membres* | *106 371* |  |  | *106 371* | *108 597* | *2 226* |
| *Contributions mises en recouvrement des Membres de Secteur* | *15 875* |  |  | *15 875* | *14 219* | *–1 656* |
| *Contributions mises en recouvrement des Associés* | *1 955* |  |  | *1 955* | *1 787* | *–168* |
| *Contributions mises en recouvrement des établissements universitaires* | *200* |  |  | *200* | *358* | *158* |
| *Contributions pour les conférences* |  |  |  |  | *230* | *790* |
| **Contributions mises en recouvrement** | *124 401* |  |  | *124 401* | *125 191* | *790* |
| *Dépenses d'appui* | *1 375* |  |  | *1 375* | *426* | *–949* |
| *Ventes des publications* | *19 000* |  |  | *19 000* | *13 865* | *–5 135* |
| *Numéros UIFN* | *500* |  |  | *250* | *905* | *655* |
| *TELECOM* | *1 500* |  |  | *1 500* | *1 000* | *–500* |
| *Recouvrement des coûts – fiches de notification des réseaux à satellite* | *14 000* |  |  | *13 000* | *19 070* | *6 070* |
| *Recouvrement des coûts – autres* |  |  |  | *–* | *22* | *22* |
| **Recouvrement des coûts** | *36 375* |  |  | *35 125* | *35 289* | *164* |
| **Intérêts** | *300* |  |  | *300* | *377* | *77* |
| **Autres produits** | *100* |  |  | *100* | *1 994* | *343* |
| **Prélèvement sur le Fonds de réserve** | *–2 245* |  |  | *–2 245* | *-* | *2 245* |
| **Économies réalisées au cours des années précédentes** | *946* |  |  | *946* |  |  |
| **Total produits** | ***159 877*** |  | ***-*** | ***158 627*** | ***162 851*** | ***2 673*** |
| Charges | Montants budgétés | | | | Montants  effectifs | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial |  | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2018 |  | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 | 31.12.2018 |
| *Secrétariat général* | *90 549* |  |  | *90 549* | *81 803* | *8 746* |
| *Secteur des radiocommunications* | *27 988* |  |  | *27 988* | *25 052* | *2 936* |
| *Secteur de la normalisation des télécommunications* | *13 505* |  |  | *13 505* | *13 243* | *262* |
| *Secteur du développement des télécommunications* | *27 835* |  |  | *27 835* | *26 863* | *972* |
| *Charges non prévues dans le budget approuvé* |  |  |  | *–* | *4 813* | *–3 262* |
| Total charges | ***159 877*** |  | *–* | ***159 877*** | ***151 774*** | ***9 654*** |
| **Résultats** |  |  |  |  | *11 077* | *12 327* |

ANNEXE B2

Nouveaux locaux du siège

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | **31/12/2018** | **31/12/2017** |
| **PRODUITS** |  |  |
| Produits d'exploitation | 0 | 48 |
| **Total des produits** | **0** | **48** |
| **CHARGES** |  |  |
| Charges de personnel | 171 | 18 |
| Frais de missions | 0 | 52 |
| Services contractuels | 1 | 287 |
| Location et entretien des locaux et équipements | 0 | 35 |
| Matériels et fournitures | 15 | 5 |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services | 0 | 0 |
| Autres charges | 0 | 320 |
| Charges financières | 0 | 0 |
| **Total des charges** | **188** | **718** |
| **Excédent/déficit de la période** | **–188** | **–718** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de CHF) | **31/12/2018** | **31/12/2017** |
| **ACTIF** |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie |  | 407 |
| Placements |  | – |
|  |  | – |
| **Total Actifs courants** | **296** | **407** |
|  |  |  |
| **Actifs non courants** |  |  |
| Immobilisations corporelles | – | – |
| Immobilisations incorporelles | – | – |
| Biens en construction | 1 279 | – |
| **Total Actifs non courants** | **1 279** | – |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **1 575** | **407** |
| **PASSIF** |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |
| Fournisseurs et autres créanciers | 39 | 358 |
| **Total Passifs courants** | **39** | **358** |
|  |  |  |
| **Passifs non courants** |  |  |
| Emprunts | 2 387 | 720 |
| Avantages du personnel | 8 |  |
| **Total Passifs non courants** | **2 395** | **720** |
| Fonds propres affectés | 859 | –671 |
| **TOTAL DU PASSIF** | **1 575** | **407** |

ANNEXE B3

Caisse d'assurance du personnel – Voir la Note 2

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| État de la performance financière pour l'exercice 2018 et comparatif avec l'exercice 2017 | | | | |
|  | Fonds de réserve  et des compléments | | Fonds d'intervention | |
|  | CHF | | CHF | |
|  | 2018 | 2017 | 2018 | 2017 |
| CHARGES |  |  |  |  |
| Rentes | 19 363,80 | 21 862,80 |  | *–* |
| Dons |  |  |  |  |
| Autres charges |  |  |  | *–* |
| Total des charges | 19 363,80 | 21 862,80 |  | *–* |
| Excédent sur l'année |  |  |  | 34,35 |
| **TOTAL** | **19 363,80** | **21 862,80** |  | **34,35** |
|  |  |  |  |  |
| PRODUITS |  |  |  |  |
| Intérêts sur placement | – | 784,65 |  | 34,35 |
| Total des produits | – | 784,65 |  | 34,35 |
| Déficit sur l'année | 19 363,80 | 21 078,15 |  |  |
| **TOTAL** | **19 363,80** | **21 862,80** |  | **34,35** |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| État de la situation financière au 31 décembre 2018 et comparatif avec les chiffres au 31 décembre 2017 | | | | |
|  | Fonds de réserve et des compléments | | Fonds d'intervention | |
|  | CHF | | CHF | |
|  | 2018 | 2017 | 2018 | 2017 |
| ACTIF |  |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 6 236 867,40 | 6 256 231,20 | 277 580,84 | 277 441,84 |
| Fonds à recevoir |  |  |  |  |
| Débiteurs |  |  |  |  |
| Actifs transitoires |  |  | – | 139,00 |
| **TOTAL** | **6 236 867,40** | **6 256 231,20** | **277 580,84** | **277 580,84** |
|  |  |  |  |  |
| PASSIF |  |  |  |  |
| Avantages du personnel | 54 000,00 | 54 000,00 |  |  |
| Fonds propres affectés | 6 182 867,40 | 6 202 231,20 | 277 580,84 | 277 580,84 |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL** | **6 236 867,40** | **6 256 231,20** | **277 580,84** | **277 580,84** |

ANNEXE B4

PROJETS DU PNUD (en dollars EU) – Voir la Note 20

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Projets | Solde au 31.12.2017 | Produits/clôture | Charges | | Solde au 31.12.2018 |
| Fonds reçus/remboursés en 2018 | Charges au titre des projets | Dépenses d'appui |
| P.40552.1.01 | 187 457,54 | (187 457,54) | – | – | – |
| **Total** | **187 457,54** | **(187 457,54)** | **–** | **–** | **–** |

ANNEXE B5

Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) – Voir la Note 20



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(fin)*



ANNEXE B6

Contributions volontaires – en francs suisses – Voir la Note 20



Contributions volontaires *(suite)*



Contributions volontaires *(suite)*



Contributions volontaires *(fin)*



ANNEXE B7

Fonds pour le développement des technologies de l'information et de   
la communication (FDTIC) – en francs suisses – Voir la Note 20

**Évolution du Fonds de roulement des TIC**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Diminution | 2018 | Augmentation | 2018 |
|  |  |  |  |
| Financement de projets | 295 253,29 | Contributions 2018 | – |
| Charges administratives | 92,00 | Intérêts | 72 495,69 |
| Annulation de la réévaluation 2017 | 67 139,05 | Intérêts transférés depuis les fonds d'affectation spéciale | 37 983,31 |
|  |  | Rapatriement des soldes des projets FDTIC clôturés | 45 493,05 |
|  |  | Réévaluation 2018 | 98 361,00 |
|  |  | Excédent des charges | 108 151,29 |
|  |  |  |  |
|  | 362 484,34 |  | 362 484,34 |
|  |  |  |  |

ANNEXE B8

ITU TELECOM WORLD 2018

Résumé des produits et charges par catégorie au 31 décembre 2017

*En francs suisses*



ANNEXE C

SITUATION DES ARRIÉRÉS AU 31.12.2018

MONTANTS DUS CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS ET LES PUBLICATIONS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| A États Membres de l'Union | Année | Contributions | Publications | Total |
| Antigua-et-Barbuda | 1987-2017 | 1 901 920,20 | 38 819,80 | 1 940 740,00 |
| Brésil | 2016-2017 | 16 863,47 | 0,00 | 16 863,47 |
| Cameroun | 2014-2017 | 174 280,98 | 0,00 | 174 280,98 |
| Comores | 2014-2017 | 5 402,50 | 0,00 | 5 402,50 |
| Dominique | 2001-2017 | 458 649,65 | 0,00 | 458 649,65 |
| Égypte | 2017 | 174 860,25 | 0,00 | 174 860,25 |
| Guinée | 2014-2017 | 82 953,07 | 0,00 | 82 953,07 |
| Iran | 2016-2017 | 73 457,68 | 0,00 | 73 457,68 |
| Libye | 2014-2017 | 1 529 086,10 | 0,00 | 1 529 086,10 |
| Malawi | 2015-2017 | 22 389,15 | 0,00 | 22 389,15 |
| Nauru | 1991-2017 | 1 575 295,50 | 0,00 | 1 575 295,50 |
| Népal | 2013-2017 | 8 160,05 | 42,00 | 8 202,05 |
| Nicaragua | 2015-2017 | 278 342,60 | 0,00 | 278 342,60 |
| Pakistan | 2017 | 9 381,00 | 0,00 | 9 381,00 |
| Pérou | 2014-2017 | 7 572,35 | 0,00 | 7 572,35 |
| Tunisie | 2015-2017 | 7 786,35 | 0,00 | 7 786,35 |
| États-Unis | 2014-2017 | 1 167 584,70 | 0,00 | 1 167 584,70 |
| Vanuatu | 2014-2017 | 32 642,89 | 0,00 | 32 642,89 |
| Venezuela | 2013-2017 | 1 124 027,08 | 0,00 | 1,124,027.08 |
|  | | 8 650 655,57 | 38 861,80 | 8 689 517,37 |

| B Membres de Secteur et autres entités | Année | Contributions | Publications | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Algérie** |  |  |  |  |
| – Centre de développement des technologies avancées, Alger | 2015 | 2 455,90 | 0,00 | 2 455,90 |
| – Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Comm., Alger | 2012-2013 | 3 258,70 | 0,00 | 3 258,70 |
| – Orascom Telecom Algérie, Alger | 2010 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – Wataniya Telecom Algérie Spa, Alger | 2005-2007 | 7 955,25 | 0,00 | 7 955,25 |
| **Argentine** |  |  |  |  |
| – Cooperativa Telefónica (COTELCAM), Buenos Aires | 2003-2006 | 36 020,85 | 0,00 | 36 020,85 |
| – IMPSAT Corp. S.A., Buenos Aires | 1999-2006 | 57 530,00 | 0,00 | 57 530,00 |
| **Australie** |  |  |  |  |
| – NewSat Limited Pty. Ltd., Sydney | 2015 | 5 300,10 | 0,00 | 5 300,10 |
| **Azerbaïdjan** |  |  |  |  |
| – Université technique d'Azerbaïdjan, Bakou | 2016 | 2 340,75 | 0,00 | 2 340,75 |
| **Bahreïn** |  |  |  |  |
| – Gateway Gulf LLC, Manama | 2010 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| **Bélarus** |  |  |  |  |
| – Belarsat LLC, Minsk | 2009-2010 | 20 791,95 | 0,00 | 20 791,95 |
| **Belgique** |  |  |  |  |
| – AnSem, Heverlee | 2010 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |
| **Botswana** |  |  |  |  |
| – Mascom Wireless Botswana (Pty), Gaborone | 2012-2013 | 5 554,70 | 0,00 | 5 554,70 |
| **Canada** |  |  |  |  |
| – Avvasi Inc., Waterloo | 2015 | 13 098,20 | 0,00 | 13 098,20 |
| – The Institute of Mobile Technologies, Toronto | 2011-2012 | 6 337,55 | 0,00 | 6 337,55 |
| **Chine (République populaire de)** |  |  |  |  |
| – PCCW Limited, Hong Kong | 2002-2006 | 1 013 990,95 | 0,00 | 1 013 990,95 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Costa Rica** |  |  |  |  |
| – Université de Costa Rica, San José | 2017 | 2 185,75 | 0,00 | 2 185,75 |
| **Côte d'Ivoire** |  |  |  |  |
| – Association des Consommateurs de télécommunications, Abidjan | 2007-2008 | 8 209,30 | 0,00 | 8 209,30 |
| – Côte d'Ivoire Telecom, Abidjan | 2002-2006 | 779 521,15 | 0,00 | 779 521,15 |
| **Guinée équatoriale** |  |  |  |  |
| – GETESA, Malabo | 2015-2016 | 2 480,40 | 0,00 | 2 480,40 |
| **Égypte** |  |  |  |  |
| – Barkotel Communications, Le Caire | 2002-2006 | 44 404,70 | 0,00 | 44 404,70 |
| – LINKdoNET, Le Caire | 2008-2009 | 7 089,45 | 0,00 | 7 089,45 |
| – Telecom Consultants, Le Caire | 2002-2006 | 46 376,80 | 0,00 | 46 376,80 |
| – Trade Fairs International, Le Caire | 2000-2006 | 61 053,70 | 0,00 | 61 053,70 |
| **Fidji** |  |  |  |  |
| – South Pacific Commission, Suva | 2012-2013 | 5 551,40 | 0,00 | 5 551,40 |
| **Finlande** |  |  |  |  |
| – Octagon Telecom Oy (Ex. Oy Cubio Communications Ltd.), Helsinki | 2012-2013 | 14 406,65 | 0,00 | 14 406,65 |
| **France** |  |  |  |  |
| – LegalBox, Paris | 2016-2017 | 16 242,58 | 0,00 | 16 242,58 |
| – Viable France, Paris | 2010-2012 | 13 095,30 | 0,00 | 13 095,30 |
| **Gambie** |  |  |  |  |
| – Africel Ltd., Banjul | 2015-2017 | 4 496,05 | 0,00 | 4 496,05 |
| **Ghana** |  |  |  |  |
| – Regional Maritime University, Accra | 2012 | 2 220,66 | 0,00 | 2 220,66 |
| **Guinée** |  |  |  |  |
| – SOTELGUI, Conakry | 2010-2012 | 6 912,48 | 0,00 | 6 912,48 |
| **Guyane** |  |  |  |  |
| – Guyana Telephone and Telegraph, Georgetown | 2017 | 39 343,55 | 0,00 | 39 343,55 |
| **Haïti** |  |  |  |  |
| – Haiti Télécommunications Int. S.A., Petion-Ville | 2008 | 59 084,50 | 0,00 | 59 084,50 |
| **Honduras** |  |  |  |  |
| – UNITEC, Tegucigalpa | 2012 | 2 925,00 | 0,00 | 2 925,00 |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Hongrie** |  |  |  |  |
| – Tel2tel Kft., Budapest | 2017 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| **Inde** |  |  |  |  |
| – Amity Institute of Telecom Eng., Noida | 2017 | 2 185,75 | 0,00 | 2 185,75 |
| – Centre for Internet and Society, Bangalore | 2014-2015 | 4 935,35 | 0,00 | 4 935,35 |
| – Luna Ergonomics Pvt. Ltd., Noida | 2011 | 6 201,10 | 0,00 | 6 201,10 |
| – Mahanagar Telephone Nigam Ltd., New Delhi | 2012 | 52 650,55 | 0,00 | 52 650,55 |
| – Raitel Corporation on India Ltd., New Delhi | 2013 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
| – Reliance Infocom Ltd., Navi Mumbai | 2009 | 118 447,75 | 0,00 | 118 447,75 |
| – Shyam Telecom Limited, Gurgaon | 2010-2012 | 5 868,30 | 0,00 | 5 868,30 |
| – Sinhgad Tech. Education Society, Pune | 2011-2012 | 4 170,25 | 0,00 | 4 170,25 |
| – Tata Communications Ltd., New Delhi | 2013 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
| – Telecommunications Consultants, New Delhi | 2006-2007 | 129 016,85 | 0,00 | 129 016,85 |
| – TranSwitch India Pvt. Ltd., New Delhi | 2012 | 15 600,20 | 0,00 | 15 600,20 |
| – Vihaan Networks Ltd., Gurgaon | 2013 | 49 670,35 | 0,00 | 49 670,35 |
| **Indonésie** |  |  |  |  |
| – PT Bakrie Telecom Tbk., Jakarta | 1997-2002 | 64 486,25 | 0,00 | 64 486,25 |
| **Israël** |  |  |  |  |
| – Gilat Satellite Networks Ltd., Petah Tikva | 1997-2002 | 107 197,90 | 0,00 | 107 197,90 |
| – IP Light, Petach Tikva | 2017 | 11 657,35 | 0,00 | 11 657,35 |
| – TangoTec, Il Haifa | 2015-2016 | 11 880,85 | 0,00 | 11 880,85 |
| – Telrad Networks Ltd., LOD | 1998-2006 | 93 566,20 | 0,00 | 93 566,20 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Italie** |  |  |  |  |
| – Aethra S.p.A., Palombina | 2007-2008 | 35 276,45 | 0,00 | 35 276,45 |
| – Intermatica S.p.A., Roma |  | 2 162,40 | 0,00 | 2 162,40 |
| – Selex Communications S.p.A., Gênes | 2001-2007 | 546 384,00 | 0,00 | 546 384,00 |
| **Jordanie** |  |  |  |  |
| – Jordan Mobile Telecomm., Amman | 2016 | 4 633,80 | 0,00 | 4 633,80 |
| – Middle East Communications (MEC), Amman | 2008-2009 | 6 998,65 | 0,00 | 6 998,65 |
| – Talal Abu-Ghazaleh & Co., Amman | 2006-2007 | 16 127,25 | 0,00 | 16 127,25 |
| **Kazakhstan** |  |  |  |  |
| – Kazakh Academy of Transp. & Comm., Almaty | 2008-2009 | 7 598,50 | 0,00 | 7 598,50 |
| **Kenya** |  |  |  |  |
| – Intersat Africa Limited, Nairobi | 2010-2012 | 6 056,05 | 0,00 | 6 056,05 |
| – Telcom Kenya Limited, Nairobi | 2005-2007 | 332 786,75 | 0,00 | 332 786,75 |
| **République de Corée** |  |  |  |  |
| – Ericsson-LG, Anyang-Shi | 2013-2014 | 13 972,45 | 0,00 | 13 972,45 |
| **Koweït** |  |  |  |  |
| – The Arabian Business Franchise, Hawalli | 2006-2007 | 16 127,25 | 0,00 | 16 127,25 |
| – Zain Kuwait, Safat | 2017 | 2 385,00 | 0,00 | 2 385,00 |
| **Kirghizistan** |  |  |  |  |
| – Kyrgyztelecom OJSC, Bichkek | 2016 | 6 455,25 | 0,00 | 6 455,25 |
| **Liban** |  |  |  |  |
| – Al-Iktissad Wal-Aamal Group, Beyrouth | 2015 | 4 911,85 | 0,00 | 4 911,85 |
| – Arabcom Hitek, Beyrouth | 2001-2006 | 57 345,50 | 0,00 | 57 345,50 |
| – ExiCon International Group, Beyrouth | 2010-2011 | 6 236,65 | 0,00 | 6 236,65 |
| – IDMI Sal offshore, Beyrouth | 2011 | 6 201,10 | 0,00 | 6 201,10 |
| – MNT/Investcom LLC, Beyrouth | 2008 | 7 385,60 | 0,00 | 7 385,60 |
| **Libéria** |  |  |  |  |
| – West Africa Telecomm, Inc., Monrovia | 2007 | 7 828,75 | 0,00 | 7 828,75 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Libye** |  |  |  |  |
| – Libyana Mobile Phone Company, Tripoli | 2010-2012 | 139 542,45 | 0,00 | 139 542,45 |
| **Mauritanie** |  |  |  |  |
| – Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services (APAUS), Nouakchott | 2012 | 5 850,10 | 0,00 | 5 850,10 |
| – Chinguitel S.A., Nouakchott | 2013-2015 | 4 959,55 | 0,00 | 4 959,55 |
| – Société mauritanienne des télécommunications (MAURITEL S.A.), Nouakchott | 2008 | 66 470,15 | 0,00 | 66 470,15 |
| **Mexique** |  |  |  |  |
| – CANITEC, Mexico | 2011-2013 | 5 697,80 | 0,00 | 5 697,80 |
| **Pays-Bas** |  |  |  |  |
| – Smitcoms N.V., Saint–Martin | 2004-2007 | 545 150,25 | 0,00 | 545 150,25 |
| **Pakistan** |  |  |  |  |
| – CMPak Limited, Islamabad | 2015 | 2 455,90 | 0,00 | 2 455,90 |
| – e Wordwide Group, Islamabad | 2011-2013 | 5 598,45 | 0,00 | 5 598,45 |
| – Pakistan Institute of Human Rights, Islamabad | 2012-2013 | 7 145,15 | 0,00 | 7 145,15 |
| – Paktel Limited, Islamabad | 2007 | 7 828,75 | 0,00 | 7 828,75 |
| – Sysnet Pakistan (Pvt) Ltd., Karachi | 2003-2006 | 30 924,80 | 0,00 | 30 924,80 |
| **Philippines** |  |  |  |  |
| – PhilCom, Makati | 2007-2009 | 7 091,45 | 0,00 | 7 091,45 |
| **Qatar** |  |  |  |  |
| – Qatar National Broadband Network, Doha | 2017 | 34 972,05 | 0,00 | 34 972,05 |
| **Roumanie** |  |  |  |  |
| – Polytechnic School Bucharest, Bucarest | 2009-2010 | 6 666,45 | 0,00 | 6 666,45 |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Fédération de Russie** |  |  |  |  |
| – IRPO ACISO, Moscou | 2013-2014 | 4 949,85 | 0,00 | 4 949,85 |
| – Mobix Chip LLC, Moscou | 2013-2014 | 13 948,60 | 0,00 | 13 948,60 |
| – National Telemedicine Agency, Moscou | 2012 | 4 387,55 | 0,00 | 4 387,55 |
| **Arabie saoudite** |  |  |  |  |
| – Bayanat Aloula for Network Services, Riyad | 2005-2008 | 7 220,65 | 0,00 | 7 220,65 |
| – Electronia Ltd., Khobar | 2008-2010 | 6 593,85 | 0,00 | 6 593,85 |
| – Saudi Telecom, Riyad | 2012-2017 | 10 640,20 | 0,00 | 10 640,20 |
| – Tuwaiq Communications Company, Riyad | 2008-2009 | 74 386,05 | 0,00 | 74 386,05 |
| **Somalie** |  |  |  |  |
| – Telcom Somalia, Mogadiscio | 2005-2007 | 16 787,35 | 0,00 | 16 787,35 |
| **République sudafricaine** |  |  |  |  |
| – Cell C (Pty) Ltd., Benmore | 2004-2007 | 521 140,95 | 0,00 | 521 140,95 |
| – MTN Group, Sandton | 2017 | 3 642,95 | 0,00 | 3 642,95 |
| – Vodacom S.A. (Pty) Ltd., Midrand | 2015-2017 | 6 453,35 | 0,00 | 6 453,35 |
| **Sri Lanka** |  |  |  |  |
| – Sri Lanka Telecom Ltd., Colombo | 2002-2012 | 6 954,45 | 0,00 | 6 954,45 |
| **Soudan** |  |  |  |  |
| – Canartel, Khartoum | 2013 | 49 670,35 | 0,00 | 49 670,35 |
| – Garden City College for Science & Technology, Khartoum | 2013-2014 | 3 370,40 | 0,00 | 3 370,40 |
| – Open University of Sudan, Khartoum | 2013-2014 | 3 370,40 | 0,00 | 3 370,40 |
| – Pulse Company Ltd., Khartoum | 2016 | 4 633,80 | 0,00 | 4 633,80 |
| – University of Khartoum, Khartoum | 2013-2014 | 3 370,40 | 0,00 | 3 370,40 |
| **Suède** |  |  |  |  |
| – GlobeTouch AB, Stockholm | 2016 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| – UpZide Labs AB, Lulea | 2009 | 17 528,35 | 0,00 | 17 528,35 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **Suisse** |  |  |  |  |
| – ACN Advanced Comm. Networks S.A., Neuchâtel | 2016 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| **République arabe syrienne** |  |  |  |  |
| – Arab Regional Isps Association (ARISPA), Manama | 2009 | 6 967,55 | 0,00 | 6 967,55 |
| **République togolaise** |  |  |  |  |
| – Centre Régional de Maintenance des Télécommunications, Lomé | 2003-2007 | 236 583,45 | 0,00 | 236 583,45 |
| – Togo Telecom, Lome | 2015-2017 | 39 731,10 | 0,00 | 39 731,10 |
| **Tunisie** |  |  |  |  |
| – Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis, Tunis | 2011-2012 | 11 161,44 | 0,00 | 11 161,44 |
| – Orascom Telecom Tunisie, Tunis | 2013 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
| – Telnet Technocentre, Tunis | 2012-2017 | 12 532,70 | 0,00 | 12 532,70 |
| **Ukraine** |  |  |  |  |
| – Ukrainian National Information Systems, Kiev | 2014-2015 | 20 286,04 | 0,00 | 20 286,04 |
| **Emirats arabes Unis** |  |  |  |  |
| – Université américaine de Dubaï, Dubaï | 2014 | 2 603,25 | 0,00 | 2 603,25 |
| – Higher College of Technology, Abu Dhabi | 2017 | 2 185,75 | 0,00 | 2 185,75 |
| – Teralight, FZ LLC, Dubaï | 2016 | 4 633,80 | 0,00 | 4 633,80 |
| **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** |  |  |  |  |
| – KRE Corporate Recovery LLP (Ex. ICO Satellite Limited), Berks | 2012-2013 | 26 815,50 | 0,00 | 26 815,50 |
| – Malden Electronics, Ewell | 2016 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| – Times Publications Ltd., Londres | 1998-2002 | 82 607,95 | 0,00 | 82 607,95 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| **États-Unis d'Amérique** |  |  |  |  |
| – Actiontec Electronics, Inc., Sunnyvale | 2008 | 19 694,85 | 0,00 | 19 694,85 |
| – Animatele Inc., New York | 2011 | 16 536,20 | 0,00 | 16 536,20 |
| – AOL, New York | 2002-2003 | 201 335,45 | 0,00 | 201 335,45 |
| – Applied Micro Circuits Corporation, Andover | 2017 | 34 972,05 | 0,00 | 34 972,05 |
| – Calient Networks Inc., San José | 2003-2006 | 288 165,80 | 0,00 | 288 165,80 |
| – Compuware Corporation, Detroit | 2009-2010 | 13 325,35 | 0,00 | 13 325,35 |
| – ConceroConnect, L3C, Park City | 2015 | 9 823,70 | 0,00 | 9 823,70 |
| – Conversay, Redmond | 2007-2008 | 79 370,25 | 0,00 | 79 370,25 |
| – Covad Communications Company, San José | 2001-2002 | 126 087,80 | 0,00 | 126 087,80 |
| – Cypress Semiconductor Corp.,  San José | 2004-2005 | 37 787,65 | 0,00 | 37 787,65 |
| – Dynasat Inc., Austin TX | 2016 | 9 267,65 | 0,00 | 9 267,65 |
| – E-MAC Corporation, Arlington | 2005-2007 | 47 997,80 | 0,00 | 47 997,80 |
| – EnVerv Inc., Milpitas | 2015 | 13 098,20 | 0,00 | 13 098,20 |
| – ESS Technology Inc., Fremont | 2004 | 69 671,05 | 0,00 | 69 671,05 |
| – Extreme Networks, Santa Clara | 2012 | 3 899,90 | 0,00 | 3 899,90 |
| – Ezenia Inc., Salem | 2000-2006 | 371 452,25 | 0,00 | 371 452,25 |
| – Graphnet Inc., New York | 1987-2002 | 1 460 690,10 | 0,00 | 1 460 690,10 |
| – Ikanos Communications, Red Bank NJ | 2016 | 37 070,35 | 0,00 | 37 070,35 |
| – ITXC Corporation, Princeton | 2004-2007 | 68 143,85 | 0,00 | 68 143,85 |
| – Lighsand Communications Inc., Plano | 2001-2002 | 18 522,75 | 0,00 | 18 522,75 |
| – Lightwaves Inc., Austin | 2009 | 18 580,05 | 0,00 | 18 580,05 |
| – Navajo Nation Telecommunicat., Window Rock | 2017 | 8 743,05 | 0,00 | 8 743,05 |
| – Nextwave Wireless Inc., San Diego | 2009 | 31 339,85 | 0,00 | 31 339,85 |
| – Nortel Networks USA, Richardson | 2009 | 29 812,50 | 0,00 | 29 812,50 |
| – Overture Networks (Ex. Ceterus & Hatteras Networks), Morrisville | 2008-2009 | 36 505,90 | 0,00 | 36 505,90 |
| – Puerto Rico Telephone Co., Guaynabo | 2013-2014 | 13 930,50 | 0,00 | 13 930,50 |
| – Range Networks, Inc., Santa clara | 2004 | 69 671,05 | 0,00 | 69 671,05 |
| B Membres de Secteur et autres entités | Année | Contributions | Publications | Total |
| – Razoom Inc., Palo Alto | 2010 | 17 528,35 | 0,00 | 17,528.35 |
| – Teraburst Networks Inc., Sunnyvale | 2003-2007 | 108 671,25 | 0,00 | 108,671.25 |
| – The Gores Technology Group LLC (Ex. Forgent Networks Inc.), Los Angeles | 1998-2006 | 424 948,00 | 0,00 | 424,948.00 |
| – The Village Group Inc., Waltham | 2007-2008 | 14 808,20 | 0,00 | 14,808.20 |
| – UTStarcom, Inc., Fremont | 2004-2010 | 59 180,75 | 0,00 | 59,180.75 |
| – Visible Energy Inc., Palo Alto | 2010 | 16 067,10 | 0,00 | 16,067.10 |
| – Vocal Technologies Ltd., Amherst | 1998-2002 | 429 656,80 | 0,00 | 429,656.80 |
| – WI-FI Alliance, Austin | 2013 | 44 151,35 | 0,00 | 44,151.35 |
| – Xerox Ltd., Washington | 2004-2007 | 80 332,05 | 0,00 | 80,332.05 |
| – Zhone Technologies, Oakland | 2002-2005 | 272 851,85 | 0,00 | 272,851.85 |
| **Ouzbékistan** |  |  |  |  |
| – Université des technologies de l'information de Tachkent, Tachkent | 2014 | 2 603,25 | 0,00 | 2,603.25 |
| **Zambie** |  |  |  |  |
| – Airtel Zambia, Lusaka | 2014 | 84 614,00 | 0,00 | 84,614.00 |
| **Zimbabwe** |  |  |  |  |
| – NetOne Cellular Ltd., Harare | 2003-2006 | 318 637,98 | 0,00 | 318,637.98 |
| – University of Zimbabwe, Harare | 2008-2009 | 22 436,70 | 0,00 | 22,436.70 |
| **Résolution 99 (Rév. Busan 2014)** |  |  |  |  |
| – BCI Communicat. & Advanced Tech., Ramallah | 2007-2008 | 9 272,15 | 0,00 | 9,272.15 |
|  | | 11 197 697,78 | 0,00 | 11 197 697,78 |
|  |  |  |  |  |
| C Autres débiteurs | Année | Contributions | Publications | Total |
| – Ministère de l'information, Riyad | 2011 | 0,00 | 5 073,15 | 5 073,15 |
|  | | 0,00 | 5 073,15 | 5 073,15 |
|  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| D Autres débiteurs divers\* | Année | Contributions | Publications | Total |
|  | – | 47 365,01 | 48 870,05 | 92 235,06 |
|  |  |  |  |  |
| **Total au 31.12.2018** |  | **19 895 718,36** | **92 805,00** | **19 988 523,36** |
|  |  |  |  |  |
| \* Inclut les débiteurs ayant des montants dus inférieurs à 5 000 CHF pour les États Membres et 2 000 CHF pour les membres de Secteur, autres entités ou organisations et autres débiteurs. | | | | |

Montants dus concernant les comptes spéciaux d'arriérés (accords d'amortissement)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| États Membres – Membres de Secteur/Entreprises | Résolutions PP | Transfert dans des comptes d'arriérés spéciaux | Solde au 31.12.2017 | Mouvements 2018 | Intérêts 2018 | Paiements 2018 | Solde au 31.12.2018 |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Soudan | Rés. 38 – PP 1989 | 567 047,95 | 141 028,45 | 0,00 | 0,00 | –89 178,53 | 51 849,92 |
| Grenade | Rés. 41 – 2008 | 662 554,65 | 239 033,00 | 0,00 | –239 033,00 | 0,00 | 0,00 |
| Bolivie | Rés. 41 – 2009 | 6 515 226,72 | 3 559 066,20 | 0,00 | –3 230 603,92 | –328 462,28 | 0,00 |
| Bénin | Rés. 41 – 2011 | 462 317,50 | 158 176,74 | 0,00 | 0,00 | –86 897,36 | 71 279,38 |
| Tadjikistan | Rés. 41 – 2011 | 745 617,40 | 558 581,32 | 0,00 | 0,00 | –23 379,51 | 535 201,81 |
| Comores | Rés. 41 – 2012 | 376 005,93 | 233 796,27 | 0,00 | 0,00 | –23 701,61 | 210 094,66 |
| République centrafricaine | Rés. 41 – 2014 | 159 474,68 | 126 459,76 | 0,00 | 0,00 | –8 253,73 | 118 206,03 |
| Guinée équatoriale | Rés. 41 – 2017 | 171 043,75 | 118 043,75 | –118 043,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis | Rés. 41 – 2017 | 251 777,75 | 198 115,25 | 0,00 | 0,00 | –125 212,51 | 72 902,74 |
| Somalie | Rés. 41 – 2017 | 2 281 017,16 | 2 218 432,35 | 0,00 | 0,00 | –62 584,81 | 2 155 847,54 |
| Congo (Rep. of the) | Rés. 41 – 2018 | 1 730 027,81 | 0,00 | 1 730 027,81 | 0,00 | –84 263,42 | 1 645 764,39 |
| Gabon | Rés. 41 – 2018 | 343 052,55 | 0,00 | 343 052,55 | 0,00 | –75 418,66 | 267 633,89 |
| Gambia | Rés. 41 – 2018 | 332 385,98 | 0,00 | 332 385,98 | 0,00 | –79 500,00 | 252 885,98 |
| Guinea-Bissau | Rés. 41 – 2018 | 4 430 568,52 | 0,00 | 4 430 568,52 | 0,00 | –79 225,17 | 4 351 343,35 |
| Liberia | Rés. 41 – 2018 | 4 885 078,20 | 0,00 | 4 885 078,20 | 0,00 | –116 061,96 | 4 769 016,24 |
| Sierra Leone | Rés. 41 – 2018 | 2 827 393,64 | 0,00 | 2 827 393,64 | 0,00 | –136 490,91 | 2 690 902,73 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| Bay Microsystems Inc., États-Unis | Rés. 41 – 2015 | 19 503,76 | 6 314,90 | 0,00 | –6 314,90 | 0,00 | 0,00 |
| Marcatel Com. S.A. de C.V., Mexique | Rés. 41 – 2016 | 4 392,35 | 417,35 | 0,00 | –417,35 | 0,00 | 0,00 |
| Systel, Egypte | Rés. 41 – 2016 | 47 918,25 | 40 141,70 | 0,00 | 0,00 | –3 937,50 | 36 204,20 |
| Alphion Corporation, Etats-Unis | Rés. 41 – 2017 | 11 657,35 | 1 057,35 | 0,00 | –1 057,35 | 0,00 | 0,00 |
| INTTIC, Algérie | Rés. 41 – 2017 | 7 856,74 | 2 391,55 | 0,00 | –2 391,55 | 0,00 | 0,00 |
| **Total au 31 décembre 2018** |  | **26 831 918,64** | **7 601 055,94** | **14 430 462,95** | **–3 479 818,07** | **–1 322 567,96** | **17 229 132,86** |

Montants dus concernant les comptes spéciaux d'arriérés supprimés   
(accords d'amortissement supprimés pour non-paiement)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| États Membres – Membres de Secteur/Entreprises | Résolutions  de la PP | Transfert dans des comptes d'arriérés spéciaux supprimés | Solde au 31.12.2016 | Mouvements 2017 | Intérêts 2017 | Paiements 2017 | Solde au 31.12.2017 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| Libéria | Rés. 38 – PP 1989 | 1 001 829,30 | 2 788 586,10 | –2 788 586,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Congo (République du) | Rés. 41 – 2015 | 1 258 821,17 | 1 428 555,57 | –1 428 555,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Guinée-Bissau | Rés. 41 – 2015 | 3 867 914,36 | 4 345 988,56 | –4 345 988,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Gambie | Rés. 41 – 2016 | 192 014,03 | 206 553,98 | –206 553,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Nicaragua | Rés. 41 – 2016 | 1 462 488,98 | 1 642 994,28 | 0,00 | 98 579,65 | 0,00 | 1 741 573,93 |
| Sierra Leone | Rés. 41 – 2017 | 2 744 076,19 | 2 744 076,19 | –2 744 076,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Guinée équatoriale | Rés. 41 – 2018 | 118 043,75 | 0,00 | 118 043,75 | 0,00 | 0,00 | 118 043,75 |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| TIT, Liban | Rés. 41 – 2008 | 25 000,00 | 42 236,90 | 0,00 | 2 534,20 | 0,00 | 44 771,10 |
| Cameroon Telecomm., Cameroun | Rés. 41 – 2014 | 149 588,50 | 159 765,85 | 0,00 | 9 585,95 | 0,00 | 169 351,80 |
| Ellipsat Inc., États-Unis | Rés. 41 – 2015 | 27 865,90 | 27 865,90 | 0,00 | 1 671,95 | 0,00 | 29 537,85 |
| Apprentissages sans Frontières, Suisse | Rés. 41 – 2016 | 6 658,15 | 7 269,40 | 0,00 | 436,15 | 0,00 | 7 705,55 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total au 31 décembre 2018** |  | **10 854 300,33** | **13 393 892,73** | **–11 395 716,65** | **112 807,90** | **0,00** | **2 110 983,98** |

Montants dus concernant les factures établies pour   
les fiches de notification des réseaux à satellite

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Administration notificatrice | Entité exploitante | Année | Montant dû |
| **Iran** | Ministère des technologies de l'information et de la communication (MICT), Téhéran | 2012 | 3 315,15 |
| **Nigéria** | Ministère fédéral des technologies de la communication, Abuja | 2012 | 2 171,95 |
|  |  |  |  |
| **Fédération de Russie** | EA SAT Closed Joint Stock Company, Moscou | 2014 | 93 202,55 |
|  | Global Information Systems GIS | 2003 | 156 663,86 |
|  |  |  |  |
| **Etats-Unis d'Amérique** | Leading Technologies, LLC | 2008-2009 | 128 592,45 |
|  | Steptoe & Johnson LLP | 2017 | 72,85 |
| **Total des arriérés au 31.12.2018** |  |  | **384 018,81** |

Montants dus concernant des factures diverses

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Pays | Entité | Année | Montant dû |
| **Arabie saoudite** | Saudi Telecom, Riyad | 2010 | 62 560,00 |
|  |  |  |  |
| **Total des arriérés au 31.12.2018** |  |  | **62 560,00** |

Résumé de la situation des arriérés au 31 décembre 2018

|  |  |
| --- | --- |
| MONTANTS DUS | CHF |
| Contributions | **19 895 718,36** |
| Publications | **92 805,00** |
| Notifications des réseaux à satellite | **384 018,81** |
| Factures diverses | **62 560,00** |
| Comptes spéciaux d'arriérés (Accords d'amortissement) | **17 229 132,86** |
| Comptes spéciaux d'arriérés supprimés (Accords d'amortissement supprimés pour non-paiement) | **2 110 983,98** |
| **TOTAL DES ARRIÉRÉS** | **39 775 219,01** |

ANNEXE D

Liste des débiteurs au 31 décembre 2018 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM

(Cette liste ne tient pas compte des paiements reçus après le 31.12.2018)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
| AFT08 | République sudafricaine | MPCELL (Pty) Ltd. | 3 690,00 | 0,00 | 3 690,00 |
| AFT08 | Canada | Broad Connect Telecom Ltd. | 14 760,00 | 5 850,00 | 8 910,00 |
| AFT08 | Chine | SipRing Telecommunication | 8 200,00 | 0,00 | 8 200,00 |
| AFT08 | Côte d'Ivoire | Apex Technologies | 7 380,00 | 0,00 | 7 380,00 |
| AFT08 | Liban | Splendor | 12 300,00 | 0,00 | 12 300,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **AFT08** |  |  |  |  | **40 480,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2006 | Chine | Consulat des Etats-Unis à Hong Kong | 400,00 | 0,00 | 400,00 |
| TLC 2006 | Chine | ChongQing Chong You | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Jiangxi Lianchuang | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Naike (HK) Digital | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Shenzhen Orea Design | 3 600,00 | 0,00 | 3 600,00 |
| TLC 2006 | Chine | Sipnovo | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Tiger NetCom | 3 150,00 | 0,00 | 3 150,00 |
| TLC 2006 | Chine | Vapel Power | 4 800,00 | 0,00 | 4 800,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2006** |  |  |  |  | **40 750,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
| TLC 2009 | Etats-Unis | E: Telesis Energy and Data | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| TLC 2009 | Inde | REVE Systems (S) Pte Ltd | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| TLC 2009 | Etats-Unis | UTStarcom Inc. | 94 050,00 | 47 025,00 | 47 025,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2009** |  |  |  |  | **68 625,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
| TLC 2011 | Suisse | Client World 2011 | 203 243,05 | 194 643,25 | 8 599,80 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2011** |  |  |  |  | **8 599,80** |

Liste des débiteurs au 31.12.2018 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM (*suite*)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
| TLC 2014 | Allemagne | LS Telcom | 13 650,00 | 13 650,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Cameroun | Ministère des Postes | 110 000,00 | 110 000,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Congo | Ministère des Postes | 110 000,00 | 0,00 | 110 000,00 |
| TLC 2014 | Qatar | Ooreddo Qatar | 2 743 966,60 | 2 743 966,60 | 0,00 |
| TLC 2014 | Inde | TCIL | 5 400,00 | 5 400,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Qatar | Ministry of ICT | 14 000,00 | 14 000,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Nigéria | NCC | 12 000,00 | 12 000,00 | 0,00 |
| TLC 2014 | Arabie saoudite | Saudi Telecom | 20 250,00 | 20 250,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2014** |  |  |  |  | **110 000,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2015 | Soudan du Sud | Autorité nationale des communications | 100 000,00 | 0,00 | 0 |
| TLC 2015 | Sri Lanka | Negete Private Ltd. | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2015 | Egypte | Tawasol IT | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2015 | Ouganda | Commission des communications de l'Ouganda | 130 000,00 | 130 000,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2015** |  |  |  |  | **2 400,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2016 | Ouganda | Abercom(U) | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2016 | Kenya | FarmDrive | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2016 | Algérie | Ministère de la Poste et des Technologies | 11 900,00 | 11 900,00 | 0,00 |
| TLC 2016 | Argentine | Ministerio de Comunicaciones | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| TLC 2016 | Soudan | National Information Center | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| TLC 2016 | Japon | OKI Electric Industry | 1 200,00 | 1 200,00 | 0,00 |
| TLC 2016 | Emirats arabes unis | Autorité de régulation des télécommunications | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 |
| TLC 2016 | Singapour | Voxvalley Tech. | 1 200,00 | 1 200,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2016** |  |  |  |  | **92 400,00** |

Liste des débiteurs au 31.12.2018 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM (*fin)*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2017 | Yémen | AnaMehani | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | Cameroun | Citizen Assoc. For Tech. Development | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | République sudafricaine | Département des télécommunications et des services postaux\* | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 |
| TLC 2017 | Corée du sud | Lee Convention\* | 50 250,00 | 50 250,00 | 0,00 |
| TLC 2017 | Bénin | Ministère de l'Économie Numérique | 50 000,00 | 47 048,89 | 2 951,11 |
| TLC 2017 | Gabon | Ministère de l'Économie numérique | 138 000,00 | 0,00 | 138 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2017** |  |  |  |  | **143 351,11** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Evénement | Pays | Entité | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2017 | République sudafricaine | Ekasi Gaming | 800,00 | 0,00 | 800,00 |
| TLC 2017 | Cameroun | Iplans SA | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | Zimbabwe | POTRAZ | 190 000,00 | 7 829,05 | 182 170,95 |
| TLC 2017 | Royaume-Uni | Quika Limited | 31 800,00 | 0,00 | 31 800,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2017** |  |  |  |  | **215 970,95** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Débiteurs au niveau mondial | **382 096,86** |  |  |  |  |
| Débiteurs Afrique | **40 480,00** |  |  |  |  |
| **Total débiteurs** | **722 576,86** |  |  |  |  |

\* Paiement reçu après le 31 décembre 2017.

ANNEXE E

Liste des sponsors au 31 décembre 2018

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Elément WBS | Pays | Entité | Montant facturé | Devise | Solde dû | Devise | Équivalent |
| P.40718.1.01 | Bahamas | Utilities Regulation & Corporation Authority | 1 500 | CHF | 1 500 | CHF | 1 500 |
| P.40663.1.01 | Zimbabwe | POTRAZ | 344 218 | EUR | 344 218 | EUR | 397 205 |
| P.40730.1.01 | Japon | MIC Japan | 8 000 | USD | 8 000 | USD | 7 768 |
| P.40736.1.01 | Brésil | ANATEL | 7 000 000 | USD | 4 385 243 | USD | 4 391 205 |
|  |  | **TOTAL** |  |  |  |  | **4 797 679** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_